



**ALLIANCE
PROGRESSISTE**

Construire notre avenir

Pour une transformation sociale et écologique globale

**RAPPORT À
L'ALLIANCE PROGRESSISTE
DE**

Luiz Dulci
Sigmar Gabriel
Risa Hontiveros
Pascal Lamy
Benjamin Mkapa
Sergei Stanishev

*Avec une préface de
Martin Schulz*



Jochen Steinhilber
Konstantin Woinoff

Construire notre avenir

Pour une transformation sociale et écologique globale



Construire notre avenir

Pour une transformation sociale et écologique globale

RAPPORT À Luiz Dulci
L'ALLIANCE PROGRESSISTE Sigmar Gabriel
DE Risa Hontiveros
Pascal Lamy
Benjamin Mkapa
Sergei Stanishev

Avec une préface de
Martin Schulz



Avec le soutien amical du
Parti socialiste européen (PSE)

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. La responsabilité exclusive incombe entièrement à son auteur, et le Parlement européen ne peut pas être tenu pour responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y figurent.

Auteur : Jochen Steinhilber
Coordination : Konstantin Woinoff

Mentions légales

© **Copyright**: 2017 Alliance progressiste
Édition originale

Éditeur: Alliance progressiste
www.progressive-alliance.info

Maquette: Tibor Bogun, Berlin
www.tibor-bogun.de

Traduction: Stefan Gabriel, Potsdam
www.translant.de

Relecture: Klaus Sticker, Bonn
www.uebersetzungen-sticker.de
Lektorat Unker, Osnabrück
www.lektorat-unker.de

Toutes les photographies :

© Maurice Weiss/Ostkreuz
www.ostkreuz.de/fotografen/maurice-weiss

Impression: Druckteam Berlin
Gustav-Holzmann-Straße 6, 10317 Berlin
<http://www.druckteam-berlin.de>

Imprimé en Allemagne

L'ouvrage, comme ses parties, est protégé par les droits d'auteur. Son usage est interdit sans l'accord de l'éditeur et de l'auteur. Cela vaut particulièrement pour la reproduction électronique ou autre, la traduction, la diffusion et la mise à disposition publique.

La Bibliothèque nationale allemande (Deutsche Nationalbibliothek) répertorie cette publication dans la Bibliographie nationale allemande (Deutsche Nationalbibliografie). Le détail des données bibliographiques est disponible en ligne sous <http://dnb.d-nb.de>.

Sommaire

Synthèse	11
Préface <i>De Martin Schulz</i>	17
1 Un nouvel espoir, de justesse... ?	21
1.1 Un nouvel humanisme politique	24
1.2 Coopératif et international	25
1.3 Réponses réalistes et visionnaires	26
2 L'épuisement	31
2.1 Plus vite, plus haut, plus loin. Où va l'économie mondiale ?	31
2.2 Les riches et le reste : la question sociale	37
2.3 Signaux de détresse : le défi écologique	42
2.4 Crise de la démocratie	46
3 Apocalypse not ! Une politique de la transformation	55
3.1 Domptage et érosion	57
3.2 Nécessité de la croissance économique ?	59
4 Qui redressera la situation ?	67
4.1 L'être humain au centre de l'attention : les radicaux libres	68
4.2 Les partis : ne nous sous-estimez pas... !	72
4.3 Les compagnons de route Les syndicats : « Frères, vers le soleil, vers la liberté... » Mouvements sociaux : « accélérateur de particules »	78 78 80
4.4 Questions d'État	84
4.5 Machines	89

5 Hot spots	93
5.1 L'adieu au pétrole – pour une transformation juste et globale du secteur de l'énergie	96
5.2 Money, money...	102
5.3 Globalisation must work ! Imposer le travail décent dans le monde	109
5.4 Une époque risquée ? La paix est indivisible	117
5.5 Gouverner les villes	124
5.6 Les Badlands – pour une transition agricole	129
6 Perspectives	139
Biographies	145
Luiz Dulci	145
Sigmar Gabriel	146
Risa Hontiveros	146
Pascal Lamy	147
Benjamin William Mkapa	147
Martin Schulz	148
Sergei Stanishev	148
Jochen Steinhilber	149
Konstantin Woinoff	149

Synthèse

Que devons-nous assumer ?

Beaucoup de nos sociétés ont perdu la foi en un avenir meilleur. Les crises économiques, les déséquilibres écologiques, les questions sociales non résolues, l'enrichissement du petit nombre au dépend de la majorité et le retour de la guerre et du nationalisme en tant que moyen politique sont des hypothèques étouffantes pour les individus et les communautés. Toujours plus de personnes se sentent exclues du progrès social, et surtout, elles ne s'estiment plus suffisamment représentées, avec leurs peurs, leurs besoins et leurs parcours de vie, par les institutions de l'État et leurs responsables. Les relations culturelles et sociales, qui autrefois promettaient soutien et orientation, se désintègrent. Par ailleurs, beaucoup de personnes sentent que les anciennes recettes, c'est-à-dire plus de marché, plus d'orientation vers le profit, plus d'intérêts personnels, ne fonctionnent plus et qu'un point final doit être placé derrière la longue phase du néolibéralisme. Il n'est pas envisageable de continuer ainsi. Le besoin d'orientation et le désir de changement sont grands.

Au-delà de l'approche consistant à continuer comme cela, qui poursuit simplement la lignée du modèle économique et politique actuel et s'arrête lors d'une gestion de la crise – et à l'inverse des différentes déclinaisons d'un populisme autoritaire qui instrumen-

talise les peurs, mise sur les ressentiments et l'exclusion –, les partis sociaux-démocrates, socialistes et progressistes doivent engager le combat pour l'avenir. Un avenir qui commence aujourd'hui. Un combat avec en perspective une transformation socio-écologique globale qui concilie le droit à une vie décente pour tous avec les limites de notre planète. Et qui, au lieu de problèmes partagés, remet en avant des objectifs communs. Pour cela, nous pouvons nous appuyer non seulement sur des accords globaux tels que l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Accord de Paris sur le climat, mais également sur le constat largement répandu selon lequel la plupart des personnes ne pourront vivre une vie autodéterminée que lorsque la pensée sociétale et les intérêts communs seront à nouveau au premier plan.

Quelle est la voie à suivre ?

Pour renforcer la confiance dans la puissance créatrice des partis sociaux-démocrates, socialistes et progressistes, nous avons besoin de deux éléments liés : d'une part de projets concrets, qui commencent ici et maintenant et se concentrent sur les conditions de vie avec leur dureté et leurs aléas. D'autre part, il est nécessaire d'avoir des réflexions à long terme qui contribuent à mobiliser l'opinion publique et les alliés politiques, et qui expriment la volonté de changement et la possibilité d'une société meilleure. Notre objectif est une vie décente pour tous, caractérisée par la liberté, la reconnaissance, l'autonomie et la sécurité. Le point de départ de notre action politique est un nouvel humanisme politique, qui prend les êtres humains au sérieux, avec leurs peurs, mais surtout avec leurs capacités à construire une société. Penser, construire, décider ensemble : la politique et le renouvellement de la démocratie doivent commencer à proximité des personnes – dans le voisinage, sur le lieu de travail, dans la région. Et ils doivent permettre à tous ceux qui sont aujourd'hui les plus touchés par les crises et les intérêts contradictoires de la société de par-

ticiper. Premièrement, il est de notre devoir de mobiliser et de mettre les personnes dans une situation qui leur permet de construire activement les bases de leur existence par leurs propres actions et leur discernement politique. Deuxièmement, nous devons améliorer les capacités et les possibilités de coopération. En effet, la transformation ne peut pas être pensée sans que beaucoup de personnes cherchent des solutions dans les différents domaines, et sans que le plan de construction du monde soit ouvert à tous ceux qui veulent y contribuer. La condition préalable est un accès aux moyens de communication ainsi qu'au savoir et à l'information. Un usage démocratique de la technologie doit garantir cet accès.

Pour que cette « mentalité socio-écologique d'atelier » puisse se développer, les sociaux-démocrates et les socialistes doivent faire progresser leur traditionnel projet de transformation du capitalisme dans le contexte de la mondialisation. Cela signifie aussi que le repli sur le nationalisme ne peut pas être une solution car la portée de la politique nationale est limitée. Au lieu de cela, nous devons persister dans la construction et le développement d'institutions stables sur le plan régional comme sur le plan global.

Qui redressera la situation ?

Nos partis jouent un rôle central dans tout cela. Nous sommes performants lorsque nous concilions des développements sociétaux, politiques et économiques contradictoires dans une seule idée d'avenir. Cette capacité à s'orienter, réfléchir et « agir ensemble » doit à présent être renouvelée : par exemple en ce qui concerne la relation entre la question sociale et écologique, le niveau national et mondial, les structures de pouvoir traditionnelles et les approches décentralisées. Pour cela, nous devons à nouveau formuler des alternatives fondamentales et les défendre au sein du débat politique.

Chaque alternative progressiste substantielle se heurtera à la résistance d'intérêts puissants. Notre ambition de concevoir et d'uti-

liser les institutions de l'État est par conséquent la condition de base d'une transformation réussie. Par contre, on attend aussi des partis sociaux-démocrates, socialistes et progressistes qu'ils marquent idéologiquement, socialement et culturellement les conflits au sein de la société. Cette tâche peut uniquement réussir en coopération avec d'autres. Mais pour jouer le rôle de passerelle, nos partis doivent évoluer davantage vers des partis de la société qui travaillent en étroite collaboration avec des personnes, des mouvements sociaux et des organisations sur des approches socio-démocrates en dehors du parti. Notre politique n'est par conséquent pas uniquement tournée vers le gain de pouvoir. Grâce à des alliances sociétales, elle amorçe également des changements concrets au-delà du niveau gouvernemental. En plus d'un État créateur et de mouvements sociaux, les syndicats représentent pour nous des partenaires importants dans le cadre d'une transformation sociale et écologique : sur le lieu de travail, en tant que mouvement ouvrier organisé et dans de larges alliances citoyennes.

Sans cette interaction, les tâches qui nous attendent ne pourront pas être accomplies. Les défis sont nombreux, et les socialistes et sociaux-démocrates vont d'abord se concentrer sur des projets choisis dans le cadre de l'Alliance progressiste. Parmi ces projets, on retrouve une transition énergétique globale, des approches politiques en matière de paix, le travail décent dans le monde, la réforme des marchés financiers, la politique de la ville ainsi que des questions relatives au développement rural et à l'alimentation. À nos yeux, les modèles viables visant le progrès doivent être durables du point de vue écologique et respecter l'égalité des genres. Ils doivent instaurer la confiance, renouveler la démocratie, appliquer la justice et dépasser les contradictions. De tels projets intègrent tous les niveaux politiques. Ils misent tout autant sur la créativité et la volonté de la population à opérer un changement que sur les compétences d'aménagement des gouvernements et des institutions.

Préface

De Martin Schulz

Nous vivons dans une époque agitée, où de nombreuses choses semblent aller de travers. C'est la raison pour laquelle je suis convaincu que c'est aux forces progressistes de veiller à la cohésion en ces temps tourmentés. C'est cela le cœur de notre politique, au niveau mondial et plus que jamais.

Ce message de cohésion comme étant notre mission socio-politique fondamentale est également placé au premier plan du présent rapport. Ce texte n'est pas seulement exceptionnellement substantiel et différencié, mais également très réussi, car il a été écrit par une multitude des femmes et des hommes politiques progressistes tellement intelligents et différents, originaires de quatre continents. C'est pourquoi mes remerciements vont en premier lieu à tous ceux qui ont contribué à cet excellent rapport.

En tant que forces progressistes, nous nous voyons aujourd'hui confrontées à de grands défis dans le monde entier. Nous faisons l'expérience d'un capitalisme financier international qui, avec son expansionnisme global, remet de plus en plus en question la primauté de la politique. Car les bouleversements sociétaux qu'il génère de diverses manières éveillent les doutes envers les capacités des sociétés ouvertes et de la politique démocratique. Pouvons-nous, en fin de

compte, encore faire la différence, gagner en influence, résoudre les problèmes ? Ici est en train d'apparaître un problème de légitimation qu'il faut prendre très au sérieux.

Ce problème de légitimation est de plus en plus utilisé par les forces autoritaires du monde entier pour imposer une image de la politique et de la société diamétralement opposée à nos convictions progressistes. Une nouvelle Internationale chauviniste met nos démocraties libérales au défi. Elle est synonyme d'une politique de retour en arrière, agressive à tous les égards, d'un cloisonnement nationaliste et de la lutte contre une société ouverte vers l'intérieur et l'extérieur. Et nous le savons tous : dans le combat pour le monopole d'interprétation de notre modèle économique, sociétal et politique, nous nous trouvons en première ligne. Mais c'est également la raison pour laquelle nous sommes poussés à proposer en matière de programme un concept positif et progressiste qui peut nous servir, à nous et à nos partenaires, de ligne directrice intellectuelle. Nous avons besoin d'un terme générique, tant pour la formulation de politiques futures que pour la capacité des partis progressistes, sociaux-démocrates et socialistes à s'unir vers l'extérieur.

Dans ce rapport, nous proposons de rassembler les réponses aux défis de notre époque sous le titre d'une « transformation sociale et écologique ». Spontanément, on peut avoir l'impression que l'envergure du terme est trop grande. Je pense plutôt que c'est le contraire. En effet, si notre exigence est de défendre le renouveau global de la politique de gauche, nous avons besoin d'une compréhension aussi large, nous avons besoin de ce terme global de « transformation ». Avec lui, nous voulons mettre l'accent sur la nécessité d'interaction entre les transformations sociétales, économiques et sociales fondamentales, et souligner la signification des acteurs et des rapports de force au sein de la société. Ce concept ne doit pas seulement désigner la politique environnementale et climatique (dans le cadre de laquelle le terme de « transformation » est déjà courant), mais plutôt être compris de manière multidimensionnelle,

puisque nous voulons une large réforme des structures économiques à la culture politique, en passant par la pratique démocratique.

En même temps, il est évident qu'une telle transformation sociale, écologique et globale ne réussira que si nous nous allions les uns aux autres en tant que partis progressistes, sociaux-démocrates et socialistes, et si, par ailleurs, nous réussissons à trouver pour cette union des partenaires forts au sein de la société. Nous avons besoin des syndicats, nous avons besoin des mouvements sociaux et nous avons avant tout besoin de tous les citoyens et citoyennes voulant le changement, et pour l'engagement desquels nous sommes les seuls à pouvoir offrir une plate-forme. Avec une Alliance progressiste forte, diversifiée sur le plan du contenu et de la société, nous avons ensemble une chance de tenir notre engagement global. Ni plus ni moins. Laissez-nous saisir cette chance.



1 Un nouvel espoir, de justesse... ?

« *Business as usual* » n'est plus une option, tout le monde en conviendra. La crise financière et économique va de pair avec une vaste crise environnementale et une inégalité structurelle extrême. Par ailleurs, la crise de la démocratie s'accroît dans de nombreux pays du monde. La guerre et le nationalisme renaissent en tant que moyens politiques et diminuent la disposition à une coopération internationale. Selon David Harvey, ce que Marx a décrit se réalise aujourd'hui, devant notre porte : des instabilités économiques massives, un capitalisme financier décuplé, des taux de croissance en baisse et la désagrégation de la protection sociale, l'enrichissement de quelques-uns aux frais du plus grand nombre, des hypothèses d'avenir pessimistes et le renforcement des luttes pour la répartition.

Mais l'écart entre la prise de conscience théorique de la nécessité d'agir et le manque réel de volonté de changement et de réalisation politique et sociale n'a encore jamais été aussi grand. Car le capitalisme réel n'est pas le seul à être durement incriminé, les critiques renommés ne le sont pas moins. Ce devrait être l'heure de gloire des partis progressistes. Mais à une époque où le capitalisme financier fait son « expérience de mort imminente » (Joseph Stiglitz), où de nombreuses sociétés se trouvent dans une crise d'orientation profonde et où l'éloignement entre les élites politiques et économiques

et une grande partie de la population augmente, il existe une chance pour les partis progressistes, sociaux-démocrates et socialistes dans le monde, même s'ils n'ont pas réussi ces dernières années, dans une mesure suffisante, à combler le vide de la perte d'orientation et du manque de projets d'avenir pour une construction plus juste de nos sociétés.

Au vu des solutions pour les défis à venir, il ne s'agit plus seulement de changements cosmétiques: les crises dans notre monde comme au sein des partis entraînent fatalement la nécessité d'une pensée et d'une action plus fondamentales. Certes, au regard de l'état du monde, même les optimistes convaincus n'ont pas la vie facile en ce moment. Mais la bonne nouvelle est que les conditions pour les alternatives progressistes se sont améliorées ces dernières années malgré tout ce développement de crise.

Il y a plus de 30 ans, deux phrases de Margaret Thatcher caractérisèrent le début d'un processus de restructuration qui, par la suite, marqua aussi bien l'économie que la pensée politique et sociale dans le monde entier: « Il n'y a pas d'alternative » et « La société n'existe pas, il n'y a que des individus ». Certes, on se réfère aujourd'hui encore surtout à la première citation, lorsque les résistances sont trop grandes et les arguments trop faibles. Mais ces deux phrases sont également délibérément remises en question. Avec les crises, la nécessité d'approches alternatives est devenue évidente. Lors des nombreuses discussions de fond de ces dernières années sur la politique climatique, l'inégalité ou la réforme du marché financier, il est en outre apparu que les ressources intellectuelles et matérielles requises pour une politique alternative existent: avec les multiples diagnostics critiques à l'heure actuelle, les propositions d'élaboration concrète des politiques, les accords internationaux, comme l'Accord de Paris sur le climat. Et finalement, nombreux sont ceux qui ne supportent plus la logique inhérente au jeu politique, car la formation de la volonté et les débats sur les alternatives ne se re-

trouvent pas au premier plan, contrairement à un intérêt général qui est a priori déjà déterminé.

Pendant des décennies, l'égoïsme et l'égoïsme ont été glorifiés comme une vertu et allaient de pair avec l'opinion qu'une vie de qualité n'était possible que grâce à un style de vie conforme au marché; toutefois, aujourd'hui, nombreux sont ceux qui aspirent à une communauté et au sens commun. Le capitalisme en tant que mode de vie basé de bout en bout sur l'économique, l'être humain, en tant que simple client et consommateur se concentrant sur et étant réduit à ses intérêts personnels, semble aujourd'hui trouver moins une aspiration qu'une obligation à devoir optimiser sa vie. Parallèlement, dans de nombreuses sociétés, les citoyens se rendent de plus en plus compte que la plupart d'entre eux pourront uniquement décider de leur vie future et la façonner eux-mêmes si une pensée sociale et solidaire, ainsi que des intérêts communs, reprennent leur place au premier plan. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui ressentent qu'une fin est atteinte après la longue phase du néolibéralisme: il n'est pas possible de continuer ainsi. Le besoin d'orientation et l'aspiration au changement sont grands.

Des « résolveurs de crises » réactionnaires ont eux aussi déjà tenté d'expliquer l'éloignement entre la politique et la société, les peurs de relégation et la perte de contrôle et d'identité de nombreuses personnes. Dans le populisme de droite, le discrédit de la politique, qui trouve déjà ses racines dans le néolibéralisme, se transforme en mépris public de la « classe politique » et de ses institutions. Ses réponses à nos peurs et à l'érosion du sentiment de communauté allient la question sociale à des approches autoritaires et chauvinistes, à une politique basée sur les ressentiments et le rejet de la coopération internationale. Même si les nouveaux schémas ami/en-nemi et les lignes de front claires de l'« extérieur » et de l'« intérieur » donnent bien une orientation et apportent une signification au sentiment d'insécurité concret de nombreuses personnes, les promesses populistes procurent seulement une sécurité de façade.

1.1 Un nouvel humanisme politique

Ici, il ne suffira pas de lancer de simples communiqués d'hostilité politique, des appels à la raison et à la morale ou des paroles d'autoapaisement, ou de proclamer que les choses ne s'envenimeront pas. Les partis sociaux-démocrates et socialistes doivent prendre leurs adversaires au sérieux. Dans le passé, nos partis ont souvent eu du succès en agissant aux interfaces et aux lignes de conflit de logiques politiques, sociales et économiques diverses. Cette capacité à penser et agir ensemble doit aujourd'hui être renouvelée, par exemple sur le rapport des problèmes sociaux et écologiques, des objectifs à long terme et de la politique concrète, de la hiérarchie traditionnelle du pouvoir et des instances de décision décentralisées et sociales, du plan national et global.

L'objectif de notre action est une vie de qualité pour tous, caractérisée par la liberté, la reconnaissance, l'autonomie et la sécurité. Le point de départ est un humanisme politique qui prend l'être humain au sérieux, avec ses peurs, mais surtout aussi avec sa capacité à participer à la résolution des problèmes. La politique social-démocrate et socialiste doit lui offrir les possibilités, les instruments et les plates-formes nécessaires au travail, dans les communes, dans les comités politiques. Renouveler la démocratie signifie aussi permettre à nouveau aux gens de produire quelque chose avec leur pensée, leurs actions et leurs interventions politiques. Pour cela, nous devons miser sur le fait que la plupart des personnes ne veulent pas être confortées dans leur peur, mais en être débarrassées. Pendant que le populisme de droite favorise une culture de la dépendance et de la non-compréhension, la politique social-démocrate et socialiste doit aider à ce que les citoyens, en coopération avec d'autres, puissent s'approprier à nouveau leur monde, afin qu'il en découle un sens et une communauté.

Mais avec cet humanisme politique, il faut également rompre avec le fatalisme qui dit que rien ne peut être changé. De nos jours,

les sociaux-démocrates et les socialistes sont souvent englués dans des combats de défense notamment. Mais l'objectif serait de reprendre la lutte pour l'avenir. Pour cela, il faut essayer de trouver le juste milieu : d'une part montrer clairement l'urgence et la portée des changements à venir, d'autre part ne pas s'arrêter à l'alarmisme aigu et aux scénarios apocalyptiques pour ensuite s'installer confortablement au bord du gouffre. Cela ne réveille que des sentiments d'impuissance sociétale, qui continuent à attiser les peurs de l'avenir. Selon Alexander Kluge, les sociétés ont un énorme besoin d'espoir en l'avenir, en des avenir ouverts et configurables, qui sont plus que le déblayage des « résidus et des dettes » du passé. Il ne s'agit pas seulement de maîtriser l'ancien, mais de construire le nouveau.

C'est cette foi en un avenir meilleur que de nombreuses sociétés ont perdue. Et c'est cette foi qu'il faut réveiller, renouveler et refonder politiquement. Car le pessimisme envers le progrès et le changement est le résultat de nombreuses années sans alternative apparente, il cimenter ainsi les rapports de force actuels. La politique a besoin du courage intellectuel, mais également de la liberté de poursuivre des projets à long terme.

1.2 Coopératif et international

Une alternative progressiste importante n'est pas réalisable sans discussions sociétales, mais nos partis ne peuvent et ne doivent plus s'en occuper seuls. Ils ont besoin d'alliés : traditionnels comme les syndicats, mais aussi nouveaux comme les mouvements sociaux et les ONG qui ont mobilisé de nombreuses personnes ces dernières années. Bien qu'aujourd'hui il soit difficile d'en faire la publicité, les partis de l'internationalisme doivent penser tout ceci aussi au niveau mondial. En effet, les problèmes que nous ne pouvons plus résoudre sans tenir compte du cadre global deviennent d'une part de plus en plus diversifiés. D'autre part, un repli sur la politique identitaire et les

solutions nationales ne fera que renforcer les crises, il n'apportera en tout cas rien pour contrer l'économie mondiale. C'est aussi pour cela qu'il nous faut la voix internationale et forte des partis socialistes et sociaux-démocrates, car non seulement elle évite l'histoire naïve du village mondial, mais aussi parce qu'elle refuse de voir comme solution le repli vers le national.

Avec le nouveau programme pour le développement durable ratifié en 2015 (*Agenda 2030*) et son ample volonté de changement politique pour une transformation sociale et écologique, la social-démocratie internationale dispose déjà d'un cadre d'orientation clair au niveau mondial. L'*Agenda 2030* est universel. Ses objectifs de développement durable sont valables pour tous. La vision politique du programme est elle aussi nouvelle : les causes et les défis structurels, ainsi que leurs conditions politiques et sociales, sont maintenant adressés de manière ciblée au lieu de se limiter au combat des symptômes. La force (et le risque) de cette utopie pratique est notamment qu'elle mise (et doit miser) sur la mobilisation sociale et qu'elle permet aux divers acteurs de fonder leur pratique politique dans les objectifs de développement durable.

1.3 Réponses réalistes et visionnaires

Finalement, nous avons besoin d'alternatives convaincantes, plausibles et attrayantes, reliées chacune à une stratégie d'action. Souvent, les nombreux dossiers individuels sont trop petits et sans connexion entre eux pour en faire un projet qui serait véritablement en mesure de mobiliser le parti, l'opinion publique et les alliés politiques. Souvent, les grands objectifs (Liberté! Justice! Solidarité!) sont par contre trop abstraits et trop éloignés pour réellement convaincre stratégiquement et rendre palpables les marges de manœuvre. L'exigence des partis progressistes, sociaux-démocrates et socialistes doit être de formuler des réponses « réalistes et vision-

naires » aux grandes questions de notre époque. Ces réponses doivent comprendre des stratégies politiques et des projets initiaux pour ici et maintenant, ainsi que des idées et des projets à long terme ; même avec un excès d'utopie, elles doivent exprimer la volonté de changement et la possibilité d'une société nouvelle, meilleure et plus juste, et y lier ainsi le quotidien politique à des visions plus amples. Les projets ne doivent pas être dissociés des expériences quotidiennes. Les partis sociaux-démocrates et socialistes doivent allier ce que le sociologue français Didier Eribon décrit comme les différentes dimensions de la politique de gauche : une « perception de l'horizon » du monde en tant qu'ensemble, mais également les circonstances de vie concrètes et aiguës avec toute leur dureté et adversité ; ceux qui essayent de « vivre dignement » doivent être mis en contact avec ceux qui se battent pour les minorités et les libertés fondamentales. Ce n'est bien sûr pas une mince affaire.

Les alternatives mènent sur un terrain inconnu où personne ne se sent vraiment à l'aise. Elles rendent vulnérable car, de nos jours, on est de plus en plus fixé sur le présent et la gestion aiguë des risques. Mais pas de panique : le réaliste est celui qui fait de la réalité la mesure de ses actions. Lorsque les conditions sociales, économiques, écologiques et politiques se modifient de manière aussi gravissime que ces dernières années, ceux qui refusent la réalité ne sont pas ceux qui dérivent une nouvelle pensée et une nouvelle direction des conditions actuelles, mais ceux qui croient que tout peut continuer comme avant, qui se complaisent dans le statu quo ou qui présentent des solutions (apparemment) simples.

Il nous manque encore les réponses à de nombreuses questions. La grande partie des projets et un nouveau récit socio-démocrate doivent encore être développés. Le travail politique n'a pas non plus lieu dans un espace vide : le fonctionnement concret des syndicats est différent dans l'industrie automobile allemande et dans les mines de bauxite de la région de l'Amazone. La politique du parti est définie différemment dans le cadre d'une société civile vivante

que dans un contexte autoritaire. Les conditions politiques, sociales et idéologiques, comme les aptitudes et les capacités individuelles, influent sur la définition des stratégies, les possibilités d'action et les critères de succès. Ce texte ne peut donc mettre en place que quelques jalons généraux, car dans chaque pays et dans chaque région, les conditions pour une transformation réussie et progressive sont entièrement différentes.



2 L'épuisement

2.1 Plus vite, plus haut, plus loin. Où va l'économie mondiale ?

La globalisation, en tant que tendance commune de la politique internationale et nationale, est le cadre de référence principal pour les rapports entre l'économie, la politique et la société. Pendant des décennies, les gouvernements, les institutions globales et les forums internationaux ont fêté la globalisation de manière euphorique. Les innovations, la dérégulation des marchés financiers, la libération des forces de marché, la mise en réseau technologique et un meilleur échange de savoir ne sont pas seulement censés apporter une nouvelle croissance, mais niveler également les différences au sein de l'économie mondiale et réduire l'inégalité. Longtemps, les défenseurs de ce concept de mondialisation ont eu le vent en poupe. L'idée de prospérité pour tous via la concurrence et la libération de la tutelle de l'État semblait être confirmée par une série de développements : la fin de la confrontation des blocs et l'intégration de toujours plus de pays à l'économie mondiale, la montée de petits et grands pays émergents, une énorme poussée technologique, la poursuite de la division du partage du travail au niveau international et une classe moyenne en augmentation dans les pays émergents. C'est pourquoi

les concepts d'adaptation des structures du FMI et de la Banque mondiale appartenaient au programme obligatoire politico-économique pour les pays du noyau dur de l'économie globale, de même que pour les anciens « États du bloc soviétique » : réductions des budgets, dérégulation du marché (du travail) et des prix, libéralisation de la politique commerciale et privatisation des entreprises d'État.

Et plus encore : les approches se sont transformées en une pensée économique et politique uniforme, qui confère aux processus économiques un sens plus élevé. D'autres objectifs, comme les objectifs sociaux, écologiques et démocratiques, devaient être subordonnés aux processus de marché et à la politique de stabilité, et l'inégalité croissante devait être acceptée comme prix de la liberté dans les temps de la globalisation. TINA – « *there is no alternative* » – était (et est toujours) synonyme d'une idéologie technocrate qui vide les actions politiques de leur sens car il n'y a plus d'accès à la réalité en raison de la complexité et parce que le bon sens économique doit se subordonner. Chaque alternative a été estampillée comme « naïve », « irrationnelle », « idéologique » ou « pas finançable ». Un véritable « mythe de rationalité » s'est développé autour des marchés et des décisions de marché. La plupart du temps, les élites de l'économie et de la politique ont réussi à présenter les décisions prises en faveur des entreprises et des propriétaires de capital et de richesses comme des décisions prises en faveur de l'intérêt général, et à garantir d'un point de vue social les idées néolibérales et ciblées sur le marché comme une solution aux problèmes sociaux et économiques urgents. Hans Tietmeyer, ancien chef de la Bundesbank, résuma cela par la formule de l'« effet bienfaisant » des marchés financiers internationaux : ils sont en mesure de corriger rapidement les « mauvaises décisions politiques » des législateurs nationaux.

Un « triomphe des idées avortées » ?

Ce consensus silencieux s'est fêlé. Depuis que les répercussions sociales et les avantages unilatéraux sont devenus plus manifestes à cause de ce modèle économique, leur force de rayonnement et la confiance placée dans le fait que la prospérité n'est pas uniquement réservée aux « 1 pour cent » commencent à disparaître. L'euphorie est retombée. En outre, la diminution des taux de croissance rétrécit la marge de jeu de la répartition. Pour pouvoir malgré tout poursuivre l'ancienne politique, une pression de conformité toujours plus grande s'est glissée à la place du consensus en voie de disparition : en particulier, les marchés financiers internationaux, les institutions qui leur sont rattachées et les indices centraux (comme, par exemple, les prévisions de bénéfices, les cours des actions et des devises, et les notations) ont un effet disciplinaire sur les actions de l'État et aussi sur les sociétés. Et plus le consensus de la direction économique se fragilise, plus le ton dominant antidémocratique s'accroît.

Les caractéristiques de cette économie sont le court terme et une évaluation des entreprises uniquement basée sur le profit, avec des perspectives de rendement exagérées. Avec la « financiarisation de la vie quotidienne », comme l'appelle l'artiste et sociologue américain Randy Martin, de nombreuses décisions personnelles, concernant par exemple l'habitat et la consommation, l'endettement des foyers privés et la protection sociale, sont toujours étroitement liées aux marchés financiers. Dans les « laboratoires » des grands investisseurs et des banques, de nouveaux produits financiers toujours plus complexes furent développés, qui promettaient de grands rendements et dont l'effet sur la stabilité des marchés restait incalculable. Ils eurent droit à une protection politique massive : dans les pays anglo-saxons, et plus tard aussi dans la zone euro, de nombreux garde-fous furent retirés pour les produits à risques. C'est ainsi que le secteur financier dominant se détacha de plus en plus de l'économie

réelle, tout en exerçant simultanément une pression d'adaptation croissante sur les entreprises et les systèmes économiques.

C'est exactement ce système, ébranlé pendant la crise financière de 2008 et (temporairement) discrédité, qui s'est profondément vrillé avec ses répercussions dans l'économie réelle. C'est le même système qui a fêté par la suite un « triomphe singulier des idées avortées » (Paul Krugman), notamment avec l'assainissement du vieux modèle et de ses potentiels de crise : rejet des pertes sur le dos du secteur public, réouverture du casino avec l'argent public, restauration des vieux principes avec vue sur la crise des dettes. Car de nombreux gouvernements ont peut-être réagi à court terme avec la restructuration de leur système bancaire, l'isolation de dépôts toxiques dans des *Bad Banks* et un « keynésianisme aigu » ciblé sur la demande ; et au sein des G20, il a également été décidé d'une meilleure surveillance et régulation des marchés financiers, d'une meilleure transparence et de la modification des politiques de rémunération. Mais neuf ans après le naufrage de Lehman Brothers, peu de choses sont encore tangibles.

La promesse des gouvernements, faite sous le signe de la crise, de régulariser et de surveiller à l'avenir chaque produit financier, n'a pas été tenue. Nombreuses sont les mesures annoncées ou prévues qui n'ont pas été appliquées ou qui ont été noyées par le travail massif des lobbyistes. Jusqu'à présent, les autres causes fondamentales, comme par exemple les stratégies des institutions financières internationales, les déséquilibres économiques, les inégalités sociales, ainsi qu'une économie devenue dans son ensemble plus fragile avec la disparition d'éléments stabilisateurs (comme les systèmes progressifs de sécurité sociale et de fiscalité), ont été encore peu traitées. De nombreuses commissions ont été créées, comme, par exemple la commission Stiglitz¹, qui proposa un renouvellement, complet de l'ordre financier mondial, à coordonner globalement. Aucune de ses propositions n'a été suivie. Au contraire : seulement deux ans après la crise, de nombreux

pays (même ceux du Sud global) ont commencé à diminuer leurs budgets publics, malgré la faim, la pauvreté et le chômage, avec des diminutions de salaires dans le service public, des économies dans les systèmes de sécurité sociale, des suppressions de subventions pour le carburant, l'alimentation et l'électricité. De nombreux budgets publics sont aujourd'hui moindres qu'avant la crise.

La fin de la croissance ?

Nombreux étaient ceux qui, en 2008, ont cru qu'il s'agissait d'un choc court et réversible qui serait suivi d'un rétablissement tout aussi rapide. Mais apparemment, la dynamique économique s'épuise doucement, les recettes habituelles (politique monétaire expansive et diminutions des budgets) ne semblent pas vraiment stimuler l'économie. Depuis la crise, le taux de croissance moyen a diminué de 54 %, selon le rapport de l'ONU *World Economic Situation and Prospect 2016*, même dans les pays occidentaux qui disposent pourtant des instruments et des ressources pour maîtriser les cycles de la conjoncture. Si l'on tient compte des efforts soutenus des États-Unis, de la zone euro et d'une série de pays émergents pour le rétablissement de l'économie, la croissance déjà faible semble encore plus faible : les taux directeurs ont été abaissés à (presque) zéro (au Japon et en Suède même sous zéro), et les emprunts d'État ont été rachetés massivement, par la BCE à elle seule pour 1,7 billion d'euros. Mais même le soutien massif des institutions de politique monétaire ne suffit pas à remettre les économies sur pied.

Après les États-Unis et la zone euro, le « grand malaise » (Joseph Stiglitz) touche maintenant aussi les grands pays émergents, en particulier les ceux qui ont étayé l'économie mondiale lors de la crise et à qui l'on doit pratiquement les deux tiers de la croissance économique mondiale. Pour de nombreux pays émergents et en développement, l'environnement économique devient plus difficile : à cause de la baisse des prix des matières premières, de la fin de la politique à

1 *Commission on Reforms of the International Monetary and Financial System* de l'ONU sous la direction de Joseph Stiglitz.

taux zéro de la Banque centrale américaine et des grandes volatilités inhérentes aux afflux de capitaux, aux prix et aux cours de change. C'est ainsi que le Brésil et la Russie se retrouvent dans une profonde récession, l'Afrique du Sud stagne, la Chine adapte son modèle de développement davantage sur sa demande intérieure et fait état de baisses. Seule l'Inde reste stable (pour l'instant).

Maintenant, il devient également évident qu'il n'y a jamais eu de perspective de croissance cohérente pour un grand nombre de ces pays. Pour la plupart, l'intégration au marché mondial signifiait surtout un meilleur accès des pays industrialisés établis, ainsi que certains grands pays émergents, aux ressources et à la main-d'œuvre. En particulier, de nombreux pays africains qui ont confondu le boom de la croissance sur le marché des matières premières avec une stratégie économique durable souffrent maintenant de la chute des prix et d'une baisse de la demande de la Chine. La même chose vaut pour les économies de rente d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, ils en manquent tout simplement.

La main-d'œuvre bon marché, l'un des catalyseurs les plus importants jusqu'à présent dans le processus de rattrapage de nombreux pays en développement, pourrait bientôt perdre sa signification : déjà aujourd'hui, il se profile que la poursuite de l'automatisation de pans entiers de l'industrie n'influe pas seulement sur la structure des marchés nationaux du travail, mais pourrait également à nouveau changer la géographie du commerce et de l'économie. Si les salaires devaient bientôt jouer un rôle moins important, la proximité des marchés serait plus pertinente. C'est ainsi qu'Adidas vient de commencer à produire à nouveau des chaussures en Allemagne,

dans des halles de production presque entièrement automatisées. Les pays émergents et en développement pourraient être encore plus touchés par l'« industrie 4.0 » que les pays industrialisés eux-mêmes, selon la Banque mondiale et l'OIT (Organisation internationale du travail)².

2 En Thaïlande et en Inde, 70 % des postes de travail pourraient être supprimés, en Éthiopie même 85 %, selon des estimations.

La croissance dans les *Least Developed Countries* est estimée pour 2016 à 4,8 % au maximum, nettement en dessous des 7 % à réaliser selon les ODD pour atteindre les objectifs de lutte contre la pauvreté. Selon la Banque mondiale dans son *Global Economic Prospect*, si avant la crise, un pays émergent moyen pouvait encore espérer atteindre en environ 40 ans le niveau de revenu actuel des pays industrialisés, la faible croissance des dernières années a prolongé cette phase de rattrapage à 68 ans.

Le FMI l'appelle « *the new mediocre* », l'économiste américain Larry Summers « *the secular stagnation* » et, en Chine, on dit « *the new normal* » : les termes décrivent tous une nouvelle période glaciaire économique avec une croissance faible (ou moindre), des récessions et des revenus sur capital maigres. Quelles que soient les raisons (développement démographique, augmentation de l'inégalité, absence de force percutante et moindre besoin de capitaux pour les innovations, manque de confiance dans les banques ou surendettement de l'État), ce ne sont pas de bonnes nouvelles pour les économies nationales et les modèles d'interprétation, dans lesquels la croissance économique est le pivot de la prospérité de la société. Mais elles montrent également l'épuisement économique d'un modèle dont les coûts sociaux, écologiques et démocratiques engendrés se manifestent ouvertement.

2.2 Les riches et le reste : la question sociale

La mondialisation économique a été présentée comme le grand niveleur, qui répartit la prospérité et les opportunités de marché dans le monde entier en ouvrant des marchés, soutenant des réformes et stimulant des innovations. Effectivement, ces dernières décennies, on constate d'énormes progrès de développement. Ce ne sont pas uniquement les grands pays émergents qui ont réussi à s'intégrer

de plus en plus à l'économie globale et à résoudre eux-mêmes leurs problèmes de développement grâce à leur dynamisme. Au sein des quatre anciens dragons asiatiques (Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong, Singapour) et des anciens « États panthères » (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam), la croissance faiblit. Et parmi les « *Next 11* », les économies les plus dynamiques et en pleine expansion, identifiées par Goldman Sachs en 2005, toutes ne se sont pas développées de manière stable. Malgré tout, de nombreux pays du Sud global se rattrapent très rapidement, comparés aux pays industrialisés établis.

Rien que dans les dix dernières années du nouveau millénaire, le nombre des pays à faibles revenus est passé de 60 à 39 selon la Banque mondiale. Au niveau global, ce sont la population et le revenu de la classe moyenne qui ont augmenté le plus rapidement : selon l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, François Bourguignon, la classe moyenne dispose aujourd'hui de plus de 3 000 à 6 000 dollars US par an. Le niveau de vie de certains pays émergents se rapproche lentement de celui des sociétés industrialisées, ce que confirme un coup d'œil au bilan de clôture mondial des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) de 2015 : depuis 1990, la pauvreté a été plus que divisée par deux, des progrès remarquables ont eu lieu pour l'alphabétisation, la discrimination des petites filles dans l'enseignement primaire a été visiblement réduite, 90 % des enfants dans les pays en développement ont été scolarisés, et les infections par la malaria et le VIH sont clairement en baisse. Dans quelques années, le smartphone avec toutes ses possibilités de participation, de communication, d'information et de consommation devrait devenir un produit universel de l'humanité, le premier de l'industrie technologique.

Vivre au-dessus des moyens des autres

Aujourd'hui, le monde est malgré tout bien loin d'emprunter le chemin du « village global ». Au contraire : pendant que certains pays peuvent profiter de l'effet d'ascenseur de l'économie globale, le découplage de régions entières menace. En particulier dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, ainsi que dans les pays toujours plus nombreux en conflit ou en guerre civile, de nombreux indicateurs du développement humain se sont dégradés. Mais le progrès dans les OMD a été soudainement interrompu par la crise financière. La faim et la pauvreté extrême ont à nouveau gagné du terrain, les prix pour les produits alimentaires, le carburant et les semences ont fortement augmenté. 80 % des 55 pays en développement étudiés ont dépensé plus d'argent en 2012 pour les produits alimentaires de base qu'en 2007 – 08. Les conséquences de la crise s'observent aussi sur les marchés du travail globaux : dans le monde, le nombre des chômeurs est passé à 197 millions (en 2015), soit 27 millions de plus qu'avant la crise. Les déficiences continues du marché du travail, comme la grande part de travail informel notamment dans les pays en développement, la croissance du chômage de longue durée dans les pays industrialisés et les millions de « *Working Poor* » qui vivent dans une pauvreté extrême malgré leur travail, se sont à nouveau aggravées depuis 2008. Et les différences entre les groupes ethniques, les régions rurales et urbaines, ainsi qu'entre les femmes et les hommes sont considérables. Ce sont les jeunes qui sont les plus touchés. Dans le monde, 45 % des jeunes en âge de travailler soit sont au chômage, soit vivent dans la pauvreté malgré leur travail. En Europe aussi, plus de la moitié des 16 à 30 ans se sentent économiquement et socialement marginalisés selon l'Eurobaromètre. À la situation précaire du marché du travail s'ajoute le fait que les trois quarts de l'humanité se retrouvent sans protection sociale et que tous les jours, de nombreux droits des travailleurs et des syndicats sont violés, allant jusqu'à la menace, la poursuite et le meurtre de syndicalistes.

Ces dernières années, l'inégalité des revenus entre les pays pauvres et riches a effectivement diminué légèrement, avant tout grâce à la croissance élevée et à la hausse du revenu par habitant dans les pays émergents et en développement. Mais rien n'a changé pour le dilemme du développement mondial : d'une part, les problèmes globaux (santé, éducation, climat, alimentation ou conflits) n'ont pas partout le même impact, mais ils se concentrent géographiquement. Les crises économiques amplifient d'autant plus le phénomène, car elles touchent le plus durement surtout les pays avec le moins de possibilités d'adaptation. Et d'autre part, de nombreux pays développés délocalisent l'inégalité et la pauvreté dans d'autres sociétés, sous forme de salaires bas, de mauvaises conditions de production, de l'achat ou de vol de terres, et de pollution. Les pays riches ne vivent pas au-dessus de leurs moyens, mais au-dessus des moyens des autres, dit le sociologue Stephan Lessenich.

La question des réfugiés, que la plupart des pays européens voient avant tout comme un problème de sécurité aux frontières, est en première ligne une crise de justice. Outre les guerres en cours, il existe généralement de nombreuses raisons pour la fuite et la migration : elles sont souvent le résultat de dizaines d'années de mauvaises décisions politiques, de changements environnementaux, de défaillance de l'État, de conditions de production et d'existence détruites et de conflits.

La fuite et la migration font partie des formes les plus extrêmes d'adaptation aux conditions de vie défavorables. Très peu de réfugiés atteignent les pays riches, la plupart reste dans les pays en développement. Mais avec ceux qui arrivent maintenant en plus grand nombre en Europe, il semble là aussi se confirmer que les répercussions des profonds fossés sociaux pourraient aussi atteindre des havres prospères. Et c'est là que deux dimensions d'égalité se confrontent : car dans les pays riches, les réfugiés rencontrent les « laissés pour compte », les membres fortement déstabilisés des classes moyennes et inférieures. Les processus de croissance globaux

en ont fait les vrais perdants, dont le revenu stagne pendant qu'un petit groupe fait du profit de manière presque obscène.

Une économie pour le « 1 pour cent »

Que la question sociale se trouve dans de nombreux pays à nouveau au centre de la discussion sociale est dû en premier lieu au renforcement extrême de l'inégalité au sein de nombreuses sociétés.

Huit : c'est le nombre, d'après Oxfam, des personnes les plus riches du monde qui possèdent autant que les 3,6 milliards de plus pauvres, la moitié de l'humanité ; en 2010, ils étaient encore 388, en 2015, 62 super riches. Même dans le cadre de la gestion mondiale de la crise de 2010 à 2015, les 62 personnes les plus riches se sont enrichies de 542 milliards, alors que la moitié pauvre de l'humanité a perdu un billion de dollars US. C'est maintenant exactement l'inverse de l'effet de ruissellement (« *trickle down* ») propagé pendant des années qui se produit. Aujourd'hui, le leitmotiv du mouvement américain Occupy, « Nous sommes les 99 pour cent », n'est plus une exagération : d'un point de vue global, nous vivons dans une véritable économie pour le « 1 pour cent » : 1 % de la population mondiale possède plus que les 99 % restants. La dérégulation des marchés financiers et du travail, la concentration des biens et la mentalité d'enrichissement des privilégiés, les systèmes d'impôts propices au capital, y compris les pratiques de fraude et d'évasion fiscale peu sanctionnées dans le passé, une approche orientée vers la valeur actionnariale, le découplage de la croissance économique et de la prospérité matérielle, l'étalement des revenus du travail, le manque d'accès à l'éducation : les tendances et les structures menant à encore plus d'inégalité sont évidentes, et leurs répercussions aussi.

Même le Forum économique mondial de Davos s'attend, selon son rapport *Risques mondiaux 2014*, à ce que les grandes différences de revenus entraînent des « dégâts graves » au niveau mondial dans la prochaine décennie. L'inégalité complique le combat contre la

pauvreté et empêche souvent la création d'institutions neutres qui fonctionnent. Une forte concentration de la richesse augmente la sensibilité de l'économie mondiale aux crises, étant donné que les capitaux recherchant des taux de rendement toujours plus élevés poussent à faire confiance à des formes d'investissement toujours plus risquées. En résumé, l'inégalité cimente les rapports de force et de chance sociaux, sape la démocratie et la stabilité politique, et renforce le fossé au sein de la société. Aujourd'hui déjà, nombreux sont ceux qui ressentent la forte inégalité comme inacceptable et injuste, comme une violation de l'« économie morale » (Edward Thompson). Même les différentes histoires d'échec des États sont avant tout marquées par deux causes : la première est le discrédit de l'État, la deuxième l'inégalité sociale. Que l'inégalité puisse être amoindrie par une action politique, certains pays (peu nombreux) le montrent en Amérique latine et en Afrique. Ils ont réussi, bien sûr à partir d'un haut niveau, à réduire les inégalités, par exemple en améliorant la protection sociale, en augmentant le salaire minimum ou en transférant directement de l'argent couplé à la santé ou à l'éducation pour les personnes extrêmement pauvres. Ce n'est pas le fait que la globalisation rende les riches encore plus riches qui est décisif pour la santé future du monde, mais le fait de réussir à supprimer les causes structurelles de l'inégalité.

2.3 Signaux de détresse : le défi écologique

Même si la complexité des systèmes climatiques réserve toujours des surprises, les répercussions connues et les pronostics fondamentaux ne sont pratiquement plus controversés : le réchauffement planétaire est réel et occasionné en grande partie par l'homme, avec les émissions de gaz à effet de serre. Depuis la fin du 19^e siècle, l'air proche du sol s'est réchauffé d'un degré en moyenne dans le monde. Depuis le début du 21^e siècle, on compte treize années record « chaudes » sur

quatorze, et 2015 était l'année la plus chaude depuis le début des mesures systématiques en 1880. Les conséquences : le niveau de la mer monte, les océans se réchauffent, les glaciers fondent, la glace de l'Arctique diminue, les sols permafrost se dégèlent et les vagues de chaleur sont plus fréquentes, avec en partie des effets dramatiques sur les conditions de vie.

Pour de nombreux pays en développement, le changement climatique est déjà aujourd'hui une vraie catastrophe. Dans quinze à vingt ans, les premiers atolls de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Tuvalu, dans les mers australes auront entièrement disparu. Pour la plupart des environ sept millions d'habitants de 22 nations du Pacifique, la migration est la seule possibilité de s'adapter. Dans la zone du Sahel, une région avec des États faibles, des guerres civiles et de grands flux de réfugiés, la température moyenne a augmenté d'un à deux degrés Celsius ces 35 dernières années, à cause du changement de la température de l'eau de l'océan Indien. Aux périodes de sécheresse succèdent de graves inondations. Le risque déjà élevé de famine va encore s'amplifier dramatiquement dans certaines régions en raison du climat. Dans le monde entier, le changement climatique aiguise les conflits en cours et les combats de répartition des ressources en eau potable, de sols fertiles et des pâturages.

Les pronostics sont plus difficiles à établir. Les émissions illimitées pourraient, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), réchauffer l'air jusqu'à la fin du siècle en moyenne de cinq degrés par rapport à la période de référence allant de 1985 à 2005. Lors de la Conférence de Paris sur le climat, les États se sont mis d'accord pour limiter le réchauffement moyen de la planète si possible à 1,5 degrés par rapport à l'époque préindustrielle. Mais même si les plans de protection du climat étaient entièrement appliqués par les 184 pays présents à Paris, cela signifierait malgré tout encore un réchauffement de trois degrés.

Hormis le changement climatique, il existe encore d'autres signaux de détresse évidents de l'augmentation de la pression sur

l'environnement. La raréfaction et la baisse de la qualité des ressources naturelles (sol, eau potable, bois), la menace planant sur la biodiversité si importante pour les générations actuelles et futures, la pollution de grandes parties de la biosphère, en particulier des océans et des forêts tropicales, ainsi que l'urbanisation (plus de la moitié de la population mondiale habite dans des villes) font partie des problèmes les plus urgents. Aujourd'hui, la pollution d'origine anthropique du système terrestre a atteint une dimension dans laquelle des changements écologiques soudains et globaux ne sont plus à exclure. Pour continuer à vivre en sécurité, notre civilisation doit se développer au sein de certaines limites biophysiques « planétaires » (Johan Rockström). Sur les neuf limites, quatre sont déjà dépassées : la disparition des espèces, le cycle de l'azote, le changement climatique et les changements d'affectation des sols. Mais les autres limites écologiques signalent déjà des charges dramatique, comme, par exemple, l'acidification des océans, les dépôts d'azote et de phosphate, la consommation d'eau ainsi que la pollution de l'environnement et de l'air.

Déséquilibres écologiques

Les différentes régions de la planète ne sont pas touchées de la même façon : le fossé entre les zones des pays industrialisés avec des conditions environnementales relativement stables et les régions moins développées du monde avec une charge environnementale en augmentation extrême s'élargit. Les inégalités qui s'y rapportent deviennent plus fortes en raison de trois facteurs : 1. Les régions, dont les sociétés sont le plus dépendantes de ressources naturelle, sont les plus touchées. 2. Les plus touchés ne sont souvent pas les principaux responsables. 3. Les régions les plus touchées n'ont souvent pas les capacités d'adaptation et de gestion requises. En Europe en particulier, mais également dans d'autres pays du Nord, la politique environnementale, les technologies environnementales et l'augmentation

de la conscience écologique ont contribué à l'amélioration et à la stabilisation de l'environnement. Mais cela contraste grandement avec le pourcentage élevé des émissions globales, de la consommation de ressources et de la production de déchets des pays industrialisés : ces derniers doivent assumer leurs responsabilités. Leur empreinte écologique s'étend loin dans les autres régions du monde. Ils continuent à décharger les coûts environnementaux croissants de leur prospérité directement sur les pays du Sud, par exemple par des mises à la casse de navires en Inde ou au Bangladesh, le « recyclage » de déchets informatiques en Asie et en Afrique ou l'appropriation de surfaces agraires utilisables. Même l'intégration au commerce international d'une série de pays en développement en tant que fournisseurs de matières premières continue à entraîner une redistribution de la pollution, par l'exemple par l'extraction et la transformation polluantes de ressources minérales sur place.

Le secteur agricole et le développement rural posent les plus gros défis, et pas seulement dans les pays du Sud global où la plus grande partie de la population travaille toujours dans l'agriculture. À peine un tiers des émissions de gaz pertinentes pour le climat est dû, selon le GEIC, à l'agriculture, ainsi qu'à une affectation modifiée du sol (les causes principales sont l'élevage intensif et la déforestation permettant de gagner des surfaces agricoles). Dans sa forme actuelle, l'agriculture menace de manière directe comme indirecte les moyens de subsistance d'un grand nombre d'êtres humains par ses structures de plus en plus monopolistes et sa contribution au changement climatique. Des instabilités climatiques extrêmes menacent en outre la stabilité du rendement, les sols deviennent infertiles et les pertes de récoltes entraînent une hausse des prix sur les marchés mondiaux, qui touche avant tout à nouveau les pauvres de la population mondiale. Cela fait de l'agriculture le point de départ central pour combattre non seulement le changement climatique, mais aussi la pauvreté et l'inégalité.

Par l'ascension de grands pays émergents et la croissance dans les pays en développement, un modèle de production et de consommation, qui reposait sur le fait qu'une petite partie de l'humanité utilisait en exclusivité une grande partie des ressources et des capacités de charge de cette terre, a été mis sous pression. Le développement de rattrapage d'une série de pays nous montre que continuer d'agir comme si de rien n'était dans les pays industrialisés et émergents entraînera inévitablement l'effondrement écologique. Le *Rapport Planète vivante* du WWF parvient à la conclusion que l'humanité aurait besoin jusqu'en 2030 de deux planètes et jusqu'en 2050 de trois planètes pour couvrir les besoins en nourriture, en eau et en énergie de cette consommation élevée et continue en ressources. Les stratégies de production et de consommation des gagnants de la mondialisation ne sont plus défendables.

2.4 Crise de la démocratie

Au cours des soixante dernières années, la démocratie en tant qu'idée politique et forme de gouvernement a fortement gagné en importance dans le monde : si en 1941 il n'existait plus que 11 démocraties, et qu'en 1970 on comptait seulement 35 pays démocratiques, aujourd'hui les deux tiers de tous les États sont des démocraties électorales, plus de la moitié d'entre eux jouissant de libertés complémentaires. Même la cote de popularité de la démocratie en tant que norme reste élevée. Mais il n'est nullement sûr que cela reste ainsi. Le débat sur la « crise de la démocratie » est aujourd'hui présent partout, et il dispose également d'une base matérielle. Dans de nombreux pays, le développement de la démocratie est bloqué. Des restrictions des libertés publiques ou un mauvais contrôle de l'exécutif sont acceptés comme état permanent. La légitimation des démocraties jeunes et anciennes s'érode, car elles ne sont pas en mesure de combler les espoirs de participation, de justice sociale et de sécurité

placés en elles. De nouveaux principes directeurs sont également en progression comme, par exemple, les différentes déclinaisons de la « démocratie souveraine » qui justifient la concentration du pouvoir et les restrictions de droits civiques avec des arguments fallacieux comme les mentalités locales, le combat contre le terrorisme, la religion ou le développement économique. La corruption et la transparence des institutions démocratiques restent souvent un problème dans de nombreux pays. Avec la mondialisation économique, des abris nationaux ont été supprimés sans que la création de systèmes de gouvernance *globaux*, démocratiques et efficaces n'ait pu se faire.

À cela s'ajoute une incertitude sociale croissante. Dans la plupart des régions du monde, l'incertitude due à la menace quotidienne de la faim, de la maladie, de la répression et de la guerre est déjà une constante dans le développement humain. Mais ailleurs aussi, elle attire, comme peu d'autres choses, de plus en plus l'attention politique et publique sur elle. Elle devient un sujet redondant, dont les différentes dimensions (incertitude interne et externe, civique et personnelle, militaire et sociale) se mélangent les unes aux autres. Les causes sont nombreuses, en particulier une « vulnérabilité sociale » (Manuel Castells) croissante, la peur du déclassement social et une forte sensation d'inégalité, par exemple à l'encontre du compromis devenu fragile entre la démocratie et le capitalisme. Ce sentiment d'incertitude est également favorisé par les attentats terroristes et la criminalité, la migration et l'intégration, ainsi que par la dislocation et la réinterprétation des valeurs traditionnelles liées à la famille, à la nation ou au genre. Les risques ne sont pas toujours évalués de manière rationnelle, mais nombreux sont ceux qui ont l'impression que la promesse de sécurité du monde moderne, qui se base sur l'attente d'un contrôle toujours meilleur des risques et du progrès social continu, n'est plus tenue. Une profonde crise d'orientation en est le résultat.

Qui gouverne et pour qui ?

D'une part, cela va de pair avec la conviction entre-temps acharnée que les institutions démocratiques ne sont plus à même de gérer les crises. Ce qui peut aussi venir du fait que ce n'est plus très simple de répondre univoquement à la question : « Qui gouverne ? » Pourtant, le décalage des centres de pouvoir et de décisions politiques vers les puissants acteurs de l'économie, la délocalisation des tâches centrales de contrôle politique vers l'économie et l'orientation fondamentale sur les intérêts « des marchés » sont indéniables : 69 des 100 plus grandes « économies » au monde sont des entreprises transnationales, Walmart se trouvant à la 10^e place, devant l'Espagne, l'Australie et les Pays-Bas. Que l'accumulation du pouvoir économique aille de pair avec l'influence politique se reflète aussi bien dans la forte influence des lobbies sur les processus de législation que dans les pratiques commerciales sans scrupules des multinationales dans de nombreux pays en développement, ces pratiques étant même souvent soutenues par les gouvernements de ces pays. Dans la « démocratie conforme au marché », ce ne sont plus les résultats des processus économiques guidés par le marché qui sont évalués politiquement et corrigés le cas échéant, mais la communauté qui doit s'adapter aux besoins des marchés. Et au même rythme que se perd la « magie » des solutions économiques, ces dernières sont appliquées de manière toujours plus autoritaire et antidémocratique.

D'autre part, de plus en plus de personnes sont toujours plus nombreuses à se sentir exclues du progrès social et à ne plus s'estimer suffisamment représentées avec leurs peurs, leurs besoins et leurs parcours de vie par les institutions de l'État et leurs responsables. Pour nos partis et nos mouvements, ceci doit être un signal d'alarme et le point de départ pour émettre des idées d'avenir innovatrices et courageuses. Dans cette situation, la crise de la démocratie est avant tout une crise de confiance, en particulier dans les institutions centrales de la formation de l'opinion et de la majorité ;

d'autres institutions comme les banques centrales et en partie la police sont plutôt dans les bonnes grâces d'une grande partie de la population. Dans le monde, ce sont surtout les partis politiques qui se retrouvent régulièrement parmi les institutions les moins estimées. Moins de 30 % des Européens ont confiance dans leurs parlements nationaux, selon le bureau de statistiques Eurostat.

Tout ceci a altéré, ces dernières années, le maintien et surtout le développement des institutions et de la culture démocratiques. Plus encore : la marge de manœuvre de la démocratie a même été grandement restreinte dans de nombreux pays. Les structures démocratiques sont de plus en plus allégées, les processus démocratiques sont réduits à des techniques de gouvernement, les plébiscites et les campagnes de sensibilisation sont délaissés, jusqu'à ce que la communication politique devienne un bruit de fond ayant peu de rapport avec la vérité, comme l'ont excellemment démontré il y a peu la campagne du Brexit et Donald Trump. La compréhension emphatique de la démocratie, par contre, c'est-à-dire la démocratie comme « forme de vie » (John Dewey) et champ expérimental pour les formes de vivre ensemble, perd de sa signification ou n'a même pas encore été développée dans de nombreux pays.

Réponses conservatrices

Pour y répondre, la politique progressiste doit relever un défi difficile : d'une part elle ne doit pas se fermer aux peurs et aux appréhensions au sein de la société, d'autre part elle ne doit pas non plus succomber à la tentation de trouver son salut dans des « solutions » simples, nationalistes ou rétrogrades, mais elle doit proposer des interprétations et des approches alternatives. C'est exactement cela qui ne fonctionne que très peu actuellement. La gauche est pratiquement sans voix, ce sont donc deux modèles d'interprétation et d'action conservateurs qui déterminent les débats dans de nombreux pays :

un « On continue comme ça », ainsi que les différentes déclinaisons d'un « populisme autoritaire » (Stuart Hall).

« On continue comme ça »

L'approche consistant à continuer comme ça, sans modifier ce qui est acquis, ou alors le moins possible, reste simplement dans la lignée du modèle économique et politique actuel, sous forme de *Green Economy* dans les pays les plus forts économiquement et les plus en mesure de s'adapter, dans la plupart des autres pays avec des signes de crise en augmentation. Alors que les scénarios catastrophes deviennent réalité, notamment dans les pays du Sud global avec des lieux et des effets concrets, les pays dominants au niveau mondial peuvent s'acheter encore un peu de temps. Les irritations sociétales ne sont pas encore suffisamment grandes, les effets pas encore assez aigus, pour qu'il vaille dès maintenant la peine de quitter les sentiers politiques habituels. En même temps, la politique est ici avant tout une politique de crise et se retrouve souvent dans une énorme nécessité d'agir. La « résilience » est un nouveau concept central. Le message principal est que nous devons nous habituer et nous adapter aux crises. Dans l'anthropocène, notre tâche la plus noble serait de gérer le chaos que nous avons nous-mêmes produit. Mais seuls les pays (et les personnes) riches en pouvoir et en ressources peuvent s'adapter. Les inégalités vont donc continuer à augmenter.

Nos pensées sont donc dominées par les crises, et non par les idées et les projets pour un meilleur avenir. Nous nous préparons pour l'état d'urgence au lieu de nous attaquer aux causes proprement dites. Conséquence : les intervalles entre l'adaptation et le renforcement de la crise sont de plus en plus courts, et la société comme l'individu s'essoufflent de plus en plus, comme un boute-en-train surmené parce que les anciens instruments, hiérarchies et stratégies ne sont plus adaptés à la résolution des problèmes. Une adaptation devient de plus en plus difficile, jusqu'à finalement ne plus être possible.

« Cloîtrons-nous ! »

Plus l'écart entre la prise de conscience des problèmes et l'action politique est grand, plus la confiance dans les élites et les institutions politiques établies diminue, et plus il est probable que les politiques nationalistes et les mouvements populistes de droite exploitent ce décalage. Les initiatives basées sur les ressentiments recueillent un grand succès des Philippines à la Pologne, et se nourrissent de l'éloignement entre de grands pans de la population et les élites économiques et politiques. Mais leur protestation ne se dirige généralement pas contre les fondements et les acteurs économiques dominants, mais plutôt de manière diffuse contre « la politique » en général. Des années de lassitude et de scepticisme envers la politique et ses processus se transforment un peu partout en un mépris ouvert de la « classe politique ». Simultanément, cette politique associe la question sociale à des approches autoritaires et à une politique basée sur les ressentiments, qui se dirigent contre différentes catégories de population (migrantes et migrants, minorités ethniques, gays et lesbiennes, chômeurs de longue durée). On retrouve ici au premier plan le désir de délimitations claires et nettes, et les nouveaux schémas « ami/ennemi » sont censés réduire la complexité de l'environnement politique. L'attrait des lignes claires mobilise et donne apparemment une orientation, elle ne mène toutefois pas vraiment à des réponses adaptées, mais à des voies sans issue politiques. Au style politique décrit ci-dessus, soi-disant « sans alternative », englué dans les contraintes et la technocratie, et qui a laissé se gâter la polémique politique, les négociations démocratiques et la pensée alternative, le populisme de droite a réagi avec une politique nationale se servant de la peur, mais sans idées, et allant à l'encontre des minorités et des migrantes et migrants. Des sociétés mobilisées par la peur, sans option constructive de changement, en sont le résultat. C'est l'époque des grillages aux mailles de plus en plus serrées et des illusions ambitieuses sur un système sans lacunes. « L'enfer, c'est

les autres » (Jean-Paul Sartre). Avec les pare-feu politiques, économiques, technologiques et culturels pour se protéger du voisin, chacun essaye d'obtenir sa propre paix. « Cloîtrons-nous » est le slogan qui ne pourra en fait que mener à des charges encore plus furieuses et à une désorientation encore plus grande.

Ce clivage va occuper le clan conservateur, mais les partis socialistes et sociaux-démocrates ne peuvent pas en profiter. Il leur faut leur propre approche.



3 Apocalypse not! Une politique de la transformation

À la lumière des crises permanentes s'esquissent ces derniers temps les contours d'une orientation vers l'action, qui pourrait être innovatrice pour un remaniement stratégique des partis et des mouvements sociaux-démocrates, progressistes et socialistes. La « transformation » devient un concept central, qui gagne en importance dans les contextes les plus différents, et qui s'applique aux différents domaines politiques (« Transformation des systèmes d'énergie ») comme au grand ensemble (« Transformation de notre monde – *l'Agenda 2030 pour le développement durable* »). Comme toujours lorsque des concepts font leur apparition dans différents domaines, ils sont utilisés et interprétés de manières très diverses. Au vu des défis structurels de la crise, le renouveau de la politique de gauche serait le mieux servi par un concept de transformation large, dirigeant les projecteurs sur la nécessité de l'interaction de divers changements sociétaux, économiques et sociaux fondamentaux et accentuant la signification des acteurs et des rapports de force sociétaux.

Pour le dire tout de go : la situation est compliquée, il y a davantage de questions que de réponses. Pourtant, il est possible de trouver des approches qui sont importantes pour la formulation politique future et la capacité d'union des partis et mouvements progres-

sifs, sociaux-démocrates et socialistes. Transformation dans ce sens signifie d'intervenir ici et maintenant et dans les conditions actuelles, mais avec l'obligation de modifier à moyen terme les structures, les institutions et tous les règlements, de quitter les sentiers battus et de s'engager sur un nouveau chemin pour le développement. La transformation y est multidimensionnelle : si le terme est jusqu'à présent surtout utilisé en rapport avec la politique environnementale et climatique, et en partie aussi pour les développements sociaux, il est évident qu'une transformation complète doit aussi toucher les structures économiques, la pratique démocratique et la culture politique.

La transformation est complexe, et tout l'art consiste à allier ce qui de prime abord ne semble pas pouvoir l'être : le développement social et la limitation écologique, la politique locale et les conditions globales, les éléments de marché et les structures de l'économie solidaire, les hiérarchies politiques traditionnelles et les innovations démocratiques d'en bas, ainsi que les projets à court terme et les objectifs à long terme.

La transformation, comprise ainsi, fait déjà du processus une partie de l'alternative, en mettant face à face les grands projets politiques et la culture de la recherche et de l'expérimentation à une petite échelle, qui autorise les erreurs et les faux pas et sait les transformer. Au début du chemin, il y aura encore de nombreuses questions auxquelles nous n'aurons pas encore de réponses, certaines choses ne feront que s'esquisser, d'autres visions risquent d'être trompeuses. Nous devons tenir bon. Il n'y aura donc pas de nouveaux plans directeurs, auxquels il faudrait adapter la réalité et qui ont déjà causé souvent l'échec de la gauche. Mais il faudrait que nous formulions des grandes lignes et des attentes, servant à l'orientation et à la mobilisation. Car c'est souvent pour l'avenir proche, palpable, que les gens s'engagent, et pour sa construction qu'ils se laissent motiver. C'est pourquoi les projets concrets sont importants pour la transformation, des projets qui peuvent être réalisés maintenant et qui, simultanément, peuvent améliorer le point de départ futur

d'approches politiques qui iront plus loin, en créant des espaces de liberté, en créant des institutions ou en amenant simplement de l'argent dans les caisses publiques. « Utopies pratiques » (Pierre Bourdieu), « *Real Utopia* » (Erik Wright), « projets réalistes-visionnaires » : c'est exactement dans cette union d'objectifs charismatiques à long terme et de projets actuels concrets, pour lesquels cela vaut de s'engager, que reposent l'approche spécifique, le défi, mais également la chance d'une politique de transformation réussie.

3.1 Domptage et érosion

Chaque alternative substantielle de gauche se dressera contre des systèmes d'ordre établis avec des intérêts puissants, dont la modification produit de nouveaux gagnants et perdants : une transformation énergétique déplace les parts de marché requises et modifie les rapports de propriété ; l'enrayement sérieux des inégalités secoue les piliers du capitalisme financier ; les limitations d'accès pour le Nord aux ressources de main-d'œuvre, aux matières premières et aux terres du Sud a des répercussions sur les modèles de production et de consommation des pays industrialisés ; l'application du droit du travail fait pencher la balance en faveur des travailleurs et des syndicats, dont les droits ont été marginalisés pendant des années. Les questions concernant une transition juste vers de nouvelles structures de l'ordre seront décidées en premier plan lors des luttes politiques pour la répartition. En temps de crise, il ne faut sous-estimer ni la force d'inertie ni les capacités de transformation du système existant. Pour formuler des alternatives de manière crédible, il faut donc au moins avoir une idée des acteurs qui participeront aux processus de transformation, ainsi que des stratégies d'action sur lesquelles ils pourraient miser.

Les partis et les mouvements progressistes, tout comme les individus, disposent de stratégies complètement différentes contre

les demandes inacceptables du capitalisme. Le sociologue américain Erik Wright en différencie en gros quatre : « *smash* », le scénario de la révolution, part du principe que rien de nouveau ne peut se créer tant que les vieilles structures ne sont pas détruites. « *Escape* », la fuite privée hors du capitalisme, est l'essai de se construire des alternatives dans la sphère personnelle. L'option « *tame* » veut restreindre le capitalisme par des régulations et des politiques de répartition. Et, enfin, « *erode* » : de nouvelles structures doivent s'établir contre la logique du marché, de manière insidieuse et par le bas, via une action collective et des projets économiques solidaires dans des domaines de la société importants.

Ces options ont différentes pertinences pour les stratégies d'action d'aujourd'hui :

- La cassure rapide et complète avec l'existant et l'espoir de l'orage révolutionnaire résolvant tout ne convainc pratiquement plus. Il n'existe aucune alternative de gauche plausible et applicable à court terme, ni les acteurs nécessaires pour l'appliquer. Et le succès des révolutions en termes de développements émancipateurs est très limité jusqu'à présent.
- La « sortie » individuelle du capitalisme reste souvent privée, ne recherche pas de chances de transformation par un engagement collectif et politique, et présuppose souvent une position sociale privilégiée. Les refus et les fuites multiples ne s'additionneront donc sûrement pas en une large alternative.
- Le domptage du capitalisme a longtemps été le projet des sociaux-démocrates et des socialistes. Par la redistribution, la régulation du marché (du travail), la création de biens publics, la démocratisation de l'économie et la limitation des risques dans l'État providence, les conditions de travail et de vie de nombreuses personnes ont été améliorées avec un vrai suc-

ès, en particulier dans les pays du Nord avec le capitalisme d'après-guerre. Pour cela, il fallait que l'État tienne un rôle bien accepté dans l'économie, et des syndicats forts qui pouvaient mettre une pression sociale et obtenir des droits sur le lieu de travail. Avec l'arrivée triomphale du néolibéralisme, les instruments de domptage ont été consciemment lâchés, et les structures institutionnelles ont été démolies pour un contrôle démocratique de l'économie. Dans de nombreux pays en développement, ils n'étaient même pas autorisés. Mais sans un nouveau projet de domptage du capitalisme dans les conditions de la mondialisation, la transformation ne réussira pas.

- Cette politique souvent centraliste et « descendante » ne suffit plus : elle doit être associée à des approches ascendantes (« *erode* »), qui essaient de renouveler la démocratie sur une large base et de développer des alternatives aux structures de l'économie de marché dans le système actuel, d'abord dans des secteurs niches, mais avec la volonté de faire émerger de nouvelles formes solidaires et démocratiques de gestion dans les secteurs importants du bien commun (comme l'approvisionnement en énergie, la santé, l'alimentation, l'information, les finances).

3.2 Nécessité de la croissance économique ?

Dans de nombreux débats portant sur une transformation sociale et écologique, la croissance joue toujours le rôle principal : dans nos sociétés de croissance, les modèles de production et de consommation, l'action politique, les institutions et les orientations de valeurs pointent sur un plus constant. Cela vaut pour les sociétés organisées selon l'économie de marché comme pour les économies d'État

des pays socialistes. Aujourd'hui encore, la réponse à de nombreux problèmes, comme la pauvreté, le chômage, l'exclusion sociale et la dette publique, reste toujours plus de croissance, même si ses limites apparaissent clairement.

Le dilemme de la croissance

Dans le même temps, les critiques envers la croissance, qui essayent de décrire des chemins alternatifs, sont nombreuses et variées. Mais leurs estimations sur les causes, les objectifs, les acteurs et l'action politique et sociétale sont très différentes les unes des autres à bien des égards. Actuellement, l'approche qui prône le découplage de la croissance économique de l'utilisation des ressources grâce à une vague d'innovations technologiques est bien vue. Sous l'étiquette d'« économie verte », on retrouve la croissance qualitative, la production préservant les ressources et les énergies renouvelables. Ce sont les acteurs du marché qu'on croit capables de suffisamment de flexibilité pour gérer le changement qui font figure de locomotives de cette idée. Pour le reste, les interventions dans le mode de gestion ou les exigences de transformations sociétales restent limitées. Avec un *Green New Deal*, on associe en outre l'espoir d'investissements massifs dans l'infrastructure écologique à la réanimation de l'économie mondiale affaiblie. Cela ne sera pas possible sans technologie ni investissements. Mais il semble évident que cette vue unilatérale, qui est seulement un prolongement « vert » dans l'avenir des modèles actuels (ce qui serait le plus consolateur pour les anciens pays industrialisés), ne suffira pas. Jusqu'à présent, en effet, les gains de productivité ont été annulés dans de nombreux cas par un comportement différent des utilisateurs.

Le « dilemme de la croissance » implique toutefois qu'une croissance zéro ou négative forfaitaire est impossible en raison des conséquences sociales, et qu'elle ne peut pas être une vision porteuse (dans le Nord comme dans le Sud global). Même l'appel (en

partie moral) à l'ascèse et au renoncement se trompe sur l'origine de l'abandon des modes de production et des styles de vie expansifs, dus à l'inégalité autant entre les pays qu'au sein même des sociétés. La question d'un avenir après la croissance est donc avant tout dirigée vers les pays très développés, représentant la plus petite et plus riche partie de l'humanité qui pèse le plus sur les limites écologiques. Il est évident que ces régions doivent se retrouver au centre d'un changement politique, pour laisser avant tout aux pays du Sud leur chance de développement et les aider à l'utiliser sur une base durable. En particulier en regard des problèmes existentiels les plus pressants (le combat contre la faim et la pauvreté), ce n'était déjà pas la croissance qui jouait le rôle principal dans le passé, mais bien l'accès à la terre, aux ressources et au savoir. Même dans les sociétés riches, la suppression de l'inégalité est la condition requise pour accepter les approches critiques de la croissance. Toutefois, elle ne sera pas réalisable avec les structures et les rapports de force existants dans la majorité des pays. Pour la plupart des approches critiques envers la croissance, il ne s'agit pas seulement de plaidoyers de réduction comme il est souvent colporté, mais de la question concernant la méthode de modification des structures économiques et sociales afin qu'elles ne soient plus subordonnées à la pression de croissance.

Le dilemme de la croissance ne peut être arrêté que par des modifications structurelles. Et la « privation de croissance » n'aura pas lieu sans conflit. Car les questions décisives ne sont pas laissées aux acteurs du marché, mais comprises comme une tâche de façonnement politique et sociale éminente pour laquelle les luttes seront féroces : ce qui peut continuer à croître, parce que contribuant au bien commun ; là où il faut faire machine arrière, parce que nuisible sur le plan écologique et social ; comment assurer une transition juste ; et comment les différentes approches peuvent être associées à l'efficacité, à la compatibilité entre la nature et les styles de production et de consommation (cohérence), et à la bonne mesure (suffisance).

Travail de soin : prendre la mesure de l'« ensemble de l'économie »

Les approches critiques par rapport à la croissance se basent surtout sur la surexploitation des ressources naturelles. Mais à la démesure envers la nature s'ajoute l'insouciance envers les ressources sociales du système économique, qui sont également utilisées tous les jours et qui ont l'air d'être à disposition de manière tout aussi illimitée et sans leur accorder de valeur. Nous parlons ici du travail de soin, sans lequel aucune communauté et aucune économie ne peut fonctionner et qui malgré tout n'apparaît nulle part dans l'économie « officielle », reste invisible, caché dans le privé. Le travail de *care*, autant pour les autres que pour soi-même, peut englober des secteurs aussi différents que les soins, l'éducation, la culture, dans de nombreuses régions également la santé, l'habitat, l'approvisionnement en eau et électricité ou la fabrication de produits alimentaires. C'est le travail de soin qui crée les possibilités de vie. Le travail de soin est nécessaire pour chaque société et chaque être humain. Mais celui-ci est en grande partie affecté aux femmes, et c'est également elles qui l'effectuent. Cette répartition inégale contribue de manière décisive aux inégalités entre les sexes sur les marchés du travail et dans l'économie. Les chances de rémunération et d'éducation sont fréquemment limitées par le travail de *care*. Souvent, les efforts d'adaptation des sociétés en crise, que ce soit en raison de conflits, de catastrophes écologiques, de lacunes dans la couverture de l'État ou de déséquilibres sociaux, doivent être effectués par les femmes. Dans certains pays, le taux d'activité des femmes augmente et les discriminations dans la culture et sur le lieu de travail baissent. Mais ici, la double charge entraîne des surmenages car les deux secteurs de l'économie ne sont pas liés, le travail de *care* est inégalement réparti et n'est pas vu comme une tâche sociale. Dans les sociétés vieillissantes, la « crise des soins » et l'organisation du marché du travail de *care* est un terme récurrent. Mais aussi la « *care migration* » : cette forme particulière

du partage du travail international, qui contribue à la répartition du travail de *care* entre des femmes d'origines régionales et sociales différentes, est une facette importante de la crise de *care* globale. Selon des estimations de l'OIT, il existe dans le monde environ 100 millions d'employés de maison, travaillant souvent au noir, mal payés et isolés. Quatre cinquièmes sont des immigrées qui ont souvent elles-mêmes des enfants et des parents dans leurs pays d'origine.

Les modèles de progrès porteurs d'avenir doivent pour cela non seulement être obligatoirement durables sur le plan écologique, mais aussi offrir une parité hommes-femmes et mettre l'accent sur la répartition juste du travail de *care* entre les genres. Le regard unilatéral sur l'économie détruit non seulement l'environnement, mais aussi les fondements sociaux des sociétés. Il faut une politique sociale concrète, mais aussi un changement fondamental de perspective. De même que pour le débat de croissance écologique, il faut ici aussi que le regard se tourne vers l'être humain et ses besoins : quelles conditions sont nécessaires pour un bon travail de *care* ? Comment le partager équitablement ? Comment mieux le valoriser, l'évaluer et l'organiser ? Comment peut-il être illustré dans les indicateurs économiques et sociaux, et donc devenir visible ? C'est ainsi qu'on voit l'économie « comme si tout le monde comptait » (Lourdes Benería), et la perception du travail de *care* devient le point de départ d'une économie durable et respectant l'égalité des sexes. Des concepts féministes comme l'« économie préventive », qui englobe l'« ensemble du travail » et l'« ensemble de l'économie » (Adelheid Biesecker), et au sein desquels les principes de la prévention, de la coopération et de l'orientation à la nécessité vitale se trouvent en point de mire, peuvent donner des impulsions décisives pour une transformation sociale-écologique.

Une nouvelle pensée économique est attrayante lorsque qu'il devient évident qu'il ne s'agit pas avant tout de renonciation et de morale, mais de chances pour une meilleure vie pour tous, par exemple l'« opulence temporelle » pour la culture et la famille, pour un travail

utile ou des tâches communes. Contrairement à la critique conservatrice envers la croissance, qui parle de « réduction fatale » (Meinhard Miegel), qui cimenter l'inégalité des sexes, qui souhaite annuler les succès émancipateurs et qui aboutit souvent dans la critique culturo-pessimiste des modernes et dans les réductions au sein du réseau social, les partis progressistes doivent mettre en vedette autre chose : que cette prospérité nouvellement comprise englobe de nombreux éléments de ce que l'écrivain autrichien Robert Musil qualifiait de « sens de la possibilité », ce qui donne de l'espoir aux hommes et qui peut les amener à s'engager.



4 Qui redressera la situation ?

Le discours sur le « manque d’alternatives » est sans fondement : en effet, des transitions énergétiques ont déjà été calculées et des approches alternatives de politique urbaine développées, des plans de protection climatique réalisables ont été créés et des propositions détaillées pour une réforme radicale des banques discutées, des mesures concrètes pour maîtriser encore plus les marchés financiers et les multinationales, tout comme pour réduire les inégalités et pour la réalisation d’un travail décent, ont été présentées au niveau mondial. Sur le plan intellectuel, la gauche a le vent en poupe. Avec l’*Agenda 2030 pour le développement durable*, ratifié par la communauté des États, il existe par ailleurs un cadre mondial pour la vision d’une transformation socio-écologique, avec des objectifs et des indicateurs concrets.

Les ressources intellectuelles, technologiques et en partie également matérielles pour une transformation existent. Il ne manque plus que la volonté politique et les forces sociales contribuant à sa réalisation. Le cœur de la politique social-démocrate, socialiste et progressiste doit être d’établir un nouvel humanisme politique, caractérisé par deux choses : premièrement, enthousiasmer plus de personnes et leur permettre, par leurs propres actions et leur force de jugement politique, de créer leur fondement de vie ; deuxièmement,

améliorer les capacités et les possibilités de coopération. Car les solutions les plus efficaces sur le plan social aux problèmes collectifs sont des solutions collectives, selon le philosophe social français André Gorz.

Il faut également des acteurs forts, qui soient en mesure de prendre en main les développements sociétaux, de les replacer dans un grand cadre et de les réunir au carrefour de l'État et du gouvernement. C'est avant tout le travail des partis et des syndicats indépendants. Les mouvements sociaux peuvent atteindre des groupes très divers de la société, exprimer des malaises envers les solutions politiques et inspirer et motiver l'individu dans son propre engagement politique. L'État jouera également un rôle important pour consolider les actions coopératives, affaiblir la pression des marchés et coopérer au niveau international. Enfin, une condition primordiale de la capacité de décision et de coopération doit être remplie : disposer d'informations et de savoir grâce aux moyens de communication.

4.1 L'être humain au centre de l'attention : les radicaux libres

Au-delà du populisme de droite, dans de nombreuses sociétés une repolitisation a lieu, de manière encore très hésitante et qui passe souvent inaperçue, et dont le cœur est formé par ce nouvel humanisme politique. Dans de nombreux pays, de nombreuses alternatives ont vu le jour, souvent simplement par la nécessité de survie, sous les mots clés « économies solidaires » et « *Commons* », avec le souhait de la protection et de la promotion des biens collectifs naturels et sociaux indispensables. Parmi les nombreux exemples, on trouve des approches complètement différentes, comme les coopératives de travailleurs et de producteurs, les coopératives d'énergie, les ateliers ouverts, les réseaux de commerce équitable, les coopératives de crédit, les monnaies alternatives, les caisses de soutien, les

foyers participatifs, le savoir libre ainsi que des millions de groupes d'entraide. Concrètement, l'éventail va des usines hydrauliques et de canalisations en autogestion en Colombie aux biens communaux intellectuels comme Navdanya (une banque de semences indienne), des licences *Creative Common* aux logiciels *Open Source*, en passant par l'agriculture solidaire au Japon, les structures coopératives de l'Émilie-Romagne, les organisations d'exploitations forestières en Éthiopie. Dans des régions comme l'Amérique latine, l'économie solidaire comme réponse aux crises des années 1980 est déjà un élément fixe des économies nationales, et complète sans poser de problème les structures existantes. Même aux États-Unis, environ dix millions de personnes travaillent dans des entreprises qui sont en partie ou entièrement la propriété des collaboratrices et collaborateurs, trois millions de plus que le nombre de membres qu'ont les syndicats dans le secteur privé.

Pratiques communes

Certaines structures de bien commun existent déjà depuis très longtemps, comme les structures collectives d'irrigation, vieilles de 500 ans, dans les Alpes suisses. D'autres, comme Wikipédia, ont modifié notre culture du savoir en très peu de temps et de manière radicale, l'ont rendu plus démocratique et plus accessible. Comme pour le travail de soin, les approches de l'économie solidaire font déjà aujourd'hui partie intégrante des économies et garantissent la subsistance et l'assistance de base de millions de personnes, ainsi que le développement local de nombreuses communes dans le monde.

Ces pionniers d'une autre société n'attendent pas une réussite éclair qui effacera d'un coup tous les problèmes. On expérimente plutôt sur de nombreux petits champs avec différentes solutions. Dans le meilleur des cas, ces initiatives intègrent des valeurs et des stratégies qui renforcent la pensée de transformation et qui sont à même de la poser sur une base sociale. Il s'agit d'abord de l'autonomisation et du

sentiment de pouvoir contribuer à la réalisation d'une vie de qualité par soi-même. Créer des alternatives qui fonctionnent sous les conditions données peut être motivant et libérer la créativité politique et sociale de l'être humain, en partie disparue. À la place de purs combats défensifs (contre le démantèlement du système social ! la pollution de l'environnement ! le pouvoir des banques !) s'installe la pensée positive, qui recherche concrètement les éléments d'un monde démocratique juste et durable sur le plan social. Cette idée du bien commun ne peut pas continuer à être pensée sans les personnes qui coopèrent entre elles, créent des espaces communs et démontrent ainsi que les intérêts individuels et collectifs ne s'excluent pas. Les gens sont « mieux que rationnels », selon Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie ; ils possèdent souvent des capacités étonnantes pour développer des systèmes de règles persistants, divers et originaux, pour utiliser de manière durable des ressources communes et triompher des dilemmes sociaux.

Cette « pratique commune » contribue à réaligner plus fortement l'économie sur les besoins sociaux et à la démocratiser. Une production, une distribution, une administration et une consommation ciblées sur le bien commun se dressent contre la logique des stratégies *Shareholder-Value*, pour lesquelles les questions sociales et la durabilité sont souvent sans importance. L'autogestion démocratique et la propriété commune peuvent peu à peu remplacer les structures de marché classiques axées sur le profit par des approches solidaires et démocratiques, voulant la durabilité écologique et le bien-être de chacun. Le contrôle de la production et de la répartition, ainsi que les unions et les alliances avec les mouvements sociaux permettent en revanche de poser des exigences d'extension pour chaque initiative et de préparer le sol pour de nouveaux projets solidaires.

Commencer à proximité des personnes

Bien entendu, ces développements ne doivent en aucun cas faire l'objet d'une idéalisation romantique. De nombreuses initiatives naissent avant tout d'un besoin, là où le marché et l'État échouent et où la pression économique et sociale pousse les personnes à trouver leurs propres solutions solidaires et à créer une (nouvelle) infrastructure sociale. C'est ici que tentent de s'organiser tous ceux qui ne trouvent pas d'autre protection ou d'utilité dans les structures de l'économie de marché, comme tous ces innombrables employés informels, les populations indigènes et d'autres groupes souvent marginalisés dans les stratégies de développement national. Les initiatives restent précaires, souvent dotées d'un capital peu élevé et dépendantes de l'engagement personnel et du temps que chacun peut y consacrer. Le risque existe également que les bonnes approches, telles que la *sharing economy*, soient cooptées par la recherche du profit ou que des initiatives solidaires soient affaiblies au carrefour des structures d'économie de marché et globales, comme dans certaines coopératives de commerce équitable. Et pour finir, l'engagement du plus grand nombre peut également inciter l'État à ne pas prendre au sérieux ses obligations concernant la fourniture des produits de base.

Jusqu'à présent, l'esprit pionnier allait rarement de pair avec une stratégie plus complète, soutenue par des structures gouvernementales ou des organisations internationales. À l'avenir, nous devrions accorder une plus grande attention aux approches de solidarité en tant que stratégie active de transformation, améliorer leurs conditions de réussite par des actions politiques et modifier leurs structures de telle façon qu'elles encouragent les approches de solidarité et ne les contrecarrent pas. Il sera important alors que les approches alternatives ne soient pas limitées à des activités d'ONG prolongées auxquelles peuvent uniquement participer quelques personnes privilégiées par le temps, l'argent et le savoir. C'est pourquoi les processus de réflexion, de participation et de décision com-

munes doivent avant tout commencer à proximité des personnes : dans le voisinage, la commune, la région ou sur le lieu de travail. Certaines nouvelles voies finiront dans une impasse, d'autres projets, par contre, auront le potentiel de quitter leurs niches, de déplacer des frontières systémiques et de se transformer en une alternative visible. Pour que ces approches de niche et ces mouvements socio-économiques ne restent pas défensifs, mais puissent être utilisés offensivement pour une transformation, il est nécessaire d'avoir des alliés.

4.2 Les partis : ne nous sous-estimez pas... !

Les valeurs des partis sociaux-démocrates et socialistes (Liberté, Justice, Solidarité) sont robustes et appréciées dans le monde entier. Elles se retrouvent dans de nombreuses initiatives sociales. Les partis sociaux-démocrates, socialistes et progressistes s'engagent pour défendre ces valeurs. Un grand défi que nos partis doivent résolument relever est de concilier ces valeurs avec les problèmes actuels, d'en tirer les conséquences pratiques pour les stratégies politiques, les thèmes et les alliances, le style politique et l'image du parti, et de les mettre en œuvre.

Les origines de ce développement ont déjà été largement décrites et discutées. En fait, la conclusion qui s'impose est que les réponses de nos partis aux changements radicaux des fondements culturels, économiques, organisationnels et bureaucratiques de notre travail sont insuffisantes à ce jour. Il s'agit de développements et de phénomènes tels que la dissolution des milieux (ouvriers) et la différenciation des sociétés, l'évolution structurelle économique et la pression exercée sur des approches de réglementation démocratiques dans l'État-nation, la négligence des questions écologiques et la perte de la fonction d'orientation sociale, la suppression des anciens alliés et l'éloignement des mouvements sociaux ainsi que le

retour du nationalisme et l'absence d'une voix commune internationale forte.

De plus : dans le monde entier, les partis, quelle que soit leur orientation, se retrouvent au dernier rang en matière d'appréciation du public. Ils ne bénéficient plus de la confiance, à tort ou à raison. Ce ressentiment est dû à l'idée largement répandue que les partis ne se concentrent pas sur les problèmes, mais plutôt sur leurs propres intérêts (de pouvoir), qu'ils sont loin du peuple, qu'ils représentent trop bien certains groupes sociaux et d'autres pas du tout, qu'ils ne savent plus contribuer à la résolution des problèmes pour la communauté. Ce mépris généralisé des partis, dans la société mais également de la part des gouvernements, va aussi souvent de pair avec des perceptions anti-démocratiques et l'image autocratique que les dirigeants ont d'eux-mêmes. Une unité entre eux et « le peuple » serait ainsi nécessaire, dans laquelle les institutions démocratiques ne feraient que déranger. Mais les partis de nombreux pays sont tout simplement trop faibles, trop personnalisés et trop opprimés pour y opposer leur rôle démocratique central et l'imposer. Ce ne sont pas de bonnes nouvelles.

Les partis sont nécessaires

En effet, l'état des démocraties est inextricablement lié à celui des partis : ce sont les seules institutions qui peuvent agir directement à l'intersection entre l'État, la société et le parlement, et influencer ces domaines. Elles rassemblent les intérêts particuliers et locaux, elles formulent des idées variables du point de vue idéologique sur la société en général et elles devraient organiser et mener le débat d'orientation politique à ce sujet. Les partis sont donc nécessaires : c'est exactement sur cette vérité que les sociaux-démocrates et les socialistes devraient mettre l'accent avec plus d'assurance. Ceci va également à l'adresse de tous ceux dans la société civile qui, du fait de leur déception, aiment chanter la fin des partis et les considèrent

comme inutiles : sans partis sociaux-démocrates et socialistes forts, qui prennent clairement position, mais savent également se modérer entre eux et au sein des sociétés, une transformation sociale écologique ne sera pas possible. Toutefois, pour pouvoir remplir leurs fonctions, ils doivent évoluer.

Orienter

Les partis sociaux-démocrates et socialistes ont souvent été sollicités dans le passé lorsque les clivages entre les différentes opinions politiques, économiques et sociales faisaient surface, lorsqu'il s'agissait de prêter plus d'attention aux cassures centrales des sociétés, de surmonter des contradictions et de modérer des intérêts et des points de vue différents. Et lorsque, comme aujourd'hui, il y a un grand besoin d'interprétations de la situation et d'offres d'actions alternatives dans de grands pans de la société. Pour orienter, réfléchir à des alternatives et développer des idées pour l'avenir, nous avons besoin d'un nouvel élan intellectuel et d'une « orientation normative » (Axel Honneth). Les partis sociaux-démocrates et socialistes doivent formuler des objectifs sociaux de manière plus active, car les sociétés se définissent de plus en plus uniquement par leurs problèmes communs au cours des dernières années. Mais il faut également aborder les principes de base. Chaque vision ne doit pas nécessairement pouvoir être mise en place immédiatement. L'important, c'est que les partis sociaux-démocrates, socialistes et progressistes disposent d'un milieu intellectuel dans les groupes de réflexion, sur les plateformes Internet et dans les magazines, qui forme un réseau mondial et soit en mesure de (pré)formuler des alternatives charismatiques et de porter de nouvelles approches de réflexion au sein des partis.

Les sociétés ont besoin de plus de débats. Les controverses ne doivent pas être assimilées à un manque d'orientation, et les différends politiques sur des alternatives fondamentales ne doivent plus être considérés comme de simples « chamailleries partisans ». Au

contraire, c'est avant tout l'absence de discours controversés et de distinctions politiques qui paralyse le débat politique dans de nombreux pays et favorise les mouvements populistes de droite. Les partis sociaux-démocrates et socialistes doivent certes rester ouverts pour différentes approches sociales, mais ils ont cependant besoin de rester fidèles aux principes de leurs partis. Malgré les nombreuses différences au niveau national, ils devraient se distinguer des autres partis par une position idéologique claire et une identité propre, sur la base de laquelle ils peuvent dégager des projets communs.

Davantage un parti de la société

On attend surtout des partis ouvriers qu'ils marquent les débats sociaux de manière idéologique, sociale et culturelle. Cependant, cela signifie aussi reconnaître qu'ils ne peuvent pas faire face seuls à cette tâche. Miser sur des monopoles politiques et exclure les autres acteurs sociaux ne rend pas les partis plus forts, mais les marginalise. Il est tout aussi évident que les nombreux (micro)mouvements et initiatives des dernières années ne peuvent pas renverser seuls la vapeur. Nous avons besoin de davantage de telles actions, mais avant tout, nous avons besoin de partis qui soutiennent de tels mouvements. C'est pourquoi les sociaux-démocrates et les socialistes doivent mieux allier les formes traditionnelles et nouvelles du pouvoir.

La revendication des partis sociaux-démocrates et socialistes d'agencer et d'utiliser les institutions de l'État est la condition fondamentale pour une transformation réussie. Toutefois, pour faire office de maillon dans la chaîne, ils doivent se transformer davantage en des partis de la société. Ils devront laisser plus de place aux discours et aux discussions, à l'échange étroit avec les personnes qui travaillent déjà à l'élaboration de solutions social-démocrates en dehors des partis. Ici, il ne s'agit pas seulement de voir les nombreux mouvements comme des séismographes sur lesquels il est possible de lire les évolutions de la société, mais d'un changement de perspective

fondamental. La question n'est donc plus uniquement : qu'est-ce que le parti peut faire pour vous ? Mais : qu'est-ce que le parti, les mouvements sociaux et les syndicats peuvent faire ensemble ? Et comment les partis peuvent-ils soutenir ensemble les projets communs du fait de leur position politique privilégiée ?

Aussi les partis vont-ils jouer un rôle important, mais pas l'unique rôle dans de tels réseaux.

Dans de nombreux pays comme à l'échelle internationale, les acteurs progressistes sont fragmentés et leurs relations sont teintées de méfiance, de malentendus ainsi que de points de vue idéologiques et stratégiques substantiellement différents. Nous avons besoin d'une approche productive de telles différences. Ce n'est pas l'intégration à une œuvre d'art créée par le parti qui fera réussir la coopération avec d'autres acteurs progressistes, mais uniquement le travail des différents acteurs sur des projets concrets, sans qu'ils doivent pour autant abandonner leur autonomie.

La politique progressiste n'est ainsi plus limitée au gain de pouvoir, mais encourage des changements concrets par des coopérations et des alliances sociales allant au-delà du niveau gouvernemental. Les partis ne sont alors plus seulement des garants de la majorité, mais des communautés créatives avec une cause (« *creative communities with a cause* »), des points de cristallisation de discussions sociétales avec une position claire. L'équilibre entre le parti de l'État et le parti de la société, en d'autres termes entre l'ouverture aux diverses variétés de politiques sociales progressistes et la capacité de s'allier d'une part, et l'équilibre des intérêts en période de gouvernement d'autre part, est souvent difficile à maintenir. Les deux doivent pourtant être reliés car tous deux marquent notre idée de la politique : un véritable changement au sein des parlements, des gouvernements et de l'État peut uniquement être obtenu s'il est précédé d'une politisation des sociétés. Le (contre-)pouvoir démocratique à son tour ne peut se développer durablement que s'il peut s'appuyer sur des organisations comme les partis et les syndicats pouvant agir

dans les institutions centrales de la société. Contrairement aux mouvements sociaux et aux ONG, les partis doivent mieux veiller au bien commun et repenser ensemble les contradictions. Souvent, au final, les partis devront tout de même prendre des décisions d'orientation dans le cadre d'une transformation.

« **Leave no one behind** » (« **n'oublier personne** »)

En aucun cas les privilégiés de la société d'abondance ne doivent être les seuls à coopérer pour la transformation. Une relance de la politique social-démocrate et socialiste devrait plutôt être engagée par celles et ceux qui sont aujourd'hui confrontés le plus aux contradictions sociales. Souvent, ces personnes constituent la majorité de la population. Elles sont exclues de la participation économique et sociale, ne se sentent pas représentées par des institutions ou des organisations. Ce sont également les personnes qui, avant, appartenaient à la classe ouvrière dans les pays développés, souvent bien rémunérées, bénéficiant d'un emploi stable, organisées, politiquement et culturellement éveillées et avec un fort sentiment d'appartenance. Aujourd'hui, elles font objectivement partie des perdants des processus de mondialisation, ont l'impression d'être dépassées par les « élites » et de n'être plus représentées par « la politique ». Déstabilisées, elles voient une nouvelle évolution structurelle qui entraînerait inévitablement une transformation avant tout comme une menace. « *Leave no one behind* » – l'idée directrice de l'*Agenda 2030* – doit être le fil directeur notamment pour les sociaux-démocrates et les socialistes. Dans le cas contraire, la situation qui se dessine aujourd'hui va se poursuivre : les partis de droite vont s'approprier la question des classes de manière populiste et réclameront des solutions réactionnaires et nationalistes. La mise en œuvre nécessitera un travail de longue haleine. En effet, les changements exigent du temps et de la patience aussi bien de la part des partis que des alliés et des votants car il ne suffit plus d'évoquer simplement de nouvelles stratégies

dans les programmes : au contraire, elles doivent prendre forme dans la pratique et faire leurs preuves.

4.3 Les compagnons de route

Les syndicats : « Frères, vers le soleil, vers la liberté... »

Après des années d'un diagnostic détaillé des crises et du déclin des mouvements des ouvrières et ouvriers ainsi que des mouvements syndicaux, un retour des syndicats se dessine à nouveau ces dernières années. On ne retrouve presque plus de scénarios apocalyptiques. Dans de nombreuses régions, les syndicats jouent à nouveau un rôle plus important dans les conflits politiques et sociaux. Certes, comme chez tous les acteurs progressistes, il existe parmi les syndicats des points de vue totalement différents sur ce qui doit être remis en état dans l'ancien système et ce qui doit simplement être dépassé. Toutefois, les syndicats vont apparemment faire partie des acteurs déterminants dans de nombreux processus de transformation – pas uniquement en ce qui concerne les domaines tels que l'énergie, l'industrie, l'agriculture, le bâtiment, les transports et les services publics, mais également pour des transitions justes, le renouvellement et le développement de la démocratie et le façonnage de la mondialisation.

Les syndicats ont été longtemps considérés comme des institutions conservatrices au niveau des structures, notamment en matière de transformation écologique. La position de nombreux syndicats ouvriers au sujet des questions environnementales peut être encore ambivalente, mais au cours des dernières années, un certain nombre d'organisations au niveau local, national comme mondial, ont développé une nouvelle conscience sur la façon de concilier et relier entre eux le développement social et le progrès écologique. Il existe de nombreuses approches de la politique syndicale pour briser les fronts de longue date entre l'économie et l'écologie : des alliances

avec le mouvement « *Teamsters and Turtles* » à l'occasion des manifestations anti-OMC jusqu'aux nombreuses initiatives locales pour des « emplois dans le domaine climatique », en passant par l'engagement massif de la CSI dans les négociations sur le climat et les idées conceptuelles pour une transition juste vers un nouveau système économique. Ce changement dans la conscience est dû principalement au fait évident que la gestion de la crise dans de nombreux syndicats leur demande une nouvelle prise de conscience d'eux-mêmes, de leur culture organisationnelle et des objectifs stratégiques s'ils souhaitent jouer un rôle majeur dans ce domaine.

« *There are no jobs on a dead planet* » (il n'y a pas de travail sur une planète morte) – telle est la devise de la CSI. Alors que les syndicats restaient sceptiques lors de la signature du Protocole de Kyoto en 1997, ils encouragent à présent le débat – notamment via leurs organisations représentatives internationales : comment peut-on utiliser la lutte contre le changement climatique pour mieux ancrer les principes du travail décent – des emplois sûrs et bien rémunérés, une protection sociale, le respect des droits des travailleurs et le dialogue social ? Il faut noter que l'Accord de Paris sur le climat et l'*Agenda 2030* indiquent que ces objectifs peuvent uniquement être atteints si les syndicats collaborent intensivement à leur mise en œuvre.

Avec l'idée des transitions justes, les syndicats soutiennent un concept qui associe l'esprit et la stratégie d'une transformation socio-écologique selon le point de vue des employés. Il dessine un premier horizon commun pour les syndicats dans les prochaines années, offre des points de rattachement pour d'autres acteurs et demande très concrètement dans les processus individuels qui va payer pour la restructuration écologique. La politique environnementale et la politique sociale ne sont en fait pas en contradiction, mais peuvent se renforcer mutuellement. L'objectif de toutes les mesures doit être de baisser les émissions, de réduire les inégalités et la pauvreté, et de créer du travail décent. Les processus de transformation concrets, généralement locaux, comprennent eux des objectifs contradictoires

massifs : de nombreux employés ont fait l'expérience et subi le fait que les différents changements structurels des quatre dernières décennies ont souvent été mis en place sans qu'ils aient eu leur mot à dire et à l'encontre de leurs intérêts économiques et souvent existentiels. Les emplois dans les industries fossiles nuisent certes au climat et ne sont pas porteurs d'avenir, mais ils assurent ici et aujourd'hui un salaire à de nombreuses personnes. Des transitions justes doivent par conséquent être assurées : la protection des emplois uniquement dans les secteurs qui encouragent la transformation en économies pauvres en émission et une aide directe et tangible pour toutes celles et ceux qui sont directement touchés par le changement structurel. Ceci comprend la recherche et l'évaluation précoce des conséquences sociales et ayant un impact sur l'emploi des processus de transformation, ainsi que les mesures pour l'éducation et pour l'emploi, et la réduction des systèmes de protection sociale.

Comme aucun autre acteur, les syndicats puissants peuvent mettre les ressources de pouvoir les plus diverses au service d'une transformation socio-écologique : sur le lieu de travail, comme mouvement ouvrier organisé, en tant que représentant des intérêts dans les structures de l'État, et en tant que partenaire dans de larges alliances sociales.

Mouvements sociaux : « accélérateur de particules »

Les mouvements de protestation et sociaux ont gagné en importance au cours des dernières dix années. Rien qu'entre 2006 et 2013, selon une étude de la Fondation Friedrich-Ebert, il y a eu plus de 800 mouvements de protestation dans près de 90 pays. Avec le mouvement Occupy, 1 400 camps ont été créés en quelques semaines dans les métropoles de ce monde. En plus de l'occupation des parcs par Occupy et du printemps arabe, il y a également eu de nombreuses émeutes de la faim, des grèves, des conflits au sein d'entreprises et des agitations urbaines. Des hackers et des informateurs ont eu accès

à de nombreuses données et ont garanti, comme dans le cas de la NSA ou des *Panama Papers* plus de transparence dans les activités généralement secrètes des gouvernements, des entreprises et des acteurs du marché financier.

Même si les déclencheurs locaux concrets des actions de protestation étaient très différents, les exigences des différents mouvements se concentraient généralement sur la justice économique, « la démocratie réelle » ainsi que les droits. Ils se sont ainsi dirigés contre l'érosion des fondements élémentaires du quotidien social et le découplage de l'économie des besoins de grandes parties des sociétés. Qu'il s'agisse de la Tunisie, du Brésil, de l'Espagne ou de la France, la « révolte des qualifiés » (Wolfgang Kraushaar), notamment des jeunes appartenant aux classes moyennes, s'était dressée contre le manque de perspective. Dans beaucoup de pays d'Afrique et de nombreuses villes du monde entier, les « *service delivery protests* », ou manifestations contre les mauvaises prestations de service, sont à l'ordre du jour dans la lutte pour les logements, les transports, l'énergie, l'électricité et l'alimentation à des prix abordables.

Les mouvements de femmes ont été des acteurs clés dans de nombreux conflits locaux et nationaux au cours des dernières années. Et ce, alors que les réalités de vie des femmes sont aussi diverses que les marges de manœuvre politiques, économiques, sociales et culturelles dans lesquelles intervient la politique de la femme et auxquelles réagissent les mouvements féministes. Dans les pays développés, la politique de la femme s'est longtemps concentrée davantage sur la réalisation des droits civils, la rupture avec les attributions de rôles, la mise en place de l'égalité dans la représentation au sein du monde du travail et de la politique, du choix professionnel et des salaires. Dans les pays du Sud, les droits à la sécurité humaine sont souvent au premier plan : l'absence de peur et de pénurie ainsi que la liberté de vivre dignement. Il s'agit ici tout simplement de la mise en œuvre des droits de l'homme, comme le droit à l'éducation et au travail, l'absence de discrimination ou le droit à la liberté et à la sécu-

rité personnelle. De même, la lutte pour la justice mondiale et les positions féministes dans les questions politico-économiques a avant tout été menée par des intellectuelles féministes et les mouvements populaires du Sud global. Depuis longtemps déjà, ils débattent de sujets comme l'eau, la santé, l'éducation et la sécurité ainsi que de la privatisation des biens publics. De nombreuses approches innovantes, stratégiques et politico-organisationnelle sont vu le jour ici. Depuis quelques années, les thèmes tels que la violence sexuelle, le sexisme, et les questions de justice sociale, sont également placés au cœur des discussions par les mouvements de femmes dans les pays développés; ils se servent aussi beaucoup des nouveaux médias et entretiennent des relations étroites avec d'autres mouvements sociaux.

Il est possible, à partir de ces différents mouvements sociaux, de déterminer un autre état d'esprit global. Puisque d'autres maillons de l'articulation de la chaîne sont bloqués (voire n'existent même pas), les protestations, aussi différentes qu'elles étaient, exprimaient un malaise dans la société. Qu'il soit question des Indignés, des Occupy, des militants du parc Gezi, du mouvement Y'en a marre au Sénégal ou de nombreux autres, tous ont montré que la politique et les institutions dans de nombreux pays se sont blindées contre les peurs et les besoins des citoyens. Les protestations regroupaient à la fois la critique des fléaux sociaux ainsi que la critique contre les styles de gouvernement toujours plus autoritaires, que ce soit sous forme de régime de modernisation corrompu ou d'une gestion de crise en grande partie soustraite au contrôle démocratique en Europe. Cet engagement, pour la plupart des jeunes, n'est pas une évidence, dans la mesure où la génération actuelle se retrouve elle-même face à un avenir empreint d'incertitudes. Mais elle souhaite aussi dépasser le sarcasme des désillusionnés et demande plus que des options privées et surtout très limitées. Selon Claus Leggewie, «c'est moins le principe de démocratie qui est controversé que sa pratique quotidienne qui est décevante».

D'un point de vue superficiel, de nombreuses protestations ne se sont pas soldées par un succès en termes de résultats, c'est pourquoi elles sont souvent dénoncées comme un folklore politique et des rechutes socio-romantiques. Sur la durée, toutefois, des résultats deviennent visibles : sous le slogan «Un autre monde est possible», grâce aux mouvements sociaux et dans des endroits comme le Forum social mondial, les premières fissures sont apparues dans le mythe de l'inévitabilité selon lequel il est aujourd'hui quasiment impossible de penser l'idée d'une autre société. Beaucoup de ce qui a été formulé ici comme règle de freinage pour les marchés financiers internationaux se retrouve aujourd'hui sur les tables des ministres.

Les protestations ont changé les discours politiques, et des thèmes tels que l'inégalité, revenus au centre du débat social, ont établi de nouvelles forces sociales et de nouveaux partis. Et ce qui est plus important encore, elles offrent à de nombreuses personnes que les organisations traditionnelles ne peuvent plus atteindre une patrie politique dans laquelle elles peuvent soulever des questions, comprendre les processus politiques, développer des positions et se mettre en réseau. En effet, dans de nombreux mouvements sociaux et ONG, les personnes sont informées au-delà des formules politiciennes, avec une volonté d'éclaircissement quasiment encyclopédique, sur des thèmes politiques et économiques, complexes et elles peuvent en discuter. Les mouvements sociaux plus importants donnent souvent un nouvel élan à de nombreuses activités municipales et de voisinage. Car, à la différence des protestations de sommet dans les années 1990 contre le FMI, l'OMC et la Banque mondiale, les mouvements sociaux sont aujourd'hui plus étroitement impliqués dans les conflits locaux. Dans de nombreux pays, sous le regard des médias publics, les protestations pénètrent dans le quotidien des gens, et de nombreux micromouvements voient le jour. Souvent, les mouvements sociaux sont considérés par l'individu comme une sorte d'« accélérateur de particules » qui transmet l'inspiration et la motivation politiques. C'est également la raison pour laquelle ils restent

des alliés importants pour une transformation socio-écologique et la « démocratisation de la démocratie » (Hartmut Rosa).

4.4 Questions d'État

Même si des réprimandes envers l'État et le scepticisme face au pouvoir sont aujourd'hui presque toujours au programme du jour dans de nombreuses initiatives progressistes, sans l'État rien n'ira. Une transformation socio-écologique et une société dynamique, ciblée sur le bien-être de la communauté, ont besoin de l'État en tant que partenaire. Durant le boom de la mondialisation dans les années 1990, l'État a été discrédité d'une manière générale, et des processus mondiaux contre le « fléau » que représente l'État ont été mis en place. Cependant, durant ces dernières années, on observe effectivement une renaissance de l'État: il apparaît toutefois moins comme un concepteur actif de l'environnement structurel pour une transformation, mais avant tout comme un gestionnaire de crise, un stabilisateur et un gardien là où les marchés échouent. Et la politique de la souveraineté classique retrouvée – qu'il s'agisse de sécurité (aux frontières), de politique économique ou de coopération au niveau des institutions internationales – se limite généralement à une action nationale, voire nationaliste, et laisse de côté les questions d'une gouvernance mondiale (*Global Governance*).

L'État est toujours une synthèse des rapports de force sociaux. Souvent, il affronte les mouvements progressistes comme l'allié répressif d'une élite économique et politique, et assure des rapports d'exploitation des employés, restreint les droits ou entrave le travail politique. Dans les cas extrêmes, l'État et notamment ses ressources deviennent la proie de ces élites. Contrairement au temps de l'État providence, de nombreuses personnes, même dans les pays développés, considèrent aujourd'hui l'État comme une institution éloignée d'eux, voire ennemie, dont on ne peut pas espérer d'amélioration.

Pour les partis sociaux-démocrates, progressistes et socialistes, le rapport entre l'État, la société et l'économie est depuis toujours une question clé qui se présente de façon différente selon les pays et les époques. Leur politique se concentrait dans le passé sur la démocratisation de l'État et sa domination: un État actif représentait pour eux l'espoir d'imposer la démocratie sociale dans les différents domaines de la société, et même dans le domaine économique. L'État est ainsi devenu un instrument de réforme central grâce auquel il était possible de réguler, de donner de nouvelles impulsions, de redistribuer et de lancer des innovations. Au cours des dernières décennies toutefois, l'enthousiasme en matière de réforme dans de nombreux pays est retombé, et son instrument de régulation a été réduit puis abandonné avec l'ouverture des marchés (financiers) et la mondialisation.

L'État en tant qu'« acteur »

C'est pourquoi aujourd'hui, deux questions s'imposent. Première: comment l'État peut-il devenir davantage un « acteur » (« *enabler* ») (Elinor Ostrom) pour le développement de différentes formes d'auto-organisation, d'autogestion et d'autonomisation des personnes dans les communautés et encourager de manière générale la capacité des sociétés à soutenir et faire progresser la transformation socio-écologique? Pour cela, les structures et les activités de l'État doivent être orientées de telle façon qu'elles encouragent et protègent les innovations socio-politiques et les intègrent pour le plus grand avantage de tous. Pour encourager les approches de bien commun, les institutions de l'État doivent d'abord se concentrer à différents niveaux pour mettre à disposition les « outils de développement » (l'infrastructure matérielle comme la technologie, le capital, le savoir, les espaces sociaux) pour les projets de bien commun. Si de nombreux laboratoires socio-économiques, dans lesquels il est possible de tester (et souvent aussi de rejeter) de nouvelles voies,

doivent par exemple être établis pour des secteurs importants pour le bien commun, l'approche souvent paternaliste des institutions de l'État doit faire place à une autre approche qui forge la base pour des coopérations, mais admet également des solutions diversifiées ciblées sur le bien commun – et les supporte. Durant la seconde étape, comme dans les autres processus d'innovation, les institutions publiques peuvent encourager de manière plus ciblée le changement structurel socio-écologique en mettant en valeur des approches de projet particulièrement réussies (par exemple par le biais des impôts) et en éliminant les obstacles structurels. Ainsi, ils créent des élans et une sécurité pour les acteurs de l'intérêt général. Un État conçu dans cet esprit ne doit toutefois pas seulement accepter et renforcer des impulsions venant « d'en bas », mais également voir les choses « d'en haut », c'est-à-dire les observer systématiquement.

Gouverner au-delà de l'État-nation

La deuxième question est donc la suivante : comment les institutions de l'État peuvent-elles être mises dans un état tel qu'elles seraient à nouveau en mesure de dompter et réguler ? C'est-à-dire garantir, par exemple, que les voies d'une transition juste tiennent également compte des perdants des processus de transformation ? Et permettre des marges de manœuvre pour de nouvelles approches économiques en réduisant la pression des marchés mondiaux ? Cela ne veut pas dire que l'État doit tout prendre en main. Mais la mission principale de l'action de l'État doit à nouveau être d'orienter l'économie sur les besoins de la société et de réguler les marchés (financiers). Même si cela semble pour l'instant complexe, peu concret et avant tout difficile à promouvoir, beaucoup de choses peuvent déjà être mises en œuvre au niveau régional et global. La tâche des partis sociaux-démocrates et socialistes est par conséquent plus que jamais de développer des idées de gouvernance allant au-delà de l'État-nation. Sans pour autant tomber dans un optimisme de contrôle naïf, les so-

ciaux-démocrates et les socialistes sont majoritairement d'avis que, premièrement, le cadre d'ordre global obligatoire et les réglementations s'y rapportant ont contribué à l'amélioration des relations entre les États ; deuxièmement, la coopération globale et régionale n'a pas entraîné plus mais plutôt moins de complexité (car la confiance ainsi créée diminue la complexité et l'incertitude, et regagne des marges de manœuvre) ; troisièmement, c'est pour cette raison que, même dans les situations difficiles, il faut forcer non pas une auto-limitation des règles globales mais le développement persistant de la *Global Governance*, qui reste jusqu'à présent très sélective. Malgré la crise de l'UE, le mauvais état de nombreuses autres alliances régionales et les séismes dans le système international, aujourd'hui encore la portée de la politique de l'État-nation est trop limitée pour surmonter les défis mondiaux. Contrairement à celles au niveau local ou national, les propositions de réforme au niveau international sont les moins concrètes et, même dans ces périodes de collaboration internationale, elles restent les plus difficiles à mettre en œuvre. Mais même si des succès rapides sont peu probables, la *Global Governance* reste le seul moyen pour atteindre un « internationalisme sain » (Boutros Boutros Ghali). C'est à une organisation internationale de partis sociaux-démocrates et socialistes de s'en occuper. Car l'histoire du développement de réseaux politiques efficaces et viables à la portée régionale et mondiale vient tout juste de commencer. Le Conseil de l'Agenda mondial pour la gouvernance globale a proposé par exemple des « modèles de polygouvernance » afin de combler les lacunes de la « gouvernance multiniveaux ». De tels modèles de partenariat et de collaboration, dans lesquels différents acteurs de la société et de l'état interagissent, peuvent aider à surmonter les déficits en matière d'information, compensent les intérêts divers et offrent une plateforme où la gouvernance et la coopération de l'État ne sont pas présentes.

Le bien commun a donc besoin d'institutions publiques fortes. Le renforcement compris comme il se doit d'un secteur ciblé sur le

bien commun se distingue par conséquent des stratégies conservatrices visant à demander un engagement social et à renforcer uniquement des associations de bénévoles et des organisations caritatives par la rhétorique pour saper ensuite encore plus l'État (providence). L'important pour les approches ciblées sur le bien commun est d'être plutôt des principes de l'État providence garantis par l'État, tels que les mécanismes de la solidarité, des perspectives d'éducation justes ou une vie culturelle publique.

Les membres d'une société comme nouveaux « pouvoir social » et l'État doivent être des partenaires pour le développement d'alternatives. Pour que ce partenariat puisse être une réussite, la relation entre les institutions de l'État et les citoyennes et citoyens actifs et leurs initiatives doit rester souple. Elle doit fournir l'espace pour apprendre les uns des autres, effectuer des corrections et saisir les initiatives. Cela suppose une compréhension de l'État qui voit les citoyennes et les citoyens non seulement comme des bénéficiaires passifs de services, mais également comme des membres « productifs » de la société. L'État lui-même doit donc devenir transparent et créer de nouvelles institutions participatives au-delà des élections et des référendums, non seulement pour favoriser l'échange grâce à des approches de transformation, mais également pour profiter de l'élan démocratique des projets et des initiatives, et pour renforcer la démocratie en général.

Il existe aujourd'hui déjà de nombreux exemples montrant comment des « mini-publics » orientent des décisions politiques au niveau local et national. Ils vont des « consultants » locaux (Claus Leggewie) en matière de transition énergétique et de transports publics, en passant par les « budgets participatifs », les « assemblées populaires » et les jurys de citoyens jusqu'à la célèbre « fourmilière » en Islande. C'est ici qu'en réponse à la perte de confiance dans la politique après la crise financière, environ un millier de citoyennes et de citoyens ont été choisis au hasard afin de présenter des suggestions pour la nouvelle constitution, qui ont ensuite été commentées par

l'utilisation systématique des nouveaux médias par une grande partie de la population. Il ne s'agit pas ici d'institutions concurrentielles pour les parlements et les magistrats : des institutions essentiellement locales peuvent ainsi se servir de la « sagesse du plus grand nombre » et encourager l'échange argumentatif, non seulement pour trouver des réponses appropriées et réalisables dans la pratique, mais également mener à un sentiment d'appartenance politique à une communauté ou à un voisinage – au-delà de la politique d'identité de droite. Dans de nombreux endroits dans le monde, il existe déjà beaucoup d'expériences démocratiques dans ce genre. Mais elles ne sont pas encore suffisamment prises au sérieux.

4.5 Machines

La communication et l'information sont décisives pour une transformation. L'accès doit donc être garanti partout, même dans les endroits où les barrières techniques, sociales ou culturelles l'empêchent encore. Le plan de construction du monde doit être ouvert à tous ceux qui souhaitent participer. Le développement technologique est une chance qui nous permet de prendre la plupart des choses nous-mêmes en main. Les innovations technologiques ont certes souvent deux faces, et l'envers du progrès qui va jusqu'à la « deuxième ère des machines » (Erik Brynjolfsson & Andrew McAfee) est bien connu : automatisation des travaux routiniers, aggravation de l'injustice, surveillance généralisée, violations de la vie privée et évaluation incertaine de l'impact technologique. Il ne faut donc pas être aveugle face aux innovations technologiques. Toutefois, l'interdiction de penser est tout aussi inutile puisqu'il s'agit de développer le potentiel social et démocratique de la technologie et d'en déterminer les conditions.

L'espoir est grand en ce qui concerne le développement et la dispersion des technologies de l'information. Les outils basés sur

Internet sont déjà pris en compte en dehors des cercles d'experts : par exemple l'impression en 3D, qui pourrait à l'avenir permettre une production locale de biens à n'importe quel endroit dans le monde, ou les MOOC (*Massive Open Online Courses*), grâce auxquels chacun peut configurer son propre environnement d'apprentissage et de formation, et l'enseignement être démocratisé. Dans le Sud global notamment, les technologies accessibles à bon nombre de personnes et adaptées aux besoins locaux peuvent contribuer à résoudre les problèmes de développement. De telles technologies adaptées doivent être des systèmes préservant les ressources, durables, flexibles et ouverts, et ils doivent pouvoir être entretenus et contrôlés au niveau local. Toutefois, la condition est que le plus de personnes possibles n'aient pas uniquement accès aux technologies (de l'information), mais que de nouveaux développements socio-économiques soient amorcés dont tous pourraient profiter.

Les résultats du *Rapport de Développement Mondial* de la Banque mondiale concernant le thème des « *Digital Dividends* » restent ambivalents : deux tiers de la population mondiale ont certes aujourd'hui accès aux technologies de communication modernes, et il existe plus de ménages avec des téléphones mobiles qu'avec de l'eau potable et de l'électricité. Cependant, les dividendes digitaux, c'est-à-dire les succès de développement pertinents, restent rares. En effet, la réussite sociale de l'utilisation de la technologie dépend aussi des conditions-cadres, à savoir si la recherche décentralisée est encouragée, si un minimum de capital d'investissement est disponible, si un savoir en matière de production et d'organisation est transmis et si tout simplement l'éducation de base est améliorée (presque 800 millions de personnes sont analphabètes, deux tiers d'entre elles sont des femmes). Il dépend donc de la configuration de l'accès et des conditions-cadres si de nombreuses « technologies par le bas », qui ont déjà été développées et utilisées, peuvent réussir à long terme.

La gauche politique doit par conséquent être moins réservée face à la technologie et réfléchir plus à sa dimension sociale. La tech-

nologie n'est pas une force autonome, elle est développée et mise en place par des hommes. Les mêmes questions que dans les autres domaines se posent ici : qui a accès à la technologie ? Quels besoins et les besoins de qui, surtout dans le contexte des genres, sont-ils satisfaits par la technologie ? Et qui a le droit d'en décider ? La technologie peut cimenter la domination et la maximisation des gains ou faciliter le travail, la vie et la participation des personnes. En bref : le fait que le « capitalisme des machines » (Dietmar Dath) n'ait pas véritablement la cote n'est pas la faute des machines. C'est pourquoi le débat doit être porté hors des cercles jusqu'à présent plutôt fermés des gouvernements et de l'économie vers la société, car c'est là qu'est sa place. Pour cela, il est nécessaire de créer plus de lieux où la mentalité socio-politique rencontre la « mentalité de garage » technologique ; des endroits où la technologie est ciblée sur les besoins des êtres humains, où le côté utilitaire des choses est mis en avant, où les ingénieurs et les développeurs peuvent être trouvés (et payés) pour des projets technologiques sensés et où des conditions de production alternatives peuvent se développer.



5 Hot spots

Sans cette interaction de personnes qui peuvent évoluer librement, avec des acteurs forts, comme les partis, les syndicats et les mouvements sociaux, les (nouvelles) entreprises avec leurs chefs qui soutiennent la transformation, la technologie pertinente pour la société et un État qui donne les bonnes incitations et impulsions pour réguler – sans cette interaction, les tâches à venir ne seront pas réalisables. Car la gamme des défis est large : elle va de la sécurité alimentaire, de l'inclusion sociale, de l'avenir du travail, de la santé, de la migration et de l'égalité des sexes à la mise en place d'institutions locales et nationales, de structures de gouvernance et de sécurité régionales et globales, en passant par la modification des infrastructures, la protection de l'environnement, des mers et du climat, la régulation des marchés financiers, le commerce international et les investissements. Par ailleurs, quasiment chaque changement touche à d'immenses intérêts économiques et géopolitiques, se heurte à des systèmes culturels historiques et renferme des risques sociaux. Et aucun aspect ne peut être considéré de manière isolée. Avec ses 17 objectifs et 169 sous-objectifs, l'*Agenda 2030* décrit bien l'ampleur de la tâche à accomplir.

Bien sûr, tout est important. Mais les socialistes et les sociaux-démocrates au sein de l'Alliance progressiste devront unir leurs forces et se concentrer d'abord sur des projets choisis. Les critères pour le choix des projets clés sont nombreux : 1. Ils sont particulièrement

importants et urgents pour la transformation et créent des marges de manœuvre pour des développements futurs. 2. Ils contribuent au renouveau de la démocratie. 3. Ils « font bouger » nos sociétés et nos partis. 4. Ils contribuent à instaurer la confiance au sein et entre les sociétés. 5. Ils accentuent les valeurs fondamentales social-démocrates et socialistes. 6. Une entente internationale est décisive pour leur mise en œuvre.

Les quatre thèmes centraux pour la politique social-démocrate, socialiste et progressiste dans ces projets sont donc :

- **Application de la justice :** au lieu de se pencher, comme les approches conservatrices, seulement partiellement et moralement sur la question sociale, les partis progressistes, sociaux-démocrates et socialistes construiront une « solidarité organique », c'est-à-dire ancreront en point essentiel de leur politique la justice sociale à travers tous les domaines politiques – économie, sécurité, climat et environnement, technologie, éducation et santé.
- **Développement de la confiance :** les sociaux-démocrates et les socialistes s'occuperont avant tout, aussi fastidieux que ce soit, du développement de la confiance entre et au sein des sociétés, des communes ou au niveau national. Cela signifie établir et renforcer une confiance politique et sociale, et éviter l'érosion de la confiance. Pour ce faire, nous encourageons l'intérêt général – les intérêts particuliers, qu'ils soient de nature religieuse, ethnique ou économique, ne seront pas servis. Et pour finir, nous misons sur la démocratie sociale, le discours politique et la résolution civile des conflits. Avec nous, pas de cloisonnement politique ni de solutions autoritaires. La confiance est la base des actions politiques et sociales, elle est

le « contrat de sécurité », à la fois véritable et réciproque, ainsi que la condition préalable pour la coopération.

- **Renouvellement de la démocratie :** pour les socialistes et les sociaux-démocrates, la démocratie n'est pas seulement une forme de représentation, mais aussi une ressource pour l'innovation politique, économique et sociétale. Dans cette « démocratie productive » (Joel Rogers), les êtres humains et leurs capacités sont l'élément essentiel. Un État structurant et des entreprises structurantes doivent créer des possibilités de participation et de contribution.
- **Dépassement des contradictions :** les sociaux-démocrates et les socialistes abandonnent la pensée étroite, où chacun ne voit que son propre secteur, son propre succès et défend son territoire. Les sociétés modernes et la politique internationale sont complexes. On ne surmonte pas leurs contradictions en les masquant, mais en y faisant face. Nous pensons aux contradictions et nous essayons de les réduire voire de les dissoudre non seulement de manière pragmatique, mais aussi grâce à une idée de l'avenir. La capacité de coopération (malgré les efforts nationalistes) reste la ressource du pouvoir moderne et offre de la marge de manœuvre. Ceci est valable pour la capacité d'union et l'action coopérative au sein d'une société, pour la politique internationale et entre les niveaux politiques. C'est pourquoi nous nous concentrons sur la création et le renforcement d'institutions coopératives et inclusives.

5.1 L'adieu au pétrole – pour une transformation juste et globale du secteur de l'énergie

La politique énergétique montre plus que tout autre secteur politique la complexité et la nécessité d'une transformation et ce qu'elle doit fournir ; elle ne peut réussir que si de nombreux acteurs et niveaux politiques sont réunis. Avec l'Accord de Paris sur le climat et l'*Agenda 2030 pour le Développement durable*, les conditions-cadres sont actuellement plus favorables que jamais pour faire avancer une transformation énergétique juste et globale.

Sans un approvisionnement en énergie sûr, fiable et abordable, une vie moderne est impensable. De nombreuses conditions au développement humain, comme l'alimentation, la santé, l'éducation, les transports, la production et la communication, dépendent de la quantité suffisante d'énergie à disposition. Aujourd'hui encore, en particulier dans les régions rurales, 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à un approvisionnement de base en électricité, et 2,9 milliards sont dépendantes de la biomasse traditionnelle (bois en particulier). L'accès à l'énergie reste une condition fondamentale pour sortir de l'extrême pauvreté et pour la justice (globale).

Parallèlement, avec l'urbanisation et l'exploitation des sols, les systèmes énergétiques sont l'un des trois champs de transformation globaux les plus importants pour une protection du climat réussie. En effet, le secteur de l'énergie est responsable des deux tiers environ de toutes les émissions de gaz à effet de serre. Si la limitation du réchauffement planétaire global doit rester en dessous de deux degrés, une action rapide est alors requise, car le potentiel de CO₂ des réserves encore existantes de combustibles fossiles correspond environ au quintuple de ce que nous pouvons encore consommer. C'est pourquoi la protection du climat est le « facteur définissant » des systèmes énergétiques du futur dans le monde. Cependant, comme

l'économie énergétique traditionnelle appartient aux branches les plus rentables de l'économie globale, des actifs conséquents sont en jeu. La résistance de cette branche très concentrée sera donc d'autant plus tenace. Ses grandes entreprises privées et publiques possèdent une forte influence économique et politique, et sont également d'importants employeurs. Le passage à un mode de vie moins intense en énergie dans de nombreux pays développés sera tout aussi difficile. Leurs styles de consommation gourmands en énergie et leur véritable gaspillage d'énergie contrastent fortement avec la pauvreté énergétique de certains pays en développement. Les vingt millions de New-Yorkais ont consommé en 2010 autant d'électricité que les 790 millions de personnes en Afrique subsaharienne. Parallèlement, la soif d'énergie des pays industrialisés détruit d'importants moyens d'existence dans les pays en développement, qui souffrent des conséquences sociales et écologiques de l'extraction énergétique dans leurs pays.

Les solutions transformatives doivent simultanément tenir compte d'objectifs complètement différents et à première vue contradictoires : la diminution des émissions de gaz à effet de serre, un approvisionnement garanti en énergie, la lutte contre la pauvreté énergétique, ainsi que des solutions transitoires justes et inclusives pour les employés touchés par le changement.

Le premier pas est fait

Bonne nouvelle : la fin de l'ère fossile est annoncée. La preuve n'en est pas uniquement la ratification, à la Conférence de Paris sur le climat et au sommet du G7 à Elmau, de l'accord des grands pays industrialisés pour décarboner entièrement leurs économies nationales d'ici à 2100. Les objectifs de l'*Agenda 2030* présupposent aussi la réussite du changement énergétique global. De fait, ce dernier est déjà devenu réalité dans de nombreux pays : en mesurant la capacité de production des centrales et les investissements totaux, on a constaté

que 2013 fut la première année où les installations énergétiques régénératives furent plus nombreuses à être construites que les centrales à charbon, à gaz ou nucléaires. Même en Chine, l'utilisation du charbon est en baisse. Les coûts pour la production d'électricité à partir de l'énergie solaire ont beaucoup diminué; dans certaines régions le photovoltaïque est déjà aujourd'hui la forme la moins chère de production d'électricité, et son rendement a été multiplié par plus de 50 au cours des dix dernières années au niveau mondial. L'importance des énergies renouvelables augmente également dans les domaines de la chaleur et de la mobilité. Par ailleurs, les grands fournisseurs d'énergie ont perdu leur oligopole sur beaucoup de marchés d'énergies renouvelables au profit de nombreux petits fournisseurs, comme les communes, les agriculteurs et les foyers privés. Les autres avantages des énergies renouvelables, souvent utilisables de manière décentralisée, sont l'autonomie, une alimentation en énergie plus stable ainsi que la participation sociétale. Si les coûts de production devaient continuer à baisser et les conditions techniques pour un approvisionnement en énergie à s'améliorer, ceci pourrait également fortement contribuer à supprimer la pauvreté énergétique dans de nombreuses régions ensoleillées du monde. De grands investisseurs institutionnels, comme les assurances, les fonds souverains, les caisses de retraite et les fondations, ont déjà réagi à la modification des conditions-cadres, et certains ont entièrement retiré leurs investissements des grandes entreprises de charbon, gaz et pétrole. De nombreux pays, communes et villes, soutenus par les entreprises, les mouvements sociaux et les ONG, ont déjà opté pour un avenir « 100 % renouvelable », et l'ont même partiellement déjà atteint. Ces dernières années, un mouvement s'est formé par le bas, qui a le potentiel de changer de manière durable les structures économiques.

D'après les calculs d'organisations internationales de protection de l'environnement, les systèmes énergétiques mondiaux pourront même, dans des conditions favorables, être transformés pour utiliser des énergies renouvelables sans majoration de coûts

jusqu'en 2050. Toutefois, le chemin pour y arriver est encore long. Le changement ne fonctionne qu'avec des systèmes énergétiques renouvelables, efficaces, décentralisés, soutenus par le numérique, organisés de manière participative et universellement utilisables. Cela signifie que les systèmes de production doivent être adaptés, d'énormes modifications d'infrastructures doivent être appliquées, d'autres innovations de produits doivent être créées, des relations industrielles et des comportements de consommation doivent être modifiés, et la coopération doit être intensifiée au niveau global. Il ne suffira donc pas de passer d'une source d'énergie à l'autre. Un changement énergétique requiert le changement des rapports de force et des habitudes sociétales actuels, et c'est seulement ainsi que nous pourrions formuler des réponses aux questions suivantes : comment produire de l'énergie ? À qui appartient-elle ? Comment l'utiliser ? Il nous faudra :

- **Un cadre réglementaire stable :** il faut sans aucun doute investir massivement dans les énergies renouvelables, l'efficacité de l'énergie et la numérisation des systèmes énergétiques. Les coûts de démarrage élevés de la nouvelle infrastructure ne pourront pas être assumés sans l'économie privée. Une telle poussée d'investissement doit avant tout venir des pays industrialisés, de manière complète et rapide, mais les pays en développement doivent également se fixer des objectifs ambitieux et formuler des stratégies énergétiques à long terme. Dans les pays en développement, notamment, où l'approvisionnement en énergie dépend souvent uniquement de l'État, le manque d'investissements est l'une des difficultés majeures pour un changement complet de politique énergétique. Mais les investissements présupposent, en particulier les investissements étrangers, la confiance dans des conditions-cadres stables. L'État doit donc créer un cadre réglementaire politique solide pour la construction de nouveaux systèmes éner-

gétiques – grâce à des attraits correspondants, la sécurité juridique, la minimisation des risques d'investissement, des lois sur la réinjection de courant et l'encouragement de coopératives énergétiques.

- **Justice énergétique:** nombreux sont ceux qui profiteront d'une transition vers des systèmes décentralisés, basés sur des énergies renouvelables. Toutefois, l'approvisionnement doit être fiable et abordable. Dans les pays en développement, il est fréquent que le prix de l'énergie (fossile) soit baissé grâce à des subventions, qui bénéficient surtout aux entreprises et aux privilégiés. Il est plus pertinent d'amortir socialement une éventuelle hausse des coûts énergétiques par un soutien direct. Avec la transition, les potentiels économiques doivent également être démontrés, ils consistent par exemple en de nouveaux emplois dans l'exploitation énergétique ou dans l'établissement de chaînes de valeur grâce à l'électrification des espaces ruraux. Une conception socialement acceptable de la politique énergétique comprend des concepts relatifs à la sécurité financière et professionnelle des employés du secteur de l'économie énergétique traditionnelle concernés. Les objectifs à long terme pour la politique climatique et énergétique sont donc toujours à associer à des objectifs politiques d'emploi, suivant le principe du travail décent.
- **Une « course au sommet »:** les pays en développement s'occuperont eux-mêmes de leur transition énergétique, mais ils doivent être soutenus par une coopération internationale et les pays riches. Ce soutien comprend des engagements financiers dans le cadre du financement international pour le développement et le climat, ainsi que la promotion d'investissements directs et de l'engagement de l'économie privée, le soutien technologique et l'aide pour la construction de ca-

pacités stratégiques. Les coopérations interentreprises et les partenariats de transformation entre les pays de niveaux de développement différents peuvent faire avancer la transition énergétique de manière ciblée. La collaboration internationale pour le développement doit être modifiée de manière conséquente afin de promouvoir un approvisionnement énergétique à partir des sources renouvelables. Un rôle important pour le financement des nouvelles structures incombe aux banques multilatérales de développement, ainsi qu'à l'OMC et à la CNUCED, au regard des questions commerciales, des droits de propriété et des investissements. Des programmes régionaux ambitieux, comme l'Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables, montrent que les coopérations régionales sont des éléments importants d'une transition énergétique mondiale. Dans les forums internationaux comme l'IRENA et l'UNEP, ainsi que dans les divers conseils pour l'application des objectifs de durabilité, les meilleures pratiques pour la réalisation de la transition énergétique doivent être échangées afin d'offrir une orientation aux politiques énergétiques nationales.

- **L'énergie d'en bas:** les transitions énergétiques ne se font pas d'elles-mêmes. Les éléments décisifs pour la réussite d'une transformation de la politique énergétique sont une pression pour le changement venant des sociétés, ainsi que la volonté d'acceptation du changement par la population et la connaissance de systèmes énergétiques alternatifs. Les villes et les communes sont les lieux concrets de cette transformation. Les solutions locales seront, en raison des différentes conditions de départ, sûrement très diversifiées. Dans les systèmes énergétiques décentralisés, de plus en plus de personnes sont simultanément consommatrices et productrices d'énergie: cela offre des possibilités de discours locaux sur l'avenir éner-

gétique avec une étroite intégration de la population dans la planification, les processus décisionnels et la mise en pratique. La participation n'est pas seulement demandée quant à la « créativité du grand nombre », mais aussi pour la résolution des conflits et l'équilibre des intérêts, car de telles transformations complexes renferment de nombreuses causes de conflits. Grâce à des campagnes de désinvestissement, comme la Campagne Zéro Fossile, qui existe aujourd'hui dans 60 pays, on peut continuer de travailler de manière ascendante afin de rendre moins lucratives les politiques d'entreprises nuisibles au climat, ou au moins de diminuer leurs investissements dans cette branche, ou de les présenter comme scandaleux.

5.2 Money, money...

Tous les voyants sont dans le rouge

Si l'on veut un développement économique durable, renforcer la confiance vis-à-vis des institutions politiques et au sein des sociétés, supprimer les inégalités et replacer les besoins de l'individu au cœur des processus économiques, alors l'encadrement politique des marchés financiers doit figurer en première place sur la liste des priorités.

La crise de 2008 a en effet provoqué d'immenses dégâts économiques, politiques et psychologiques. Les gouvernements européens à eux seuls ont reçu 1,6 billion d'euros pour le sauvetage du secteur bancaire. Au niveau mondial, les États ont investi 2 000 milliards de dollars US dans des plans de relance afin d'amortir le choc conjoncturel. Des économies entières se sont effondrées, et la pauvreté et la faim ont augmenté une fois de plus. La crise a mis une chose en évidence : la politique ne contrôle plus les modèles économiques à haut risque de l'industrie financière, de plus en plus opaques et complexes (et ne souhaite pas en reprendre le contrôle). La confiance en la capacité de gestion des politiques a disparu. La mentalité d'en-

richissement de nombreuses élites économiques en charge des responsabilités a affecté le sentiment d'équité d'une grande partie de la population : leurs banques ont été sauvées de la faillite avec l'argent public, mettant ainsi fin au principe de responsabilité, pilier fondamental de l'économie de marché. La privatisation des gains et la collectivisation des pertes n'auront encore jamais été aussi flagrantes que durant la crise financière. Par ailleurs, le mode de fonctionnement et le caractère d'un système aussi central pour le développement d'une société auront rarement été aussi clairement contraires aux intérêts de l'écrasante majorité des sociétés que l'a été l'organisation des marchés financiers.

Le secteur bancaire et financier se trouve également au cœur de la fraude fiscale internationale. Les pertes de recettes dues à l'évasion fiscale se chiffrent à 240 milliards de dollars US selon les estimations conservatrices de l'OCDE. Cela touche de plein fouet tout particulièrement les pays du Sud global ayant un produit intérieur brut inférieur, et ce, d'autant plus qu'ils sont davantage tributaires des revenus de l'impôt sur les bénéfices des grands groupes que les pays du Nord car ce sont là les seules ressources fiscales dont ils disposent. Selon des estimations, les répercussions sur les finances publiques dans les pays en développement seraient deux à trois fois plus importantes que dans les pays de l'OCDE. À cela s'ajoute l'évasion fiscale offshore des élites économiques et politiques, qui représente des sommes considérables échappant ainsi aux pays du Sud global (évasion qui par ailleurs profite bien souvent aux pays du Nord). Près d'un tiers du patrimoine des Africains fortunés (soit près de 500 milliards de dollars US) est placé dans des paradis fiscaux. Selon le Panel Mbeki de l'Union africaine, les pays du Sud global perdent près d'un dollar en fuite de capitaux pour chaque dollar perçu sous forme d'aides publiques au développement, d'investissements ou encore de versements de fonds de migrants. Les causes sont multiples : souvent, ces pays ne disposent pas d'un système fiscal performant, leurs administrations fiscales sont mal équipées, les élites corrompues investissent

des fonds publics détournés à l'étranger dans des centres financiers offshore, les investisseurs étrangers bénéficient d'avantages fiscaux durant de nombreuses années ou s'arrangent pour ne pas s'acquitter de l'impôt en usant de stratagèmes divers pour délocaliser leurs bénéfices dans les pays où le taux d'imposition est moindre. Les pays en développement n'ont généralement pas accès aux données bancaires de leurs ressortissants dans les pays de l'OCDE.

Aucun inversement de tendance ne semble se dessiner, pas même après les discussions relatives aux pratiques commerciales dans les « zones rouges du capital ». En 2014, les investissements des entreprises dans les paradis fiscaux ont été quatre fois supérieurs à ceux enregistrés en 2001. Neuf grands groupes internationaux sur dix dans le monde ont au moins une société offshore.

Des réformes insuffisantes

Depuis la crise financière de 2008, une série de réformes a dans un premier temps suscité l'espoir, notamment les décisions prises au sein du G20 en 2008 et 2009. Aucun acteur, aucun produit et aucun marché ne devait être épargné et ne devait rester sans réglementation ni surveillance. L'UE a elle aussi réagi, notamment par la révision du règlement sur les agences de notation et la directive sur la transparence, avec des tests de résistance bancaire et la mise en œuvre des accords de Bâle III visant à réglementer les marchés financiers. Tout cela n'a toutefois pas encore porté ses fruits sur le plan politique. Une nouvelle culture bancaire, axée sur la durabilité et le soutien de l'économie réelle, reste encore à venir. Après dix années de crise, de *bail-out* et de réformes, le système financier mondial reste dangereux et présente toujours des dysfonctionnements. Il se caractérise encore et toujours par la maximisation des profits à court terme et l'ignorance des risques. Les banques continuent à financer leurs transactions à long terme avec des crédits à court terme. Seuls 26% servent réellement aux opérations de crédit classiques, le principal poste du

bilan restant toujours les produits dérivés. Même après les accords de Bâle III, le montant du capital propre obligatoire est encore trop faible pour que les banques soient en mesure d'assumer leurs responsabilités en cas de crise et d'éviter une nouvelle fois d'avoir à solliciter le contribuable. Deux autres ombres au tableau des réformes des marchés financiers sont source de grand danger : le secteur bancaire fantôme et les banques « *too big to fail* » (banques du système n'étant jusqu'ici pas réglementées) font peser un risque sur les États, les rendant vulnérables au chantage.

La plupart des pratiques à risques ayant entraîné une crise financière étaient légales. Même après les réformes, la marge de manœuvre reste trop grande. Au cours des prochaines années, il est par conséquent essentiel que la politique social-démocrate, socialiste et progressiste ait pour but de rendre le secteur financier plus démocratique, de le cantonner au rôle de prestataire de service qui devrait être le sien, et de parvenir à réglementer et développer le secteur bancaire de manière à ce qu'il ne constitue plus un risque permanent pour l'économie dans sa globalité et pour les sociétés :

- **Dompter et transformer les marchés financiers** : pas de « nouveau Lehman » – tous les grands pays étaient unanimes sur ce point. Toutefois, plus le souvenir de la crise et de ses causes s'estompe, plus la volonté de changer le système faiblit, entraînant un durcissement de la résistance opposée par les acteurs des marchés financiers et le recul des acteurs politiques. Les sociaux-démocrates et les socialistes doivent par conséquent avoir pour premier objectif de dompter les marchés financiers. Pour cela, une réglementation plus sévère du système bancaire fantôme est nécessaire afin d'éviter le transfert des transactions bancaires dans des zones non réglementées. Il faut également rompre avec la responsabilité de l'État, un système bancaire différencié qui fonctionne, interdire les transactions à risques et la spéculation sur les matières premières

agricoles et énergétiques, réglementer les transactions à haute fréquence, réformer les modèles commerciaux des agences de notation et, enfin, étendre la surveillance de manière drastique. Une chose doit être très claire : quiconque est impliqué dans le blanchiment d'argent ou la fraude fiscale devra s'attendre à des sanctions pénales. Les établissements financiers susceptibles d'entraîner des économies entières dans des difficultés majeures en cas de crise doivent plus particulièrement se voir imposer des exigences nettement supérieures et de meilleure qualité concernant les fonds propres. La taxe sur les transactions financières décidée à maintes reprises sur le plan politique doit être mise en œuvre une bonne fois pour toutes (dans la zone euro tout du moins).

- **Tax it!** Une politique fiscale d'encadrement et un système fiscal efficace sont à bien des égards essentiels pour opérer la transformation nécessaire : les moyens financiers requis peuvent être mobilisés, et ce système fiscal nous permettra de répartir la distribution des revenus et des richesses plus équitablement au sein de la société. Les impôts permettent de promouvoir des projets souhaités sur le plan politique, d'augmenter le coût des activités indésirables et d'orienter les décisions en matière de consommation et de production. Enfin, nous pouvons concevoir le système fiscal de manière à permettre un plus grand contrôle démocratique et à renforcer l'État de droit, car les contribuables peuvent exiger que des comptes leur soient rendus sur l'utilisation de leurs impôts. La mise en place d'un système fiscal au niveau national est par conséquent primordiale, notamment dans les pays en développement, et l'entraide pour y parvenir est essentielle. Mais cela ne suffit pas : nous devons également améliorer la coopération internationale sur les questions fiscales car l'économie est depuis longtemps devenue globale.

Les mesures décidées dans le cadre du G20, de l'UE et de l'OCDE afin d'endiguer les pratiques illégales de fraude fiscale, ainsi que l'évasion fiscale légale sur le plan juridique, montrent qu'un changement est possible également sur le plan international. Ces mesures portent notamment sur l'échange automatique d'informations sur les comptes bancaires entre les États, le plan d'action du G20 pour lutter contre la réduction et la délocalisation des bénéfices d'entreprises ou encore les prescriptions en matière de transparence de la directive européenne sur les fonds propres. D'autres mesures restent nécessaires. Les sociaux-démocrates et les socialistes s'engagent à mettre un terme à la course désastreuse du dumping fiscal en augmentant la transparence des incitations fiscales pour les multinationales et en proscrivant les pratiques fiscales dommageables. Ils s'engagent également à introduire des taux d'imposition minimaux effectifs pour les entreprises et les grands groupes internationaux reconnus sur le plan international depuis longtemps, à obliger les entreprises à publier des rapports publics par pays afin de permettre la traçabilité des impôts acquittés par les groupes, à supprimer systématiquement les paradis fiscaux, par exemple en comblant les lacunes en matière de droit pénal, tout particulièrement pour les banques et à isoler les paradis fiscaux du système financier international. L'important étant ici d'impliquer également les pays du Sud dans cette réglementation, idéalement dans le cadre d'une commission intergouvernementale qui siégerait aux Nations unies. Des accords de libre-échange modernes peuvent également servir à définir de manière contraignante des règles communes pour l'imposition des entreprises.

- **La banque au service du peuple :** les sociétés ne doivent pas tolérer que des systèmes précaires allant à l'encontre de l'intérêt de la grande majorité puissent se développer. Une chose est

claire : il est du devoir de l'État d'imposer des règles strictes. Mais il faut que le problème des marchés financiers ainsi que les mesures possibles pour y remédier soient compris par un plus grand nombre. La plupart des informations révélées au cours des dernières années sur les pratiques commerciales des banques et autres acteurs des marchés financiers l'ont été par des lanceurs d'alerte. La protection de ces informateurs doit par conséquent être améliorée. Et plus encore : nous avons besoin d'un travail pédagogique de la société et de campagnes d'éducation sur la politique financière pouvant par exemple être effectuée par les ONG, car la discussion sur les questions cruciales doit être alimentée : quelle est la place de la finance et des banques dans notre existence ? Comment les gens peuvent-ils retrouver confiance dans le secteur financier ? Quelles sont les alternatives ?

Parmi les alternatives, on compte bien sûr la banque coopérative, mais aussi de nouvelles tendances expérimentant des technologies très diverses (« *FinTechs* »). Certaines ont le potentiel de pouvoir s'établir à l'avenir comme un système financier et bancaire alternatif, avec notamment des technologies *blockchain* capables de garantir la sécurité des transactions dans quasiment tous les domaines de la banque et qui sont, qui plus est, plus transparentes, décentralisées et moins coûteuses. L'« *Internet of finance* » peut permettre de promouvoir les crédits *peer-to-peer* (octroi de crédits entre particuliers sans banque), la réalisation de marchés de crédit alternatifs ou la diffusion de crypto-devises. Des alternatives sont ainsi créées permettant de restreindre le système financier de nouveau à des fonctions de service : faciliter l'allocation, gérer les risques, financer les entreprises, permettre l'épargne et l'investissement.

5.3 Globalisation must work ! Imposer le travail décent dans le monde

La consolidation du travail décent dans le monde fait partie des tâches principales des partis sociaux-démocrates, progressistes et socialistes. Le travail est au cœur du développement humain, et chaque individu est associé au travail. Un travail décent permet de gagner sa vie, réduit les inégalités, promeut l'égalité des sexes et renforce les communautés, en reconnaissant également le travail à la maison, dans le domaine des soins et le bénévolat. Il encourage la créativité des personnes, leur permet de participer et leur donne un sentiment de valorisation. Un travail est décent, selon l'indicateur « Travail décent » de la Fédération des syndicats allemands (DGB), lorsqu'il satisfait les exigences des employés. Le travail décent est par là même un lieu concret de transformation. Mais le travail peut également signifier contrainte et stress, aller à l'encontre des droits de l'homme, être indigne et dangereux, exploiter, contribuer à l'inégalité et déstabiliser les familles et les communautés. Le travail doit donc être organisé de manière à faire progresser le développement humain et la transformation sociale et écologique.

Le monde précaire du travail

Depuis la crise de la finance et de l'économie, le développement auparavant positif de l'emploi s'est affaibli, et le chiffre de presque 30 millions de nouveaux chômeurs n'a pas pu être réduit depuis. Les statistiques officielles du marché du travail font état aujourd'hui d'environ 200 millions de chômeurs dans le monde. En ce qui concerne les tendances démographiques actuelles, chaque année environ 40 millions de personnes affluent à leur tour sur le marché du travail. Cela signifie que d'ici 2030, environ 420 millions de nouveaux emplois devront être créés. Ceux-ci dépendront, encore plus qu'actuellement, en grande partie du secteur tertiaire. Et dans de nombreuses régions

du monde, le potentiel n'est pas exploité : les femmes continuent à être sous-représentées sur les marchés officiels du travail, les jeunes sont plus touchés par le chômage, et malgré de grands progrès, les possibilités d'enseignement élémentaire font toujours défaut à de nombreux enfants et adolescents.

Quant à la qualité du travail, il devient clair que de nombreuses personnes sont encore très loin du travail décent. Et cela ne s'applique pas uniquement aux 21 millions de travailleuses et travailleurs forcés. Environ 830 millions de personnes sont des travailleurs pauvres, qui doivent vivre avec moins de deux dollars US par jour. Les femmes sont moins bien payées et assurées, et effectuent la plus grande partie du travail domestique non rémunéré. Dans les pays en développement en particulier, de nombreuses personnes travaillent dans le secteur informel, dans lequel la productivité est basse, les mauvaises conditions de travail prévalent, des salaires injustes sont payés et où les prestations de protection sociale manquent complètement. Seul un quart de la population mondiale dispose d'une protection sociale. 2,3 millions de personnes meurent chaque année au cours d'accidents de travail, et dans beaucoup de pays développés, le nombre de ceux qui ne sont plus aptes à travailler en raison de leur santé dépasse aujourd'hui le nombre des chômeurs. On empêche les syndicats de remédier aux abus : la moitié de l'ensemble des employés travaille dans des pays qui n'ont pas ratifié la convention 87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical. Les migrants illégaux, les travailleurs et travailleuses du sexe, et les employés de maison sont particulièrement exposés à la discrimination, l'exploitation et la violence.

Le monde du travail, tout nouveau, tout beau ?

L'internationalisation et la numérisation de l'économie resteront les tendances normatives des prochaines années et marqueront les marchés et le caractère du travail. Les développements sont ambivalents.

La mise en place de filières globales, les décisions de commerce et d'investissement au niveau mondial et la migration ont également contribué à une mondialisation du travail, alors que sa régularisation et sa protection sont organisées (si tant est) au niveau national. Environ un demi-milliard de personnes travaillent déjà dans des chaînes de création de valeurs mondiales. C'est ainsi que de nombreux emplois ont également été créés dans les pays en développement. Certains pays émergents ont réussi ces dernières années à se débarrasser de leur étiquette de pays à main-d'œuvre bon marché et à concurrencer les pays industrialisés développés avec du travail de qualité. Simultanément, la pression des marchés a souvent été transmise aux travailleuses et travailleurs, au détriment du salaire, de la sécurité au travail ou de l'assurance juridique et sociale. Dans le cadre de la mondialisation, les salaires et les normes du travail sont devenus des facteurs de la « concurrence des sites » qui débouche en fin de compte sur une « course vers le bas » dans laquelle les États et les régions font de la sous-enchère entre eux, avec de graves répercussions sociales et économiques pour leurs économies nationales.

Ces dernières décennies déjà, la numérisation de l'économie a été un facteur décisif pour la répartition internationale du travail. Tout porte à croire que cette tendance se renforcera encore dans les prochaines années et qu'avec le croisement de diverses technologies, comme l'intelligence artificielle, l'impression en 3D, les smartphones, la robotique et la biotechnologie, la répartition du travail continuera à se différencier. L'Internet des objets permettra de modifier des filières entières, et les marchés des biens et du travail seront de moins en moins distincts dans l'espace et dans le temps. Le travail deviendra plus mobile et multilocal.

À quoi ressemblera le bilan de cette révolution numérique ? Les conséquences pour l'emploi sont controversées et pour l'instant imprévisibles. Parmi les points positifs, il y a l'espoir de trouver de nouveaux modèles commerciaux et de nouvelles branches créatrices d'emplois, une productivité augmentée qui profite à tous, des postes

de travail meilleurs et plus sains, et des formes de travail plus souples au service des employées et employés, davantage de maîtrise du temps, plus de possibilités pour la création d'entreprises et l'appui des approches de l'économie solidaire.

Toutefois, le scepticisme est également légitime. En effet, le développement économique des trente dernières années a donné naissance aussi bien à une énorme poussée technologique qu'à une inégalité extrême. De nouvelles révolutions technologiques peuvent renforcer les inégalités. Dans son ouvrage *Rise of the Robots*, Martin Ford attise les peurs, et il est vrai qu'une nouvelle vague d'automatisation pourrait supprimer des emplois routiniers, en particulier pour les employés du niveau intermédiaire. Et ce, plus seulement dans le secteur secondaire, mais aussi dans le tertiaire et dans le domaine du travail intellectuel. Certaines qualifications seront dévaluées, d'autres très recherchées, des professions entières disparaîtront et de nouvelles verront le jour. La conséquence pourrait être une nouvelle polarisation sur les marchés du travail (et donc aussi pour la répartition des salaires), par exemple par une plus forte demande de personnes très qualifiées (qui aura lieu via les marchés du travail mondiaux) et d'emplois de service mal payés (qui sont occupés via les marchés du travail locaux ou la migration). Aujourd'hui déjà, on peut voir que dans le monde du travail flexible du *crowdworking*, du *clickworking* et du « nuage humain », où le salarié est censé devenir « entrepreneur », l'emploi se fait souvent uniquement à la demande, avec des contrats irréguliers, des relations de travail à court terme, une mauvaise protection sociale ou syndicale.

Les technologies numériques ont également un potentiel de transformation concernant le travail décent. Par contre, les bénéficiaires des « dividendes numériques » ne sont pas encore identifiés. Nous ne savons pas encore exactement ce qui nous attend, mais nous pouvons le modeler. Les partis sociaux-démocrates, socialistes et progressistes doivent continuer à soutenir le projet du « travail décent dans le monde » et s'occuper de l'organisation future du travail.

Et ce, pas seulement ponctuellement, mais de manière exhaustive selon l'Agenda sur le travail décent de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les éléments suivants sont ce dont les employés ont besoin :

- **Le travail durable** : une transformation sociale et écologique globale a besoin de personnes qui y investissent leur force de travail. Et le travail durable signifie prendre part à l'économie et à la société grâce à une tâche sûre et pourvoyeuse de sens dans des filières durables et, grâce à elle, pouvoir gagner dignement sa vie. L'emplacement de ce travail et les actions que les pays, les régions, les communes et les entreprises pourront entreprendre pour créer un travail décent, pour (et par) la transformation, seront très diversifiés. Les aspects essentiels d'une stratégie d'emploi sont : la formulation des objectifs de l'emploi, un environnement macro-économique stable, la croissance dans les secteurs durables se traduisant par des emplois, des offensives innovantes de formation, d'apprentissage et de qualification pour accompagner le changement et la numérisation du monde du travail, de nouveaux cadres régulateurs pour les employés informels comme pour les plateformes et les formes de travail basées sur le Web, une politique fiscale plus sensible à l'emploi, de meilleurs accès aux crédits pour les petites et moyennes entreprises ainsi qu'une attention portée aux secteurs où vivent et travaillent les pauvres (par exemple dans l'agriculture). Le progrès numérique devrait également être utilisé pour concevoir de nouveaux modèles (de temps) de travail. Et ce, pas dans le sens du travailleur-entrepreneur qui porte lui-même tous les risques et qui doit optimiser sa vie de manière économique, mais d'un modèle qui tient compte de l'ensemble du travail et où l'appréciation de ce dernier se mesure à son utilité au sein de la société. Dans son rapport sur notre future manière de travailler, le Club de

Rome propose de repenser le travail selon un modèle en plusieurs couches, comprenant le travail de subsistance payé de manière classique, les soins, le travail d'intérêt commun et bénévole, ainsi que l'autosuffisance. L'important est d'atteindre une répartition juste du travail de soins et domestique entre les sexes, par exemple par un meilleur accès des femmes à un travail de qualité bien rémunéré, par un meilleur approvisionnement de base en eau, électricité et nourriture, par le changement des normes sociétales et la reconnaissance du travail domestique et de soins. Il sera donc nécessaire de réfléchir à des possibilités nouvelles pour garantir à tous les groupes de la société un revenu, au-delà du travail salarial classique.

- **Les droits :** les travail décent ne doit pas dépendre des différents intérêts des entreprises et des gouvernements, mais doit absolument être basé sur les droits. La liberté syndicale, la libre négociation collective et le droit aux conventions collectives, l'abolition du travail forcé et du travail des enfants, l'interdiction de discrimination sur le lieu de travail, ainsi que le principe « À travail égal, salaire égal » sont les principales normes du travail de l'OIT. Les sociaux-démocrates et les socialistes doivent, dans leurs pays et dans le monde, pousser à l'application de ces normes ainsi qu'à de nouvelles conventions visant à protéger les employés, telles que : l'élargissement de la responsabilité de l'entreprise pour des obligations de diligence juridiquement contraignantes, un devoir de responsabilité et de transparence obligatoire pour les entreprises le long de la chaîne d'approvisionnement et le développement des normes internationales, par exemple en vue de renforcer des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multilatérales, des principes directeurs de l'ONU pour l'économie et les droits de l'homme. Le respect des normes principales du travail doit être un élément fixe dans les accords commer-

ciaux. Pour matérialiser systématiquement les droits sociaux de l'homme, il faut des politiques de revenu minimum, l'introduction de salaires de subsistance ainsi que la protection sociale pour tous, permettant ainsi de mieux amortir les crises sociales et économiques. Le concept présenté par l'OIT sur la protection sociale minimale (*Social Protection Floors, SPF*) offre la chance d'établir une protection sociale de base pour les membres les plus faibles des sociétés des pays du Sud. Et, dernier point, nous devons nous investir au niveau international et régional pour une migration et une mobilité ordonnées, sûres et responsables des personnes dans l'optique de la mondialisation du travail.

- **La participation :** si, premièrement, nous prenons au sérieux la mission de qualifier les personnes et leur donner la possibilité de participer à l'organisation de sphères de vie importantes ; si, deuxièmement, nous constatons que l'économie se détache de plus en plus de la société et que les principes démocratiques et axés sur le bien commun, ainsi que les intérêts de la société, perdent toujours plus de leur importance ; et si, troisièmement, nous partons du principe que la démocratisation de l'économie est la condition *sine qua non* pour la réussite de la transformation sociale et écologique, alors, il sera important dans les années à venir de renforcer la démocratie et la participation également sur le lieu de travail.

Le mouvement ouvrier dispose dans le monde d'une grande richesse d'expériences concernant les formes de participation les plus diverses. Et il sera important de façon générale de renouveler dès à présent l'exigence de la participation et de l'implication au sein de l'entreprise et le modelage et l'utilisation des processus de production, non seulement en raison du passage au numérique et de la prépondérance du travail décent, mais aussi pour une transformation sociale et

écologique. À l'inverse, la transformation ne réussira que si les personnes concernées deviennent des personnes qui participent, c'est-à-dire lorsque le potentiel de participation des employés sera systématiquement utilisé et que le changement sera modelé par le bas. De telles interventions semblent très lointaines, après des décennies de néolibéralisme, et se heurteront à une résistance massive.

Il n'existe pas non plus de solution universelle. L'autonomie sera la première à être regagnée via des formes de l'économie solidaire, des entreprises en autogestion et des coopératives de production. Dans les autres exploitations, la cogestion devra être étendue aux questions importantes sur l'organisation du travail comme par exemple, la maîtrise du temps. Dans de nombreux cas, il faut des syndicats forts et libres pour pouvoir réaliser des progrès. Les sociaux-démocrates et les socialistes doivent soutenir et rendre possible leur travail, en particulier là où les syndicats sont plus faibles et les groupes plus difficiles à intégrer, comme chez les *clickworkers*, mais aussi les sans-terre, les employés de maison, les vendeurs des rues et les travailleurs migrants.

Face à la mondialisation de l'économie, les syndicats et leurs partenaires doivent également s'occuper de cette chose simple qui est par contre difficile à faire, de ce nouveau terme de solidarité, qui ne repose plus sur un lieu géographique et des communautés homogènes mais qui doit illustrer les nombreux visages hétérogènes du travail le long des chaînes de création de valeurs et des réseaux de migration. Les représentations effectives des intérêts et la participation des employés ne peuvent donc plus avoir lieu à l'intérieur des frontières nationales. Les réseaux transnationaux des entreprises et des branches, les accords-cadres internationaux avec les entreprises transnationales et les différentes formes du dialogue so-

cial sont des stratégies avec lesquelles les syndicats réagissent déjà aujourd'hui. Nous devons continuer à les soutenir.

5.4 Une époque risquée ? La paix est indivisible

Nous vivons une époque intermédiaire : des bouleversements politiques et sociétaux ont déjà dissout les anciens modèles et structures des actions politiques, sans que rien de nouveau n'ait fait son apparition dans la crise. Un peu partout, la légitimité de l'ordre politique existant, ainsi que la promesse originelle de l'État d'organiser et de garantir la sécurité, sont remises en question. Une époque intermédiaire est ambivalente. Elle offre des espaces libres permettant d'établir une nouvelle politique, mais crée également de l'incertitude.

Une insécurité croissante

Un sentiment fondamental déterminant d'un grand nombre de nos sociétés est l'insécurité. Selon les sondages, le terme « sécurité » occupe aujourd'hui une place au sommet dans l'échelle des termes sympathiques, à côté de « liberté » et « justice ». Et ce, dans un triple sens : en tant que sécurité existentielle et sociale, en tant que respect de l'intégrité de la personne (comparable avec les deux dimensions de sécurité humaine « liberté de vivre à l'abri du besoin » et « liberté de vivre à l'abri de la peur ») et, enfin, en tant que fiabilité des règles et continuité sociétale. Car, à la sécurité, on associe aussi les institutions et les arrangements dont la tâche est de résoudre les crises de manière constructive, d'éviter la violence et de défendre l'individu et l'ordre sociétal et politique contre des menaces extérieures.

Aujourd'hui, il existe de nombreuses causes d'insécurité, qu'elle soit ressentie de manière subjective ou manifeste. Parmi les tendances au niveau global, national et individuel, on trouve :

- **L'érosion de l'ordre international:** des institutions multilatérales comme les Nations unies n'ont pas suffisamment réussi à s'établir comme les piliers d'une paix mondiale robuste; par contre, la renaissance de la politique de grande puissance, le retour de la guerre comme moyen politique et la tendance croissante au non-respect des normes collectives sont clairement identifiables. Cela va de pair avec le danger d'une nouvelle course globale à l'armement. Mais d'un autre côté, ces dernières années, la diplomatie internationale a également connu des succès, comme l'Accord sur le climat, l'*Agenda 2030* ou l'accord sur les armes nucléaires avec l'Iran.
- **Les crises aiguës:** les limites entre sécurité extérieure et intérieure s'estompent. Les causes en sont par exemple des guerres de longue durée et des économies de violence, des attaques ciblées sur les populations civiles, l'augmentation des chiffres des déracinés par la violence, la géopolitique et les guerres par procuration, les guerres de ressources et les confrontations ethniques, les conflits d'environnement et d'eau, le terrorisme et la criminalité organisée, ainsi que la « mise en danger de soi civilisatrice » (Ulrich Beck) et le réchauffement climatique.
- **Les monopoles de pouvoir étatique sous pression:** les États souverains et leur monopole de pouvoir sont d'une part des éléments centraux de l'ordre international. Mais d'autre part, la dissolution du monopole de pouvoir ainsi que son manque de légitimation (dans les structures répressives) sont des causes importantes pour des confrontations violentes. S'y ajoutent d'autres développements, comme des débats sur des concepts de sécurité détaillés ou la privatisation de la sécurité face à de nouvelles menaces comme le terrorisme transnational. L'automatisation de la conduite de guerre soulève également des

questions directes sur une constitution future des monopoles de pouvoir contrôlés démocratiquement.

- **Perte de contrôle individuelle:** le style de vie individuel de nombreuses personnes est de plus en plus complexe, confus et précaire. Les systèmes culturels et sociaux, avec l'aide desquels de nombreuses personnes essaient de vivre, se dissolvent. L'avenir individuel n'est plus planifiable, la confiance dans les institutions, qui dans le passé promettaient soutien et orientation, diminue. La violence à l'encontre des femmes est souvent la conséquence de l'inégalité structurelle entre les sexes. Dans le monde entier, les hommes sont une des causes principales de la mort prématurée des femmes. Pour beaucoup, le monde qui nous entoure semble être « désécurisé », la capacité à tolérer les risques baisse, mais de plus en plus de citoyens inquiets des « sociétés du risque » (Ulrich Beck) (occidentales) souhaitent une sécurité la plus complète possible.

La sécurité dans un monde sans frontières : pour qui, par qui ?

La garantie de la sécurité vers l'intérieur et l'extérieur a toujours relevé de la compétence de l'État. D'abord neutre, le terme de « sécurité » s'est, dans de nombreux pays, chargé d'une connotation politique et sociétale. Lorsqu'on parle de sécurité, il faut se demander: il s'agit de la sécurité de qui? Qui doit être protégé, comment et de quels dangers? Il manque souvent la question sur l'origine et la responsabilité politique. L'insécurité sociétale va devenir un défi particulier dans les prochaines années pour la politique, car l'espace politique ne doit pas se fermer aux peurs de la société. Il est conseillé de s'en occuper de manière approfondie et d'en traiter les causes, là où c'est possible. Simultanément, il ne faut pas que le désir de sécurité devienne si fort et la réponse de l'État si unilatérale que même une

communauté sévèrement contrôlée et dont la liberté ne cesse d'être limitée donne le sentiment d'être un refuge.

La liberté et la sécurité se retrouvent bien dans le même champ de tension, mais ne sont pas situées au même niveau. La sécurité dans l'État de droit sert à la protection des droits de l'homme et des droits à la liberté de toutes les personnes y vivant – toutes les mesures sont à considérer en conséquence. Dans les systèmes autoritaires, par contre, le plus important n'est souvent pas la sécurité des personnes mais celle de l'État ou des hommes de pouvoir. Dans les systèmes démocratiques, des lois renforcées n'augmentent généralement pas la sécurité mais limitent les droits à la liberté. Alors qu'en réponse au besoin de sécurité de la société retentit souvent l'appel de la supposée « prévention des risques », qui mise plutôt sur une autosécurisation, sur l'éloignement des libertés, disons « risquées », et sur le contrôle social, les vrais risques et menaces pourront seulement être réduits par un « multilatéralisme de la résolution des problèmes ». Celui-ci mise plutôt sur la sécurité collective, les éléments coopératifs, la transparence, les possibilités d'influence démocratiques et l'ouverture. La sécurité de l'un ne peut pas être garantie sans la sécurité de l'autre.

C'est pourquoi les sociaux-démocrates et socialistes associent la résolution aiguë de crises à la recherche de solutions réalisables à moyen et long terme. Ils s'engagent pour une politique qui remplace la loi du plus fort par la force de la loi et qui proscrit la violence des relations internationales. Une notion de paix social-démocrate vers l'intérieur comme vers l'extérieur aspire à une paix durable et positive, qui est plus que la simple absence de guerre et de violence. Elle implique une large gamme d'instruments civils, accentue la solidarité globale et le rôle des parlements, et présuppose l'interaction avec les autres secteurs politiques. Au cœur de l'intérêt se trouve la sécurité humaine. Les projets que l'Alliance progressiste devrait poursuivre à ce sujet pourraient être :

- **Le renforcement des Nations unies :** il est temps pour un nouvel Agenda de la paix. Son initiation et sa conception sont inscrites dans la longue tradition de politique de paix des partis sociaux-démocrates et socialistes. Il devra contenir les premières réponses à la grande diversité des questions sur la politique de paix : comment concevoir une nouvelle politique de la détente et des mesures de confiance politiques ? Comment les Nations unies en tant qu'acteur central de la politique de paix au 21^e siècle peuvent-elles être réformées et consolidées ? Quels sont les instruments pratiques dont nous avons besoin pour la politique de paix (opérations pacificatrices, promotion civile de la paix, médiation, réconciliation) et comment pouvons-nous les développer ? Comment accédons-nous à une renaissance globale du désarmement ?

Concrètement, les sociaux-démocrates et socialistes devraient avant tout renforcer les institutions qui garantissent la sécurité commune, en premier lieu les Nations unies. Elles seules sont en mesure de réussir une politique de paix globale. C'est la raison pour laquelle leur état actuel est d'autant plus préoccupant : les Nations unies ploient comme peu d'autres institutions sous le poids de leurs tâches, et pourtant, sans elles, les défis des politiques de paix seraient impossibles à traiter. Souvent, les Nations unies occupent le premier plan uniquement d'un point de vue rhétorique. Mais il s'agit surtout de leur renforcement effectif pour leur permettre de remplir leurs tâches futures : les partis progressistes, sociaux-démocrates et socialistes devraient concourir à soutenir, sur le plan politique, financier et personnel, le nouveau secrétaire général des Nations unies dans la mise en œuvre des réformes dans le cadre de l'Agenda « *Sustaining Peace* » (Paix durable). Pour cela, il faut augmenter le budget régulier, réformer la manière de travailler du Conseil de sécurité et augmenter, voire développer, la transparence et la collaboration démocratique au

sein des Nations unies. Prendre celles-ci au sérieux signifie avant tout s'engager au sein et en dehors de l'institution dans des initiatives concrètes – comme force innovante politique, comme celui qui propose un agenda, comme allié politique actif des NU et comme médiateur entre les différentes positions. Cela signifie par exemple soutenir les exigences de la Commission Ramos-Horta pour la consolidation du maintien de la paix en réponse aux nouveaux types de conflits et de violences, et celles de la Commission Töpfer pour la structuration institutionnelle du système des Nations unies en vue de l'*Agenda 2030*, ainsi que les recommandations de l'Examen de haut niveau concernant la résolution 1325 des Nations unies, dans laquelle les factions belligérantes sont appelées à protéger les droits des femmes et à les faire participer en tant que partenaires d'égal valeur dans les processus de négociation de paix, de résolution de conflits et de reconstruction. Nous parlons des composants essentiels d'une architecture globale pour la paix et la sécurité, qui renforceront de manière durable la marge de manœuvre des Nations unies pour faire face aux problèmes à venir, en particulier dans le secteur de la prévention civile des crises et de la transformation des conflits.

- **Priorité au civil :** les sociaux-démocrates et socialistes sont d'accord sur le fait que la prévention et les instruments civils pour la résolution des conflits doivent avoir priorité sur les moyens militaires. Même si les opérations militaires sont légitimes dans le cadre rigide du droit international en tant que « dernier recours » pour éviter les crimes contre les droits de l'homme, une politique intérieure mondiale pacifiste doit suivre la logique d'action du civil. Pour cela, il faut une politique de prévention des crises convenue au niveau international, qui recherche la cause de la violence; cette politique devra être conçue à long terme, contrôlée démocratiquement

et ciblée sur les principes de la solidarité et de la responsabilité de protection. Elle est d'autant plus urgente que, dans de nombreux pays, les tendances des approches politiques sont à plus court terme et orientées vers les propres avantages. Toutefois, les stratégies nationalistes non seulement ne facilitent pas la gestion des défis difficiles du présent, mais n'apportent également rien à leur résolution durable. Par contre, les résultats des négociations, comme celles sur le programme nucléaire de l'Iran, prouvent que la diplomatie peut avoir du succès même lors d'une crise aiguë. Mais une course à l'armement, comme celle qui menace aujourd'hui après des années de baisse des dépenses pour l'armement dans le monde, pourrait éloigner à nouveau les instruments de la prévention civile des crises de la politique militaire de sécurité. C'est à éviter. Au lieu de cela, les sociaux-démocrates et les socialistes s'engageront pour le renforcement des moyens civils. Ils devraient aussi soutenir, en se basant sur les arrangements collectifs de sécurité, un contrôle plus restrictif des transferts d'armes et les pourparlers concernant le renouvellement des accords de maîtrise des armements conventionnels (et nucléaires).

- **Monopole légitime du pouvoir et contrôle démocratique du secteur de la sécurité :** dans de nombreux pays, les forces progressistes se tiennent – pour des raisons souvent très compréhensibles – à grande distance des acteurs étatiques du secteur de la sécurité, ainsi que des thèmes généraux de la politique de sécurité. Toutefois, les partis sociaux-démocrates et socialistes doivent se consacrer davantage au thème de la sécurité intérieure pour ne pas l'abandonner aux forces conservatrices ou répressives. Dans ce cas seulement, ils pourront montrer des alternatives au paradigme (souvent en échec) de la « main de fer » et contrer le mythe puissant qui veut qu'une sécurité accrue ne puisse se faire qu'avec une limitation des

droits citoyens et moins de démocratie et de transparence. La politique social-démocrate présuppose donc un monopole de pouvoir étatique légitime avec un contrôle démocratique complet et un ancrage social du secteur de sécurité. La formulation des objectifs et des stratégies pour la politique de sécurité, ainsi que des mandats et des mécanismes de contrôle évidents pour les acteurs de la sécurité doivent faire partie du débat démocratique public et de la recherche de décision. Par ailleurs, il s'agit également de développer le travail dans le secteur de la prévention de la violence et de l'extrémisme, et de considérer le renforcement de la confiance dans la société ainsi qu'entre les citoyennes et citoyens et l'État comme une tâche perpétuelle.

5.5 Gouverner les villes

Tous les défis de la société, mais aussi les chances et les perspectives se jouent dans nos villes. Depuis 2006 et pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, plus de 50% de la population mondiale vit officiellement en ville. En 2020, on atteindra 60%. Presque toute la hausse de la population aura lieu ces prochaines années dans les cités. Jusqu'à trois milliards d'êtres humains au niveau mondial viendront dans les prochaines décennies de la campagne pour se presser dans les villes. C'est le plus grand mouvement migratoire de notre époque. L'urbanisation dans les pays du Sud global sera particulièrement rapide. Les grandes villes deviendront encore davantage qu'aujourd'hui les unités centrales de la croissance économique et de la production de culture et de savoir. Aujourd'hui déjà, elles se retrouvent au croisement des flux financiers et commerciaux, et continueront, comme une sorte de ville-État moderne, à gagner en influence dans les processus de mondialisation (économiques).

La ville est souvent une chance et un quartier sensible en condensé, à la fois enclave de richesse et bidonville. Pour beaucoup, elle signifie d'abord une amélioration relative de la situation de vie. Pour la population rurale appauvrie dans de grandes parties des pays en développement, elle devient terre d'asile. Simultanément, la jungle urbaine est pleine de risques, et va de pair avec les grands défis pour l'infrastructure municipale, la mobilité, les systèmes sociaux, d'éducation et de la santé. La richesse et la pauvreté sont confrontées dans un espace très réduit, l'intensification dramatique de l'inégalité est plus visible ici, et les questions d'appartenance, de participation et de diversité des sociétés se posent très vite.

La pression sur les ressources locales, comme la terre et l'eau, est également énorme. Les villes concourent également de manière disproportionnée à l'émission de gaz à effet de serre, mondialement plus des deux tiers. Selon le conseil scientifique du gouvernement fédéral allemand pour les questions environnementales (Wissenschaftlicher Beirat der deutschen Bundesregierung für globale Umweltfragen, WBGU), si la construction des villes avec du ciment et de l'acier devait se poursuivre comme c'est le cas actuellement, il faudrait déjà l'ensemble du budget d'émissions à disposition et permettant d'atteindre l'objectif des 1,5 degré, uniquement pour produire les matériaux de construction. Sans objectifs politiques durables pour le développement urbain, les objectifs pour contrer le réchauffement climatique ne pourront pas être atteints.

Certains voient la vie quotidienne urbaine dans de nombreuses métropoles du monde comme une anticipation des confrontations sociales, de la ségrégation sociale, de l'intégration ratée, de la privatisation de la sécurité et de l'anarchie violente à venir. Mais les villes peuvent aussi être des lieux de communauté et de démocratie dans lesquelles les êtres humains d'origines, de sexes, de classes sociales, d'âges et d'orientations sexuelles différents travaillent et vivent ensemble pour le meilleur et organisent leur environnement de vie. Les villes sont déjà de grandes « machines de transformation » et l'avenir

des sociétés sociales, durables et démocratiques est en grande partie lié au destin des villes.

Les villes ont toujours été les bastions des partis sociaux-démocrates, progressistes et socialistes. Avec les syndicats et les mouvements sociaux, ils doivent participer au 21^e siècle à la réorganisation des villes. De nombreux concepts urbains, que ce soient les « villes intelligentes », qui misent sur les technologies de l'information et de la communication, les « villes résilientes », qui misent sur l'adaptation, ou la ville en tant que mélange « cosmopolite », accentuent un aspect du développement urbain et négligent souvent les défis sociaux et démocratiques. Les sociaux-démocrates et les socialistes voient la ville comme le lieu de vie de personnes très différentes et basent leur agenda urbain sur des voies de développement non polluantes, sur les droits de l'homme, sur l'inclusion sociale et la participation démocratique. Pour cela, il nous faut entre autres :

- **Des infrastructures et des services publics solides:** des infrastructures et des services publics opérationnels, accessibles et abordables sont la condition d'une bonne cohabitation et prospérité économique. Ils comprennent en particulier l'énergie, l'eau, l'élimination et la prévention des déchets, les transports, la santé, l'éducation, un espace de vie adéquat, la sécurité publique, la culture et des espaces ouverts, notamment dans les quartiers les plus pauvres. Dans de nombreuses villes, des terres publiques destinées aux cultures agraires communes peuvent faciliter l'accès urbain à la nourriture. Par le passé, les approches publiques se sont souvent révélées plus efficaces et universelles, et moins liées à des coûts sociaux. Dans un grand nombre de ces secteurs, il s'agira d'opposer aux intérêts particuliers, qui voient la ville comme butin et objet de spéculation, et qui souhaitent continuer à commercialiser l'espace, l'idée de l'infrastructure urbaine servant le bien commun.

Les employés du secteur public (et les syndicats du tertiaire) jouent un grand rôle dans la qualité des prestations de service. Ils doivent bénéficier d'une bonne formation pour garantir la qualité, être bien payés pour pouvoir également vivre dans « leur » ville et avoir le droit de s'organiser. La ville doit faire usage de son pouvoir de marché pour imposer le respect des normes du travail, sociales et écologiques lors des procédures de passation publiques. La création de travail décent en ville permet également de réduire les inégalités, tout comme une gestion de l'espace qui s'oriente vers l'intérêt général. Pour ces projets, il faut un cadre d'action financier. De nombreuses villes doivent pour cela améliorer leurs capacités et leurs aptitudes à percevoir des impôts, mais aussi participer de manière juste aux recettes fiscales des entreprises transnationales, par exemple, ou être impliquées dans les décisions d'imposition au niveau national.

- **Un tournant écologique:** les déchets, la pollution de l'air, le manque d'eau ainsi que la contamination de l'eau et des sols ont une grande influence sur la qualité de vie dans les villes. Mais ces dernières ne doivent pas seulement offrir à leurs habitantes et habitants un environnement de vie sain, elles doivent aussi apporter une contribution substantielle afin que le développement de l'humanité puisse avoir lieu à l'intérieur des frontières de la planète. Le développement urbain doit donc intégrer l'idée de protection du climat et l'écologie. De nombreuses approches existent pour une transition écologique réduisant la pression sur l'environnement, comme les mesures d'efficacité et d'économie d'énergie, la construction d'installations solaires décentralisées, par exemple dans des sites d'habitats informels, le développement d'économies circulaires, le mélange des zones résidentielles et de travail, la circulation non polluante dans les centres-villes, des mesures concrètes

pour la construction énergétiquement efficiente ou la mise en place de transports publics urbains non polluants. Pour être largement acceptée, une politique urbaine durable doit penser à tous les aspects écologiques et sociaux.

- **La confiance :** la confiance (envers ses semblables, le gouvernement local, les prestations publiques) est la condition décisive d'un bon climat urbain. C'est pourquoi il faut des mécanismes et des processus pour renforcer les relations de confiance au sein des villes et pour éviter leur érosion. Il s'agit ici en premier lieu de conseils municipaux qui se comprennent comme des médiateurs et organisateurs du changement, qui prennent des décisions compréhensibles et qui ont les ressources et les capacités pour concevoir des projets et les mettre en pratique. Le combat contre la corruption (également la corruption quotidienne), par la transparence des contrats des attributions publiques ou les directives anti-corruption dans l'administration publique, par exemple, sont des étapes importantes pour augmenter la confiance.

Simultanément, dans les sociétés urbaines notamment, il existe un grand potentiel de personnes qui souhaitent participer à l'organisation de la cohabitation dans le quartier et de mouvements sociaux qui posent leurs propres exigences au développement urbain et qui apportent de nouvelles idées. Il faut ici des possibilités de participation démocratique (par des procédures de participation aux processus de planification urbaine, aux budgets participatifs, aux tables rondes ou aux administrations de quartier par exemple), mais aussi des mécanismes civils de résolution de conflits, qui font par exemple la médiation entre ceux qui sont déjà là et ceux qui arrivent en grand nombre. La participation peut seulement fonctionner lorsque les administrations et les gouvernements locaux prennent au sérieux et autorisent l'influence publique et re-

connaissent aux citoyennes et citoyens la pression des compromis. En ce qui concerne la participation démocratique dans la politique urbaine, nous devons faire attention à ce qu'elle ne devienne pas un privilège et prendre des mesures pour que puissent participer ceux qu'on entend le moins et dont la ville sociale doit s'occuper le plus. Et comme les villes exercent une grande force d'attraction sur les migrantes et les migrants, la « citoyenneté de ville », avec son accès aux droits qui en découle, doit reposer sur d'autres critères que la citoyenneté d'État, comme par exemple le lieu d'habitation ou la participation à la communauté. Les « villes sanctuaires », comme New York ou San Francisco, dans lesquelles les personnes ont accès au travail, au logement et aux prestations sociales, et bénéficient de la sécurité quel que soit leur statut de séjour, ont déjà fait cette démarche.

5.6 Les Badlands – pour une transition agricole

Une transformation sociale et écologique réussie dépend plus que tout de notre forme de production agricole et de nos habitudes alimentaires. L'agriculture est la base de revenus et d'existence de plus d'un tiers de la population mondiale. Elle doit nourrir la population et représente l'une des principales sources d'émission de gaz à effet de serre occasionnée par l'homme, avec environ 40% des émissions. Mais avec les structures agricoles actuelles, l'environnement va continuer à être pollué, l'inégalité à être plus exacerbée et la faim à ne pas être éradiquée de manière durable.

Certes, les systèmes agricoles de production et d'alimentation existants approvisionnent les marchés avec beaucoup de nourriture. De même, les récoltes record et les bas prix pour les céréales donnent l'impression que les émeutes de la faim en 2008 et 2011 n'étaient

qu'un bref épisode. Toutefois, le système alimentaire mondial reste sensible aux crises et entraîne des frais sociaux et écologiques massifs dans son état actuel. Il s'agit entre autres de l'usage excessif et de la dégradation des surfaces agricoles, d'une émission massive de CO₂ due à l'élevage et au défrichage, du gaspillage et de la pollution de l'eau, des risques pour la santé par une utilisation intensive d'engrais et de pesticides, du recul de la diversité biologique des plantes utiles (le risque étant que les générations futures s'adaptent toujours plus mal aux changements environnementaux), d'une plus grande sensibilité des plantes aux maladies et d'une plus grande résistance en raison de l'utilisation de pesticides synthétiques, ainsi que d'une plus grande orientation sur l'exportation, qui apporte certes plus d'emplois et de revenus, mais est également sujette à des variations de prix et des réglementations commerciales et génère localement, par la réaffectation des surfaces, des incertitudes en matière d'alimentation.

Malgré une forte diminution au cours des dernières décennies, près de 800 millions de personnes souffrent toujours de la faim et deux milliards de malnutrition. Et la concurrence au niveau des surfaces cultivées n'a cessé de s'intensifier durant ces dernières années. Seulement 43 % des céréales cultivées sont destinées à l'alimentation. Le reste est transformé en alimentation animale, essence et matières brutes industrielles avant tout pour les pays développés. Le secteur agricole n'est pas seulement l'un des principaux responsables du changement climatique, il en est également une victime. Au cours des prochaines années, de nombreuses surfaces fertiles seront perdues en raison des sécheresses, des inondations et de la salinisation des sols due à la hausse du niveau de la mer.

L'agriculture sous la pression des marchés

Nombre des problèmes nommés ici sont essentiellement liés à une agriculture industrialisée qui ne fournit qu'une petite mais grandis-

sante partie de la production alimentaire à l'échelle mondiale, mais qui laisse toutefois une empreinte déterminante sur tout le système. Elle doit, pour rester profitable au vu des investissements massifs, miser sur des monocultures sur de grandes surfaces, l'exploitation intense des terres et sur les intérêts des consommateurs bénéficiant d'un fort pouvoir d'achat. Les exigences sociales et écologiques ou un développement rural durable n'ont pas une grande importance ici. Par ailleurs, les problèmes s'accumulent car, dans le système agricole industrialisé, les divers développements que nous pouvons également observer dans l'économie globale se concentrent, comme sous une loupe.

Dans aucun domaine, les efforts de fusion et de concentration n'ont été aussi marqués au cours des dernières années que dans le domaine de l'agriculture. D'après l'ouvrage *Konzernatlas 2017*, quatre grands groupes contrôlent à eux seuls 70 % du commerce mondial des matières premières agricoles, trois groupes dominent 50 % du marché mondial de la technique agricole, et par le rachat de Monsanto, Bayer dispose à présent du tiers du marché mondial des semences commerciales et d'un quart du marché des pesticides. Le pouvoir de marché sur certains marchés partiels est encore plus marqué. Ainsi, quatre cinquièmes du commerce mondial du thé sont gérés par seulement trois groupes. S'y ajoute le fait que les grands groupes situés sur la chaîne d'approvisionnement sont de mieux en mieux connectés entre eux.

Derrière toute une série de fusions se cachent souvent des sociétés d'investissement qui se lancent sur ce marché rentable et soumettent un des systèmes les plus sensibles pour le développement humain à la logique des marchés financiers. Les fonds spéculatifs et les banques dominent par ailleurs le commerce du blé, la part des spéculations dans le commerce total a nettement augmenté, des sociétés d'investissement spécialisées dans le domaine agricole ont été créées, et des fonds pour les surfaces agricoles ont été lancés. Ce développement a encore renforcé le rachat de grandes surfaces

cultivables et de droits d'eau depuis la crise alimentaire en 2008, notamment par des investisseurs privés, mais également publics, et des entreprises agricoles, main dans la main avec les gouvernements sur place. En Afrique, les acquisitions de terre se concentrent essentiellement là où les rapports de droit sont incertains et où un grand nombre de personnes souffrent de la faim.

Ces développements sont finalement à l'origine de grandes dépendances pour des clients et des fournisseurs individuels, d'une privatisation du savoir, de la perte de méthodes de cultures alternatives ainsi que d'une forte pression des prix tout au long de la chaîne d'approvisionnement, qui en fin de compte est (co)responsable des faibles revenus, des bas salaires et des mauvaises conditions de travail. L'agriculture décentralisée des petites exploitations, qui est indispensable pour un approvisionnement constant en produits alimentaires, doit souvent faire face à une concurrence inégale avec des entreprises mondiales et est évincée, avec des répercussions sur l'approvisionnement local et régional en aliments.

La création de systèmes d'alimentation locaux et régionaux

Un peu partout, la façon de penser a commencé à changer en faveur de systèmes agro-écologiques diversifiés, qui doivent d'une part remplacer l'agriculture industrielle et d'autre part continuer de développer l'économie de subsistance paysanne. Avec le concept de l'agro-écologie, qui est aujourd'hui déjà appliqué par des millions de petits paysans, une alternative est disponible qui permet de réorienter l'agriculture au niveau social et écologique. Il a pour objectif d'améliorer la fertilité des sols, de remplacer l'utilisation de produits chimiques, d'obtenir des ressources alimentaires plus équilibrées ainsi qu'une agriculture généralement toujours plus résistante, et de consolider les revenus des agricultrices et agriculteurs grâce à diverses méthodes de culture et à la biodiversité. De premières en-

quêtes ont montré que de telles approches sont surtout très productives dans les endroits où la nourriture est absolument nécessaire. Elles sont d'ailleurs souvent plus fastidieuses et créent plus d'emplois justement dans les régions où la pauvreté rurale est présente. Et à la différence de l'agriculture industrielle, qui cherche généralement à atteindre un objectif aux dépens d'autres facteurs, les systèmes agro-écologiques ont le potentiel de relier entre eux différents objectifs tels que la productivité, la protection de l'environnement, la résilience et la qualité de l'alimentation. Le renforcement des systèmes d'alimentation locaux revêt une importance cruciale pour le développement des villes face à l'urbanisation rapide. Pourtant, la majorité des gouvernements et la plupart des pays donateurs favorisent encore les approches industrielles. Un certain nombre de facteurs, comme par exemple les subventions pour certaines plantes riches en énergie, une forte priorité de la recherche en matière d'agriculture industrialisée, le pouvoir de pression des grands groupes mais également la demande d'aliments et d'alimentation bon marché soutiennent le système en place.

C'est pourquoi les partis sociaux-démocrates, socialistes et progressistes doivent se pencher davantage sur les questions de l'agriculture et de l'alimentation. C'est-à-dire :

- **Le soutien et la subvention de systèmes agro-écologiques :** la faim est un problème qui ne peut être résolu que sur place, par la souveraineté alimentaire et la production locale. Lorsque c'est possible, l'autosuffisance alimentaire régionale est l'épine dorsale du développement rural durable. Le développement et le maintien de marchés d'alimentation locaux et de canaux de distribution régionaux sont tout aussi importants que l'accès à la terre et à l'eau. Des relations sûres en termes de baux et de propriété, notamment sous la forme de propriétés collectives avec les droits d'utilisation de l'eau correspondants, sont une condition fondamentale. Les législations relatives

aux semences et les banques de semences publiques peuvent encourager la diversité des plantes cultivées et faciliter l'adaptation aux changements environnementaux. Une recherche intégrée ciblée sur les problèmes posés par les stratégies agro-écologiques et l'alimentation régionale, qui prend en compte l'expérience des agriculteurs et agricultrices, contribue au développement et à la diffusion de cette approche. Les gouvernements nationaux et locaux peuvent, par l'intermédiaire de subventions ou d'un accès aux terres, rendre attrayantes des méthodes de culture agro-écologiques et des coopératives agricoles. Si les administrations achètent de manière fiable des aliments régionaux produits de manière agro-écologique, par exemple dans le cadre de programmes de lutte contre la faim (à l'instar de Zero Fome au Brésil) ou pour des cuisines collectives, des hôpitaux et des cantines scolaires, ils sont en mesure d'établir une base existentielle stable pour les entreprises agricoles.

- **Un cadre réglementaire pour l'industrie agricole :** la transition agricole ne se fera pas du jour au lendemain. Les sociaux-démocrates et les socialistes doivent veiller à ce que les répercussions négatives du modèle commercial de nombreux grands groupes, ainsi que leur pouvoir d'obstruction, soient au moins freinés. Cela signifie un contrôle plus pointu des fusions, des mesures destinées à réduire l'abus de pouvoir du marché, la documentation des achats de terrains par les grands groupes et les investisseurs, ainsi qu'une interdiction de spéculation alimentaire. Il n'existe aucun autre secteur économique où les conditions de travail sont aussi mauvaises, parfois à la limite de l'esclavage, que dans le secteur de l'agriculture. La lutte en faveur de salaires garantissant la subsistance, le droit de s'organiser, la protection sociale ainsi que les obligations de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme tout au

long de la chaîne d'approvisionnement sont tout aussi importants dans ce contexte. La conclusion d'accords-cadres internationaux avec Global Unions est une stratégie possible. D'une manière générale, un nouveau cadre mondial pour le commerce et les investissements s'impose dans le domaine agricole. Le système commercial mondial ainsi que les accords régionaux et bilatéraux doivent cibler encore plus les intérêts des pays pauvres, par exemple en ce qui concerne les questions relatives à l'ouverture des marchés, les droits de propriété, les règles d'exception pour les subventions, le développement de la sécurité alimentaire, les limitations temporaires d'importation ou la subvention de méthodes de cultures agro-écologiques, qui n'est pas encore d'actualité.

- **Un système alimentaire démocratique :** selon Olivier de Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, une des raisons pour laquelle les méthodes agro-écologiques ne sont pas plus répandues est que les agriculteurs et les agricultrices n'ont pas voix au chapitre dans les processus décisionnels politiques. Un droit plus important à la parole s'avère nécessaire. Grâce à des comités de nutrition, comme il en existe par exemple dans de nombreux pays d'Amérique latine, qui réunissent autour d'une table les producteurs, consommateurs, institutions locales et régionales, scientifiques et distributeurs, il est possible de reprendre le contrôle sur les systèmes alimentaires locaux et régionaux, de formuler des stratégies pour les circuits d'alimentation, de mettre en œuvre des idées communes pour une réorganisation de l'agriculture et de se charger de la surveillance. Cependant, au final, c'est aussi le côté consommation du problème alimentaire qui doit être pris en considération, et c'est l'opinion publique qui doit être sensibilisée au fait qu'une alimentation différente (par exemple une diminution de la consommation de

viande), une consommation réduite de combustibles agraires et des mesures visant à contrer l'énorme gaspillage d'aliments contribuent également à organiser durablement notre système alimentaire au niveau social et écologique.



6 Perspectives

Lorsque le 1^{er} mai a été déclaré « Journée de lutte pour le mouvement ouvrier international » lors de la première rencontre de l'Internationale socialiste en 1889 à Paris, le credo était le suivant : « Le capitalisme est organisé à l'échelle nationale. Seule la solidarité internationale du mouvement ouvrier peut le combattre. » Aujourd'hui, presque 130 ans plus tard, nous constatons que c'est le capitalisme qui est vraiment international.

Mais dans le capitalisme mondialisé d'aujourd'hui, les vieilles questions sociales ne font que ressurgir sous une forme nouvelle. Aujourd'hui comme hier, il est question de lutte pour les règles sociales des marchés, afin de faire barrage à l'exploitation et à l'absence de pitié. Mais il s'agit également de continuer à remporter et défendre la substance démocratique de nos sociétés. Les deux combats, le combat social et le combat démocratique, sont toutefois nettement plus difficiles à mener dans les conditions de la mondialisation. Les acquis de cette dernière ne sont pas affectés. Dans de nombreux pays, la part des personnes vivant dans la pauvreté a pu être réduite. Et pourtant, ces succès ne racontent qu'une partie de l'histoire, comme indiqué dans ce rapport. Si le prix des succès du capitalisme mondialisé signifie l'abandon des règles de la civilisation qui protègent les espaces naturels et sociaux des excès de l'exploitation économique, qui contrôlent les technologies risquées, qui permettent la solidarité et la participation collectives des personnes économiquement faibles

et qui placent les institutions et les décisions démocratiques au-dessus des forces illimitées du marché animées par le profit, si ce prix est tout simplement synonyme de renoncement à soi-même, alors ce prix est trop élevé.

Pourtant, l'économie mondialisée, avec tous les bouleversements qu'elle a provoqués au cours des dernières décennies, a été acceptée, sans être remise en question. Les marginaux étaient ceux qui s'opposaient à la réduction des dépenses publiques et à la privatisation des entreprises publiques. « Adapte-toi ! » Tel est l'impératif catégorique de l'histoire de la mondialisation, que l'on a pu entendre sous cette forme ou une forme légèrement modifiée dans le monde entier. Jusqu'à aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent que les marchés libérés de toutes les règles sociales sont une loi de la nature.

De nos jours, Le capitalisme financier mondialisé annule en quelque sorte les Déclarations d'indépendance des grandes révolutions démocratiques. Il se rit des déclarations des droits de l'homme et des citoyens et passe outre les acquis du mouvement ouvrier. Il met en danger la cohésion des sociétés. « Adapte-toi ! » – Cette phrase n'est pas une promesse. C'est une menace. En effet, d'un point de vue social, elle nous renvoie à l'aliénation. Cette phrase remet en question le noyau essentiel du développement de notre civilisation depuis le siècle des Lumières : la liberté d'autodétermination. Ne pas vivre comme nous voulons vivre, mais comme nous devrions apparemment vivre, tel est le message de cette phrase. Et ce message est, dans sa conséquence, tout aussi antilibéral, antidémocratique et antisocial que celui des nationalistes et des populistes de droite.

C'est exactement sur ce sujet que nous souhaitons mettre en évidence que ce ne sont pas que les questions économiques qui nous importent dans ce débat relatif à la maîtrise du capitalisme. Il s'agit plutôt d'un nouvel ordre qui donne à toutes les personnes la chance d'une vie meilleure. Si les richesses se trouvent dans les mains d'un petit nombre et dans celles de grands groupes internationaux, ce sont les conditions de vie de ceux qui n'y prennent pas ou seulement

peu part qui sont remises en question. Nous parlons ici de conditions humaines de travail, de l'égalité entre les hommes et les femmes, du respect des droits de l'homme, de la lutte contre la pauvreté, et nous parlons également de guerre et de paix.

On a toujours voulu convaincre les forces démocratiques progressistes et social-démocrates que les conditions en vigueur ne pouvaient pas changer. Mais personne n'a jamais pu nous enlever notre sens de la justice. Nous n'avons jamais été satisfaits des structures établies et nous nous sommes toujours battus pour une coexistence sociale et juste, malgré l'adversité. Dans le passé, pendant les périodes incertaines, il a toujours été possible de compter sur les forces politiques progressistes pour non seulement éveiller la foi en un bon avenir, mais également pour le construire de manière énergique. Nous devons renouer avec cette force afin de trouver des réponses aux défis qui nous attendent.

Une chose est certaine : une personne seule ne pourra rien changer. Personne ne peut assurer la sécurité de l'emploi et des salaires équitables et décents à lui tout seul. C'est l'expérience centrale qu'ont pu faire les forces progressistes. Personne ne peut assurer seul la sécurité en matière de santé, d'éducation et de paix. Personne ne peut poser seul des limites aux banques et aux fonds spéculatifs. Par conséquent, les réponses politiques aux problèmes qui ont surgi dans l'ombre de la mondialisation peuvent uniquement être trouvées au niveau global. La conception d'un ordre mondial juste nécessite la solidarité internationale des forces progressistes. Une règle de deux toute simple s'applique : les changements ne pourront être réalisés qu'ensemble, et la solidarité apporte la force nécessaire pour ces changements. Finalement, la solidarité est la force puissante qui assure la cohésion de nos sociétés dans le monde entier.

Une union efficace des forces progressistes au niveau international est possible uniquement si nous ne craignons pas de fouler de nouveaux sentiers organisationnels. Dans ce contexte, Willy Brandt a prononcé la phrase suivante : « Rien n'est le fruit du hasard. Et peu de

choses restent. Aussi, soyez conscients de votre force et du fait que chaque époque attend ses propres réponses et qu'il faut être à la hauteur si vous voulez faire le bien. » Voyons cela comme un appel à nous tous pour sortir des sentiers battus avec un esprit critique.

C'est exactement à cela que le présent rapport doit donner une nouvelle impulsion et servir de base. Le texte a pour vocation de penser un ordre nouveau et mondial de manière visionnaire, dans l'esprit de la solidarité et de la justice internationales, et simultanément de l'étoffer avec des recommandations pratiques pour l'action.

L'Alliance progressiste est prédestinée à être une plate-forme permettant de poursuivre et d'intensifier le débat sur les conditions de succès d'une société plus juste. Elle rassemble les acteurs sociaux-démocrates, socialistes et progressistes centraux pour cet échange.

Dans le même temps, c'est à présent aux partis, aux syndicats et aux organisations de la société civile de former, avec leur expertise importante, leur vaste réseau de partenaires et leur portée respective, de nouvelles alliances et de transmettre à long terme les contenus discutés au sein de l'Alliance progressiste et de les placer au centre de leur travail politique.

La mondialisation n'est pas une fatalité que les individus, réduits à l'impuissance, doivent accepter. Nous pouvons organiser l'interaction de la politique, de l'économie et de la société dans l'intérêt du peuple si le changement est porté par un mouvement puissant.



Biographies



Luiz Dulci

Directeur de l'Institut Lula, et de 2003 à 2011, chef de cabinet du Président brésilien au rang de ministre.

Luis Dulci, directeur de l'Instituto Lula, a été secrétaire général au cabinet du Président brésilien, et il y a occupé le poste de ministre entre 2003 et 2010. Il est né en 1956 à Santos Dumont, Minas Gerais. Dulci a fait ses études supérieures à l'université fédérale de Rio de Janeiro où il a obtenu un diplôme en langues classiques et littérature. Il a travaillé en tant qu'enseignant dans le primaire et le secondaire, a donné des cours de formation pour adultes dans la région amazonienne et occupé un poste de professeur universitaire. Il a été le premier président de Sind-UTE, le syndicat des éducateurs et enseignants à Minas Gerais, et l'une des personnalités dirigeantes du « Nouveau mouvement syndical » au Brésil. En 1980, il a fait partie des membres fondateurs du Parti travailliste (PT), et a été élu premier secrétaire au niveau fédéral. Entre 1993 et 1997, il a d'abord occupé le poste de secrétaire du gouvernement, puis de secrétaire de la culture dans le gouvernement de la commune de Belo Horizonte, Minas Gerais. De 1996 à 2002, il a été secrétaire général du Parti travailliste. Il est auteur et coauteur de plusieurs livres abordant les thèmes de la politique, de l'éducation et de la culture.



Sigmar Gabriel

Depuis 2017, ministre fédéral des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne ; de 2013 à 2017, ministre fédéral de l'Économie et de l'Énergie. De 2009 à 2017, président du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD).

Né en 1959 à Goslar. Études supérieures d'enseignement des sciences politiques, de sociologie et de philologie allemande. De 1990 à 2005, membre du parlement de Basse-Saxe, et de 1999 à 2003, Premier ministre de Basse-Saxe. Depuis 2005, membre du Bundestag allemand. De 2005 à 2009, ministre fédéral de l'Environnement.



Risa Hontiveros

Depuis 2016, membre du Sénat des Philippines pour le Parti de l'action des citoyens Akbayan, dont elle est la présidente depuis 2012.

Née en 1966 à Manille. Études supérieures de sciences sociales à l'Université Ateneo de Manille. Ensuite, expériences professionnelles en tant que journaliste et présentatrice. De 2004 à 2010, membre de la Chambre des représentants des Philippines. En plus de sa carrière politique, elle s'est engagée très tôt dans les initiatives de la société civile pour les droits sociaux et les droits des femmes.



Pascal Lamy

Entre 2005 et 2013, directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Auparavant, entre 1999 et 2004, commissaire européen pour le commerce extérieur.

Né en 1947 près de Paris. Études supérieures de droit, et de sciences politiques et administratives, entre autres à l'École nationale d'administration (ENA). 1969, entrée au Parti socialiste. Responsabilités dans la politique française, entre autres en 1981 en tant que conseiller du ministre des Finances et de l'Économie Jacques Delors, et de 1983 à 1984 en tant que directeur adjoint du Premier ministre Pierre Mauroy. Pascal Lamy est président adjoint de la Fondation pour les études européennes progressistes.



Benjamin William Mkapa

De 1995 à 2005, président de la Tanzanie.

Né en 1938 à Masasi. Études supérieures d'anglais et de politique internationale à l'université de Makerere en Ouganda et à l'université Columbia de New York. Après quelques expériences professionnelles en tant que journaliste, premiers pas dans la politique. De 1977 à 1980 et de 1984 à 1990, ministre des Affaires étrangères de son pays. De 1996 à 2005, président du parti au pouvoir Chama Cha Mapinduzi (CCM).



Martin Schulz

Président désigné du Parti social-démocrate d'Allemagne. De 2012 à 2017, président du Parlement européen.

Né en 1955 près d'Aix-la-Chapelle. Formation de libraire. De 1987 à 1998, maire de Würselen, petite ville rhénane. De 1994 à 2017, membre du Parlement européen, au sein duquel : de 2000 à 2004, président du groupe SPD ; de 2004 à 2012, président du groupe des sociaux-démocrates. En 2014, candidat des sociaux-démocrates européens à la présidence de la Commission européenne. De 2013 à 2017, responsable en charge à l'UE au sein du Comité du SPD.



Sergei Stanishev

Depuis 2011, président du Parti socialiste européen (PSE), et de 2005 à 2009, Premier ministre de la Bulgarie. La Bulgarie a rejoint l'UE durant son mandat.

Né en 1966 à Cherson en Ukraine. Études supérieures et doctorat en histoire à l'université d'État de Moscou. De 2001 à 2005 et de 2009 à 2014, député du Parlement bulgare. De 2001 à 2014, président du Parti socialiste bulgare (BSP). Depuis 2014, membre du Parlement européen.



Jochen Steinhilber

Dirige depuis 2010 l'unité Politique et développement global de la Fondation Friedrich-Ebert (FES), et est l'interlocuteur en charge des questions fondamentales de politique internationale. Il a dirigé auparavant le bureau de la Fondation à São Paulo.

Né en 1970 près de Stuttgart. Études supérieures de sciences politiques et d'économie à l'université de Marbourg.



Konstantin Woinoff

Coordinateur de l'Alliance progressiste. Depuis 1999 au comité du parti SPD, entre autres comme chef du bureau de la présidente adjointe Heidemarie Wieczorek-Zeul et actuellement comme secrétaire international adjoint.

Né en 1971 à Munich. Études supérieures de sociologie à Berlin, Munich et Nairobi.



ALLIANCE
PROGRESSISTE